

# **Chambre des Représentants.**

---

SESSION DE 1923-1924.

---

## **BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES**

**POUR L'EXERCICE 1924.**

---

### **EXPOSÉ GÉNÉRAL**

---

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à vos délibérations le Budget général de l'État pour l'exercice 1924, en dix-neuf projets de loi distincts.

Les Recettes et les Dépenses ordinaires font l'objet de quinze de ces projets.

Les quatre autres se rapportent :

- au Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires,
- au Budget des Dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix,
- au Budget du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes,
- au Budget des Recettes et des Dépenses de Ravitaillement.

Il s'y ajoute un vingtième projet de loi portant le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

#### **Examen des Budgets par les Chambres.**

Pour assurer la marche régulière des services publics, il est désirable que les budgets soient votés au plus tôt.

La revision de l'article 27 de la Constitution a donné le moyen de faciliter, sous ce rapport, la tâche de la Législature.

Désormais, il est possible d'y appliquer les méthodes de la division du travail dont les heureux effets se sont fait sentir déjà en 1922 et en 1923.

Comme pour ces années, les projets de loi relatifs au Budget ont été répartis entre le Sénat et la Chambre des Représentants.

Le Sénat a été saisi :

du projet de budget de la Justice,

- id. des Affaires Etrangères,
- id. de l'Intérieur et de l'Hygiène,
- id. des Sciences et des Arts,
- id. de l'Agriculture et des Travaux publics,
- id. de l'Industrie et du Travail,
- id. des Finances,
- id. du Ravitaillement.

Sur le bureau de la Chambre des Représentants, sont déposés :

le projet de budget des Voies et Moyens.

- id. de la Dette publique.
- id. des Dotations,
- id. des Colonies,
- id. de la Défense Nationale,
- id. de la Gendarmerie,
- id. des Affaires Economiques,
- id. des Non-Valeurs et des Remboursements,
- id. des Recettes et des Dépenses extraordinaires,
- id. des Dépenses recouvrables en exécution des Traités de paix,
- id. des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes.

Le Gouvernement considère comme un devoir d'en agir de la sorte.

Il ne fait en cela que se conformer au désir qui a guidé la Constituante dans l'adoption des dispositions de nature à hâter le vote des budgets.

D'ailleurs, le projet de Budget général est distribué simultanément aux membres des deux Assemblées législatives qui, de cette manière, sont documentés pour apprécier séparément chaque partie au vu de l'ensemble.

\* .

Quant à l'ordre dans lequel il convient d'examiner les divers projets de loi qui composent le Budget général, le Gouvernement désire attirer l'attention des Chambres sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que le Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires ne soit plus voté en dernier lieu.

Il est aisé de comprendre que, par leur nature, les dépenses qui y sont prévues s'accommodent mal du régime des douzièmes provisoires.

Le vote tardif de ce Budget a, en outre, pour inconvénient de réduire à quelques mois le délai laissé pour l'engagement des dépenses d'un principe nouveau et qui expire le 31 décembre suivant.

**Plan de l'Exposé général.**

Nous examinerons successivement dans le présent Exposé général, chacun des Budgets énumérés ci-dessus, en commençant par celui des Voies et Moyens qui, dans une certaine mesure, les régit tous.

Nous étudierons, dans la suite, les Budgets ordinaires d'administration, le Budget de la Dette publique et celui des Non-Valeurs et des Remboursements.

Enfin, nous envisagerons successivement le Budget extraordinaire, le Budget des Dépenses recouvrables en exécution des Traités de Paix, le Budget des Régies et le Budget du Ravitaillement.

**BUDGET DES VOIES ET MOYENS.****Progrès par rapport à 1923.**

Le Budget des Voies et Moyens pour 1924 occupera, dans l'histoire de notre restauration financière d'après guerre, une place marquante.

Le 23 février dernier, dans son rapport sur l'ensemble des projets de lois créant de nouvelles ressources fiscales, déposés quelques mois avant, l'honorable M. Mechelynck, Président de la Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies, écrivait : « Les 202 millions de recettes qu'on en » attend marquent dans la consolidation des finances du pays une étape nouvelle.

» Ils assurent l'équilibre entre les ressources ordinaires et les dépenses ordinaires du Budget, y compris les dépenses suites de guerre que les Traités de » Paix ont laissées à la charge de la Belgique. »

En réalité, cette étape importante est, dès à présent, largement dépassée.

Dans le Budget de 1924, nos ressources normales ne couvrent pas seulement les dépenses ordinaires et les dépenses suites de guerre, elles assurent en outre — nous le verrons par la suite de cet exposé — le service de près de 8 milliards d'emprunts affectés à la réparation de nos dommages.

**Recettes ordinaires.**

Nos prévisions de recettes d'impôts atteignent

2,788 millions

soit 777 millions ou 38 1/2 % de plus que les recettes fiscales prévues au Budget précédent.

Les recettes ordinaires de l'Etat montent à

3,016 millions

et sont, par rapport à l'année dernière, en progrès de 807 millions.

Cette importante augmentation des Voies et Moyens dérive de deux causes : les lois présentées en 1923 d'abord, les progrès réalisés dans la perception des impôts existants ensuite <sup>(1)</sup>.

(1) Les variations en sens positif ou négatif de nos Voies et Moyens sont détaillées dans un tableau annexé au présent Exposé général.

\*  
\*  
\*

Des ressources nouvelles ont été demandées — on le sait — à plusieurs mesures fiscales :

- élévation de la taxe sur les automobiles et autres véhicules à vapeur ou à moteur;
- aggravation de certains taux d'impôts sur les revenus, taxe mobilière et supertaxe notamment;
- modifications aux droits de timbre, d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques et de succession;
- création d'un droit de facture, complément de la taxe de transmission;
- extension de la taxe de luxe;
- augmentation des droits sur les sucres, les glucoses et le tabac;
- création d'un droit sur les allumettes;
- modernisation de notre tarif douanier, enfin, dont la classification surannée, en vigueur jusqu'à présent confondait des objets de luxe ou de valeur avec la masse des marchandises dans laquelle ils étaient enrobés.

Quant aux plus-values dans les recettes d'impôts existants, elles apportent la preuve que le contribuable belge, avec un patriotisme auquel il faut rendre hommage, ne recule pas devant son devoir fiscal, quelque lourd soit-il. Elles sont aussi à l'honneur de l'Administration qui a su, en même temps qu'elle procédait à un travail interne de réorganisation, faire face à une tâche dont les tableaux ci-après montreront la formidable ampleur.

#### TABLEAU

présentant, en millions de francs,

*le produit des impôts et autres recettes ordinaires recouvré conformément aux Budgets des Voies et Moyens.*

| Désignation des produits.             | Recouvrements opérés. |                      |                      |                      | Évaluations budgétaires. |                      |                      |
|---------------------------------------|-----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|
|                                       | 1913                  | 1919                 | 1920                 | 1921                 | 1922                     | 1923                 | 1924                 |
| <i>Impôts.</i>                        |                       |                      |                      |                      |                          |                      |                      |
| Contributions directes . . . . .      | 85                    | 135                  | ( <sup>2</sup> ) 329 | ( <sup>2</sup> ) 611 | ( <sup>2</sup> ) 717     | ( <sup>2</sup> ) 723 | ( <sup>2</sup> ) 947 |
| Douanes . . . . .                     | ( <sup>1</sup> ) 74   | ( <sup>1</sup> ) 154 | ( <sup>1</sup> ) 218 | ( <sup>1</sup> ) 256 | 260                      | 384                  | 425                  |
| Accises . . . . .                     | ( <sup>1</sup> ) 141  | ( <sup>1</sup> ) 85  | ( <sup>1</sup> ) 215 | ( <sup>1</sup> ) 288 | 245                      | 260                  | 353                  |
| Enregistrement . . . . .              | 84                    | 192                  | 305                  | 351                  | 605                      | 644                  | 1 063                |
| TOTAL des impôts . . . . .            | 384                   | 566                  | 1,067                | 1,506                | 1827                     | 2,011                | 2,788                |
| Péages . . . . .                      | 5                     | 1                    | 2                    | 2                    | 3                        | 4                    | 10                   |
| Capitaux et revenus . . . . .         | 35                    | 78                   | 75                   | 107                  | 87                       | 104                  | 112                  |
| Remboursements . . . . .              | 9                     | 47                   | 91                   | ( <sup>3</sup> ) 108 | 78                       | 89                   | 106                  |
| TOTAL des recettes ordinaires . . fr. | 433                   | 692                  | 1,235                | 1,723                | 1,995                    | 2,208                | 3,016                |

(<sup>1</sup>) Ces chiffres comprennent les sommes attribuées au Fonds communal et au Fonds spécial.

(<sup>2</sup>) Y compris les parts des provinces et des communes.

(<sup>3</sup>) Déduction faite de la recette compensatoire correspondant aux charges financières des Régies, soit 150 millions de francs.

Présenté sous la forme suivante — les résultats de 1913 servant de base de comparaison — le tableau est encore plus suggestif.

# TABLEAU

présentant, en pour cent par rapport à 1913,

*le produit des impôts et autres recettes ordinaires recouvré conformément  
aux Budgets des Voies et Moyens.*

| Désignation des produits.                  | Recouvrements opérés: |      |       |       | Évaluations budgétaires. |      |       |
|--------------------------------------------|-----------------------|------|-------|-------|--------------------------|------|-------|
|                                            | 1913                  | 1919 | 1920  | 1921  | 1922                     | 1923 | 1924  |
| <i>Impôts.</i>                             |                       |      |       |       |                          |      |       |
| Contributions directes . . . . .           | 100                   | 158  | 387   | 719   | 843                      | 831  | 1,114 |
| Douanes . . . . .                          | 100                   | 208  | 294   | 346   | 351                      | 519  | 574   |
| Accises . . . . .                          | 100                   | 60   | 152   | 204   | 174                      | 184  | 250   |
| Enregistrement . . . . .                   | 100                   | 229  | 363   | 418   | 720                      | 766  | 1,265 |
| ENSEMBLE des impôts . . . . .              | 100                   | 147  | 278   | 392   | 476                      | 524  | 726   |
| Péages . . . . .                           | 100                   | 20   | 40    | 40    | 60                       | 80   | 200   |
| Capitaux et revenus . . . . .              | 100                   | 223  | 214   | 306   | 249                      | 297  | 320   |
| Remboursements . . . . .                   | 100                   | 522  | 1,011 | 1,200 | 866                      | 989  | 1,177 |
| ENSEMBLE des recettes ordinaires . . . . . | 100                   | 159  | 285   | 398   | 461                      | 510  | 696   |

Les chiffres ci-dessus ne donnent pas, notons-le, une image complète de la charge du contribuable belge.

Ils ne tiennent compte, en effet, ni des impôts locaux prélevés par les provinces et les communes, ni des centimes additionnels qu'elles lèvent sur les impôts de l'État.

Ils comprennent seulement les quotités invariables d'impôts directs que l'État perçoit pour compte des provinces et des communes en même temps que pour lui-même et dont le montant se rencontre au Budget des Non-valeurs et des Remboursements.

Cependant, afin de rendre les chiffres comparables, on a incorporé dans les recettes fiscales antérieures à 1922 les sommes destinées au Fonds communal et au Fonds spécial, sommes qui jadis n'apparaissaient pas au Budget.

Mais l'effort du contribuable ne peut être indéfiniment amplifié. Il ne suffit pas d'autre part, de voter des impôts nouveaux; il faut s'appliquer à les faire entrer dans les mœurs, en assurer et en contrôler la perception.

Aussi, le Gouvernement croit-il qu'aucune innovation fiscale importante n'est à envisager pour 1924.

Les seules augmentations de recettes à obtenir dans un avenir immédiat doivent être attendues de l'application même des lois existantes. Les résultats atteints dans ces derniers temps sont, à cet égard, pleins d'encouragement.

Il est à souhaiter toutefois que les Chambres aient à cœur de voter, avant le début de l'exercice prochain, les dispositions fiscales ou douanières sur lesquelles elles ont encore à se prononcer.

**Recettes exceptionnelles et compensatoires.**

Aux 3,016 millions de recettes ordinaires qui constituent la partie essentielle du Budget des Voies et Moyens, doivent être ajoutées *des recettes exceptionnelles* pour un montant de

29 millions, en chiffres ronds

et certaines *recettes compensatoires* dont nous avons à parler plus longuement : elles sont au nombre de deux.

La première de ces recettes compensatoires correspond au service de la partie des emprunts généraux du Trésor affectée aux dépenses de premier établissement des Régies et qui, si celles-ci constituaient des organismes industriels autonomes, aurait tous les caractères d'une charge obligataire.

Les *charges financières des Régies* atteignent, au Budget de 1924, un montant de

199 millions.

La seconde recette compensatoire est d'origine allemande et figure au Budget pour

103 millions de francs environ,

montant forfaitaire des *frais des troupes belges d'occupation*.

Comme on le voit, il n'est plus effectué de prélèvement sur les *recettes de réparations*. Les 457 millions de recette compensatoire qui figuraient au Budget de 1923 en couverture de cette partie de la dette publique générale portée à l'ordinaire bien qu'ayant servi à des buts de réparation, ont totalement disparu du Budget de 1924.

Cette suppression, que le Gouvernement avait déjà fait entrevoir, pour une partie tout au moins, au cours de la discussion du dernier Budget des Dépenses recouvrables et sur laquelle il convient d'insister, demande quelques mots d'explication.

On ne peut aucunement y voir une renonciation à la part d'indemnités qui nous est due et qu'il nous faut. Elle procède uniquement d'un souci de prévoyance.

**Pourquoi la recette compensatoire de réparation a été supprimée.**

N'est-il pas indispensable, en effet, que nous nous préparions dès à présent à prendre définitivement à notre compte une partie du fardeau des réparations? Pour répondre à cette question, rappelons ici quelques chiffres et quelques faits.

Les accords interalliés de Spa et de Londres nous ont conféré des droits à l'obtention de 8 % d'un total de 132 milliards de marks-or environ, soit approximativement 10 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> milliards de marks-or.

Ces 10 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> milliards de marks-or correspondent à peine à nos dommages directs; on sait que ceux-ci ont été évalués, en février 1921, à 37 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> milliards de francs.

Mais il y a entre les 37  $\frac{1}{2}$  milliards de francs de dommages à réparer et les 10  $\frac{1}{2}$  milliards de marks-or à recevoir, une différence radicale : les premiers ont une valeur certaine, immédiate ; les seconds, une valeur aléatoire et indéterminée.

On sait que, quelles que soient les raisons matérielles qu'il pourrait invoquer pour retarder le paiement des réparations, et malgré les difficultés financières les plus grandes, le Gouvernement n'a pas voulu ralentir l'exécution d'une œuvre où il voit engagée la solidarité nationale. Les dommages sont donc ou payés ou à payer dans un avenir très prochain ; ils portent intérêt la plupart du temps ; leur montant est une réalité tangible et pour ainsi dire présente.

Il n'en est pas de même des paiements à recevoir de l'Allemagne.

Les 10  $\frac{1}{2}$  milliards de marks-or alloués à la Belgique comprennent 4 milliards de ces obligations que l'État de paiement de Londres a dénommées Bons A et B, et 6  $\frac{1}{2}$  milliards de Bons C. Or, si les Bons A et B ont une certaine vie puisqu'ils portent intérêt — un intérêt insuffisant d'ailleurs, car 5 % ne correspondent en rien au crédit extérieur de l'Allemagne — et qu'ils sont dotés d'une annuité d'amortissement, il n'en est nullement de même des Bons C.

Ces Bons C n'existeront vraiment que le jour où la Commission des Réparations estimera que les ressources de l'Allemagne sont suffisantes pour en assurer le service et seulement dans la mesure où elles seront reconnues suffisantes. Ils n'ont donc qu'une valeur à la fois réduite et incertaine :

valeur réduite, car les calculs d'intérêts composés prouvent qu'une somme à recevoir dans un nombre déterminé d'années a une « valeur actuelle » très inférieure à sa valeur nominale ;

valeur incertaine, parce qu'il est matériellement impossible de chiffrer une somme à recevoir dans un nombre inconnu d'années.

#### **Consolidation de 7,957 millions de réparations.**

En résumé donc, nous avons à mettre en regard de 37  $\frac{1}{2}$  milliards de francs de dépenses, plus ou moins, un montant de recettes inconnu, mais qui, en tout état de cause, a actuellement une valeur très sensiblement inférieure à son maximum théorique de 10  $\frac{1}{2}$  milliards de marks-or.

Il en résulte que, fatalement, nos dommages directs ne seront pas entièrement réparés par l'Allemagne.

C'est la raison pour laquelle nous avons cru qu'il fallait, dès à présent, assumer la charge d'une partie importante des réparations déjà effectuées, et renoncer à tout prélèvement au profit des Voies et Moyens, sur les paiements de l'Allemagne.

Si nous n'avions pas renoncé, pour 1924, au principe même de ces prélèvements, nous eussions dû porter 477,426,000 francs en recette.

Cette somme correspond, à 6 %, à un capital de 7,957 millions.

En assumant entièrement la charge de ce capital, nous l'avons, en fait, passé par profits et pertes.

Nous avons fait ainsi dans la voie de l'assainissement budgétaire, un pas plus considérable que nous n'osions l'espérer il y a un an. Nous disions alors, au

sujet des étapes lointaines à atteindre après avoir mené au but notre politique de réincorporation à l'ordinaire :

« Ne devrait-on pas aussi renoncer progressivement aux recettes compensatoires de réparation, afin de soustraire l'équilibre de l'ordinaire à l'action de facteurs dont nous ne sommes pas les maîtres? »

Et nous ajoutons : « Ce ne peut, évidemment, être l'œuvre d'une seule année. Du moins ne devons-nous pas tarder à l'entreprendre. » <sup>(1)</sup>

Comme on le voit, nos efforts ont, dès la première année, connu un succès complet. Le consolider doit être désormais l'objet de nos efforts constants.

## DÉPENSES ORDINAIRES.

### Subdivision des Budgets ordinaires.

Il est indispensable, pour qui cherche à se faire une idée de la marche continue des dépenses publiques, de subdiviser les Budgets ordinaires en trois catégories distinctes.

La première ne comprend qu'un Budget, mais combien important! Le Budget de la Dette publique.

La seconde partie groupe douze Budgets séparés : les Budgets des divers Départements ministériels, celui de la Gendarmerie et celui des Dotations. On a pris l'habitude de les appeler en raccourci : Budgets d'administration.

La troisième catégorie enfin, est constituée par le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements, c'est-à-dire surtout celui des reversements de l'Etat aux provinces et aux communes.

Les Budgets ordinaires peuvent, de la sorte, se comparer à ceux de l'année dernière sous la forme succincte que voici :

|                                           | 1923                    | 1924                    |
|-------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Dette publique. . . . .                   | 1,213,001,786 73        | 1,383,415,885 86        |
| Budgets d'administration . . . .          | 1,429,858,184 10        | 1,587,482,979 97        |
| Non-valeurs et Remboursements .           | 349,995,500 »           | 383,325,700 »           |
| <b>TOTAL des Budgets ordinaires . fr.</b> | <b>2,992,855,470 83</b> | <b>3,354,224,565 83</b> |

Nous examinerons ci-après les dépenses de chacune des catégories indiquées, en commençant par les Budgets d'administration. Ce sont, en effet, ceux qui retiennent surtout l'attention du pays : les seuls d'ailleurs, parmi les budgets ordinaires, à offrir une certaine prise aux efforts d'économie.

(1) Voir Exposé général du Budget de 1923, pp. 48 et 49

## LES BUDGETS D'ADMINISTRATION.

### Conditions qui ont présidé à leur élaboration.

Les Budgets d'administration pour 1924 ont été élaborés dans les conditions les plus défavorables.

Tout fait croire, en effet, que dans leur oscillation autour d'un axe moyen, les courbes des prix ont atteint en octobre 1923 un de leurs maximums momentanés.

L'allure des variations de l'Indice des prix de détail publié par le Ministère de l'Industrie et du Travail et que nous reproduisons ci-après, est, à cet égard, intéressant à consulter.

### Mouvement des prix de détail.

*Index-Numbers simples* (Base : avril 1914 = 100).

|                     | 1920 | 1921 | 1922 | 1923 |
|---------------------|------|------|------|------|
| Janvier . . . . .   | 396  | 450  | 387  | 383  |
| Février . . . . .   | 420  | 434  | 380  | 397  |
| Mars . . . . .      | 445  | 411  | 371  | 408  |
| Avril . . . . .     | 461  | 399  | 367  | 409  |
| Mai . . . . .       | 471  | 389  | 365  | 413  |
| Juin . . . . .      | 462  | 384  | 366  | 419  |
| Juillet . . . . .   | 453  | 379  | 366  | 429  |
| Août . . . . .      | 463  | 384  | 366  | 439  |
| Septembre . . . . . | 471  | 386  | 371  | 433  |
| Octobre . . . . .   | 477  | 391  | 376  | 458  |
| Novembre . . . . .  | 476  | 394  | 384  |      |
| Décembre . . . . .  | 468  | 393  | 384  |      |

### Comparaison avec les budgets de 1923.

Et malgré ces circonstances défavorables, les frais généraux de la Nation ont pu, non seulement être maintenus au niveau de l'année dernière, mais même marquer un recul dont la portée morale a une valeur qui dépasse celle des chiffres.

Si, en effet, à la lecture du tableau où nous les avons groupées, les dépenses d'administration apparaissent en augmentation, c'est uniquement parce que, poursuivant sa politique d'assainissement, le Gouvernement a tenu à décharger le Budget extraordinaire de dépenses improductives qui y figuraient et à aller plus loin dans la suppression des fonds de remploi.

Il vous disait, dans l'Exposé général de l'année dernière, après avoir caractérisé les premiers résultats obtenus :

« Mais que de choses à faire encore !

» Pour revenir à une situation budgétaire tout à fait saine, ne faudrait-il pas d'abord transférer à l'ordinaire (dépenses exceptionnelles) les 190 millions de francs de dépenses suites de guerre figurant actuellement à l'extraordinaire ? » <sup>(1)</sup>.

Ce transfert est désormais effectué et nul ne contestera l'importance du progrès qu'il constitue. Nous avons vu, à l'examen du Budget des Voies et Moyens, qu'il

(1) Voir Exposé général du Budget de 1923, p. 48.

n'était pas isolé et que, dans une autre voie, une étape considérable avait été franchie grâce à l'abandon de toute recette compensatoire prélevée sur les réparations.

Cette double amélioration sera la caractéristique du Budget de 1924.

\* . .

Comparativement à 1923, les dépenses ordinaires et exceptionnelles d'administration pour 1924 s'établissent, par Ministères et services, d'après le tableau ci-après :

### Dépenses d'administration.

| DÉSIGNATION DES BUDGETS.                        | MONTANT DES BUDGETS.                                                |                                 | DIFFÉRENCES.                  |               |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------|---------------|
|                                                 | votés pour l'exercice 1923 (y compris les crédits supplémentaires). | en projet pour l'exercice 1924. | Augmentations.                | Diminutions.  |
| Dotations . . . { Dépenses ordinaires . . .     | 11,679,646 »                                                        | 12,045,034 »                    | 365,388 »                     | »             |
| Id. exceptionnelles.                            | »                                                                   | »                               | »                             | »             |
| Justice . . . { Dépenses ordinaires . . .       | 104,631,400 »                                                       | 103,528,488 »                   | »                             | 1,103,212 »   |
| Id. exceptionnelles.                            | 1,135,000 »                                                         | 12,103,892 »                    | 10,968,892 »                  | »             |
| Affaires Étran- { Dépenses ordinaires . . .     | 19,624,963 »                                                        | 18,617,048 50                   | »                             | 1,007,914 50  |
| gères. / Id. exceptionnelles.                   | 7,844,000 »                                                         | 8,242,963 50                    | 398,963 50                    | »             |
| Intérieur et Hy- { Dépenses ordinaires . . .    | 38,864,283 »                                                        | 41,001,208 »                    | 2,136,925 »                   | »             |
| giène. / Id. exceptionnelles.                   | 4,520,900 »                                                         | 5,121,917 »                     | 601,017 »                     | »             |
| Sciences et Arts { Dépenses ordinaires . . .    | 282,068,298 10                                                      | 284,585,648 97                  | 2,517,350 87                  | »             |
| Id. exceptionnelles.                            | 5,335,825 »                                                         | 25,674,239 »                    | 20,338,414 »                  | »             |
| { Agriculture . . . { Dépenses ordinaires . . . | 27,482,565 »                                                        | 28,334,949 »                    | 852,384 »                     | »             |
|                                                 | Id. exceptionnelles.                                                | 190,000 »                       | 1,666,518 »                   | »             |
| et { Travaux publ. { Dépenses ordinaires . . .  | 81,881,940 »                                                        | 81,452,600 »                    | »                             | 429,340 »     |
| { Id. exceptionnelles.                          | 2,919,095 »                                                         | 8,334,248 »                     | 5,415,153 »                   | »             |
| Industrie et Tra- { Dépenses ordinaires . . .   | 132,996,863 »                                                       | 144,757,487 »                   | 11,760,624 »                  | »             |
| vail. / Id. exceptionnelles.                    | 30,023,500 »                                                        | 26,373,901 »                    | »                             | 3,649,599 »   |
| Colonies . . . { Dépenses ordinaires . . .      | 5,150,470 »                                                         | 6,046,509 »                     | 896,039 »                     | »             |
| Id. exceptionnelles.                            | »                                                                   | 452,427 »                       | 452,427 »                     | »             |
| Défense Natio- { Dépenses ordinaires . . .      | 494,487,877 »                                                       | 486,197,225 »                   | »                             | 8,290,652 »   |
| nale. / Id. exceptionnelles.                    | 100,000 »                                                           | 61,627,375 »                    | 61,527,375 »                  | »             |
| Gendarmerie . { Dépenses ordinaires . . .       | 52,278,105 »                                                        | 53,772,168 »                    | 1,494,063 »                   | »             |
| Id. exceptionnelles.                            | »                                                                   | 3,300,000 »                     | 3,300,000 »                   | »             |
| Finances. . . { Dépenses ordinaires . . .       | 121,606,566 »                                                       | 125,625,964 »                   | 4,019,398 »                   | »             |
| Id. exceptionnelles.                            | 3,384,888 »                                                         | 46,876,835 »                    | 43,491,967 »                  | »             |
| Affaires Écono- { Dépenses ordinaires . . .     | 1,643,000 »                                                         | 1,445,615 »                     | »                             | 197,385 »     |
| miques. / Id. exceptionnelles.                  | 9,000 »                                                             | 99,000 »                        | 90,000 »                      | »             |
| TOTAL. . . { Dépenses ordinaires . . .          | 1,374,395,976 10                                                    | 1,387,409,644 47                | 24,042,171 87                 | 11,028,503 50 |
|                                                 | Id. exceptionnelles.                                                | 55,462,208 »                    | 148,260,726 50                | 3,649,599 »   |
| TOTAL GÉNÉRAL. . .                              | 1,429,858,184 10                                                    | 1,587,482,979 97                | 172,302,898 37                | 14,678,102 50 |
|                                                 |                                                                     |                                 | AUGMENTATION : 157,624,795 87 |               |

**Les augmentations de dépenses sont purement apparentes.**

Ce tableau où, à première vue, on ne perçoit, à peu près, que des accroissements de dépenses, demande quelques mots d'explication. On remarque tout d'abord que l'augmentation de

157,624,795 francs

qui y apparaît, provient, en ordre principal, de charges exceptionnelles nouvelles.

Elles atteignent 144,611,127 francs,

tandis que les charges permanentes n'interviennent que pour

13,013,668 francs.

Cette première constatation a son importance. Les dépenses exceptionnelles ont, en effet, un certain caractère temporaire; elles atteignent actuellement un niveau très élevé, mais on doit espérer qu'elles s'abaisseront dans l'avenir.

Seconde observation : l'augmentation de crédits de 157,624,795 francs dont il s'agit, ne correspond nullement à des dépenses nouvelles pour l'État.

Cette augmentation est due, en effet, à deux innovations budgétaires de nature différente :

le transfert des dépenses suites de guerre — y compris la vie chère — de l'extraordinaire à l'ordinaire, d'abord,

la suppression des fonds de emploi ensuite.

La première de ces mesures a surchargé l'ordinaire des dépenses suivantes auxquelles il échappait jadis :

|                                                           |     |                    |
|-----------------------------------------------------------|-----|--------------------|
| Indemnité temporaire et mobile de vie chère . . . . .     | fr. | 85,751,667         |
| Autres dépenses suites de guerre <sup>(1)</sup> . . . . . |     | 67,269,420         |
| <b>TOTAL.</b> . . . .                                     | fr. | <u>153,021,087</u> |

(1) Ci-après l'énumération des principales dépenses de cette catégorie :

*Ministère de la Justice :*

Subside à l'OEuvre Nationale des orphelins de la guerre. . . . . fr. 6,450,000 »

*Ministère de l'Industrie et du Travail :*

Subventions au Fonds national de crise . . . . . fr. 5,275,000 »  
 Intervention éventuelle de l'État dans les pertes provenant de la vente  
 de marchandises belges à l'étranger. . . . . 500,000 »  
5,775,000 »

*Ministère de la Défense Nationale :*

Services temporaires (traitements, matériel, etc) . . . . . fr. 4,060,170 »  
 Pensions pour ancienneté de service et ordres nationaux dérivant de la  
 guerre . . . . . 12,491,000 »  
 Service des sépultures militaires . . . . . 3,902,000 »  
 Autres dépenses suites de guerre . . . . . 9,000,000 »  
29,453,170 »

*Ministère des Finances :*

Subsides au Fonds des combattants . . . . . fr. 25,091,250 »  
 Réparations exceptionnelles aux immeubles domaniaux. . . . . 500,000 »  
25,591,250 »  
**TOTAL GÉNÉRAL.** . . . . fr. 67,269,420 »

Quant à la suppression des fonds de remploi entreprise antérieurement déjà et poursuivie en 1924, elle a pour effet d'incorporer aux budgets administratifs, des dépenses inscrites jusqu'à présent au Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.

|                                                                                                                        |                   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| De ce fait, plusieurs crédits de la Défense Nationale augmentent, ensemble, de . . . . . fr.                           | 16,427,000        |
| et quelques autres figurant au Budget de l'Agriculture et des Travaux publics (Services de l'Agriculture) de . . . . . | 1,545,000         |
| ENSEMBLE. . . . . fr.                                                                                                  | <u>17,972,000</u> |

Disons, en passant, que ces 17,972,000 francs sont sans influence sur la balance du Budget : les Voies et Moyens sont, en effet, accrus des recettes correspondantes.

Mais revenons-en à la surcharge que supportent en 1924 les Budgets d'administration.

Nous constatons qu'elle atteint :

|                                                                      |                    |
|----------------------------------------------------------------------|--------------------|
| pour les transferts opérés de l'extraordinaire à l'ordinaire . . fr. | 153,021,087        |
| pour ceux opérés du Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.  | 17,972,000         |
| Soit, en chiffres ronds. . . . . fr.                                 | <u>171,000,000</u> |

#### Montant de la compression des dépenses administratives.

On voit donc que si l'on avait adopté les mêmes principes d'inscription budgétaire qu'en 1923, les Budgets d'administration eussent marqué, au lieu d'une augmentation,

une diminution de 13,400,000 francs,

égale à la différence entre la surcharge volontairement admise (174 millions de francs) et l'augmentation apparente de dépenses (157,600,000 francs).

Les économies eussent été plus sensibles encore s'il n'avait pas été accordé aux agents ayant charge d'enfant un nouvel appui pécuniaire se chiffrant par un sacrifice annuel de

13,500,000 francs environ,

à ajouter aux 13,400,000 francs, cités il y a moment.

En réalité, le total de

27,000,000 de francs,

que forment ces deux sommes, est le fruit des compressions de dépenses inlassablement poursuivies.

Le chiffre eût été beaucoup plus élevé si les conditions étaient restées identiques à ce qu'elles étaient lors de l'établissement des projets de Budgets pour 1923.

Dans les conjonctures présentes, il sera, croyons-nous, jugé satisfaisant.

## LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE

---

### Son caractère.

Aussi élevé, presque, que les Budgets d'administration réunis, le Budget de la Dette publique paraît, en général, susciter moins d'intérêt.

Il faut sans doute en trouver la raison dans le caractère pour ainsi dire automatique que lui ont donné les circonstances d'après guerre.

Le Budget de la Dette publique n'est, en aucune mesure, compressible. Le passé le régit beaucoup plus que le présent. C'est, en quelque sorte, un Budget qu'on subit plutôt qu'on ne le dirige.

Si l'on n'y prenait garde, on pourrait même être tenté de considérer comme chose normale et acceptable l'accroissement de charges qui s'y manifeste chaque année :

|                |               |
|----------------|---------------|
| 1914 . . . . . | 220 millions. |
| 1920 . . . . . | 667 id.       |
| 1921 . . . . . | 964 id.       |
| 1922 . . . . . | 1,166 id.     |
| 1923 . . . . . | 1,212 id.     |
| 1924 . . . . . | 1,383 id.     |

Et cette progression est un danger, danger réel et grave, mais qu'il ne faut ni ignorer ni exagérer.

De fait, que ceux qui auraient une tendance à s'effrayer de la progression continue de nos emprunts, réfléchissent avant tout à la raison pour laquelle nous empruntons.

Ce n'est pas, comme d'autres pays, dont quelques-uns même que la guerre paraissait avoir favorisés, pour subvenir aux besoins de notre vie courante.

C'est — on ne peut l'oublier — pour relever les ruines que la guerre a accumulées sur notre sol et étendre ou améliorer l'outillage de la Nation.

Et que l'on ne nous fasse pas reproche d'emprunter dans ce but.

### Pourquoi nous empruntons.

Aucun pays au monde, fût-il le plus riche, n'aurait pu trouver dans l'impôt, les ressources suffisantes pour réparer des dommages d'une telle étendue tout en poursuivant son équipement économique.

Aucun n'aurait fait un effort plus considérable et surtout plus méritoire que celui qui nous a permis — après un sacrifice de 7 1/2 milliards pour le retrait

des marks — de prendre, comme nous l'avons vu, la charge définitive de près de 8 milliards de réparations. Et qui ne sent de quel poids pesaient sur notre vie économique ces 15 1/2 milliards, dont 8 milliards devaient nous être payés par l'Allemagne en vertu du Traité de Versailles et 7 1/2 milliards auraient dû, en équité, bénéficier d'un traitement identique?

Nos emprunts sont donc presque uniquement destinés à la reconstitution du capital national. Et ces emprunts de réparations ne doivent pas indéfiniment se renouveler. Ils prendront fin avant même que la restauration soit entièrement terminée, car nous saurons exiger du pays qui a longuement prémédité et implacablement poursuivi notre ruine, qu'il accomplisse, enfin honnêtement, les obligations souscrites.

Mais pour qu'une telle œuvre s'achève, il est indispensable que notre crédit reste intact.

Ce crédit n'a, croyons-nous, rien à redouter des chocs extérieurs; la façon dont, récemment encore, il a triomphé de crises redoutables, témoigne de sa solidité. Pour lui, le véritable danger est interne : il réside dans certaines formules fiscales exclusivement théoriques; il réside surtout dans l'abus, auquel aucun crédit ne résiste.

Notre devoir le plus impérieux — nous ne saurions trop insister sur ce point — est donc d'en user avec autant de prudence que de modération.

Nous verrons qu'il en a été ainsi au cours des douze mois qui ont pris fin le 30 septembre dernier, et que la progression de notre dette est sensiblement moindre que pendant la période correspondante de l'année antérieure.

Et cependant, les circonstances étaient incontestablement moins favorables.

#### **Conditions défavorables qui ont coïncidé avec l'établissement de nos prévisions.**

On connaît la tension des changes qui s'est manifestée spécialement depuis le début de l'année et on devine ce que doit avoir été son influence sur le montant des charges de notre dette dont un cinquième environ est extérieure.

On sait aussi que, dans le même intervalle, s'est produit un renchérissement marqué du loyer de l'argent. N'a-t-on pas vu le taux de nos bons du trésor escomptés, à six mois, s'élever de 4 à 4 1/2, puis à 5 %?

Nous montrerons, dans un moment, que c'est de ces deux causes que dérivent principalement les majorations de crédits sollicitées.

A cet effet, nous considérerons, comme dans l'Exposé de l'année dernière déjà, nos deux Budgets de la Dette publique comme formant un tout unique.

On sait, en effet, qu'outre celui qui figure en tête des Budgets ordinaires et comprend les charges des emprunts et des pensions que la Belgique assume à titre définitif, il en est un second, groupant les premiers articles des dépenses recouvrables et formé de charges de nature identique, mais dont, tôt ou tard, l'Allemagne aura à assurer le service.

Considérer isolément chacun de ces deux Budgets serait s'exposer à n'obtenir qu'une vue fragmentaire de la situation.

**Comparaison des crédits sollicités avec ceux votés pour 1923.**

Au total, les variations de charges des divers éléments de notre Dette publique peuvent se grouper de la façon suivante :

|                                                        | Crédits demandés<br>pour 1924. | Crédits alloués<br>pour 1923. | Différences.           |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|------------------------|
| <i>A. — Charges de la dette proprement dite :</i>      | —                              | —                             | —                      |
| Budget ordinaire . . . . .                             | 1,296,000,000 »                | 1,131,000 000 »               | + 165,000,000 »        |
| Budget des dépenses recouvrables .                     | 465,000,000 »                  | 472 000,000 »                 | — 7,000,000 »          |
| <b>TOTAL. . . fr.</b>                                  | <b>1,761,000,000 »</b>         | <b>1,603,000,000 »</b>        | <b>+ 158,000,000 »</b> |
| <i>B. — Pensions et autres engagements de l'État :</i> |                                |                               |                        |
| Budget ordinaire . . . . .                             | 87,000,000 »                   | 82,000,000 »                  | + 5,000,000 »          |
| Budget des dépenses recouvrables .                     | 80,000,000 »                   | 71,000,000 »                  | + 9,000,000 »          |
| <b>TOTAL. . . fr.</b>                                  | <b>167,000,000 »</b>           | <b>153,000,000 »</b>          | <b>+ 14,000,000 »</b>  |
| <b>TOTAL A. + B. = fr.</b>                             | <b>1,928,000 000 »</b>         | <b>1,756,000,000 »</b>        | <b>+ 172,000,000 »</b> |

La majoration de 14 millions de la charge des pensions et des autres engagements de l'État ne nécessite pas de longs commentaires.

On sait que, dans la mesure où avance l'examen des cas individuels, les crédits nécessaires aux pensions passent des budgets particuliers des départements, où ils ont figuré provisoirement, au Budget de la Dette publique ordinaire ou recouvrable.

**Augmentation des charges de la Dette proprement dite.**

L'augmentation des charges de la Dette publique proprement dite — 158 millions — demande un examen plus attentif.

On a vu qu'elle procédait de deux variations de signes contraires :

Augmentation des charges ordinaires de la dette :

165,000,000 de francs.

Diminution des dépenses recouvrables :

7,000,000 de francs.

Montrons que cette augmentation, comme cette diminution d'ailleurs, ne correspond pas à un mouvement réel en capital de notre dette publique.

**Charges ordinaires.**

La majoration des charges ordinaires de la dette — 165 millions — provient de quatre causes distinctes.

Les deux premières ont déjà été mentionnées : tension des changes et renchérissement du loyer de l'argent.

L'augmentation des charges due à la différence des cours auxquels les changes ont été respectivement évalués dans les deux Budgets de 1923 et de 1924, représente à elle seule plus de 69 millions. Quant aux suppléments de dépenses dus au relèvement à 5 % du taux de l'intérêt des Bons du Trésor à six mois, il atteint 34 millions.

La troisième cause à signaler réside dans l'émission d'un emprunt de 400 millions de francs français, à Paris. La charge qui en découle est de 30 millions de francs belges.

Quant à la quatrième cause, il faut la trouver dans l'apparition, pour la première fois au Budget, d'un crédit correspondant à une dette ancienne déjà; nous voulons parler du règlement des frais d'internement de nos troupes en Hollande pendant les hostilités.

En fait, c'est une nouvelle dépense « suite de guerre », qui vient grever notre ordinaire.

Un accord conclu récemment avec le Gouvernement des Pays-Bas est soumis à l'approbation du Parlement. Nous croyons qu'il sera favorablement accueilli. On verra que, bien qu'il s'agisse d'une dette immédiatement exigible contractée envers un pays neutre, nous avons pu obtenir des termes et des délais satisfaisants.

Il n'en résulte pas moins pour le Budget de la dette une charge supplémentaire annuelle, variable suivant le cours du florin, et qui, pour 1924, est évaluée à 32 millions de francs environ.

#### **Charges recouvrables.**

La diminution de 7 millions prévue au Budget des Dépenses recouvrables résulte d'une réduction apparente provenant d'une simple mesure administrative qui contrebalance la charge nouvelle de 58 millions due à l'émission du troisième emprunt à lots de la Fédération des Coopératives pour Dommages de guerre.

Il s'agit de la décision prise récemment par le Ministre des Affaires Économiques et à la suite de laquelle il ne sera plus créé de titres représentatifs d'indemnités pour certaines catégories de dommages, qui seront payés directement par la Fédération des Coopératives. D'où, pour le crédit affecté aux intérêts des titres de dommages de guerre, une réduction de 65 millions, réduction qui, en somme, n'équivaut nullement à une économie.

#### **Caractère de l'augmentation de nos charges d'emprunt.**

Comme on le voit, dans l'ensemble, la progression des dépenses inhérentes à notre dette apparaît, à l'analyse, moins inquiétante que ne le ferait croire une simple lecture des chiffres.

Elle ne provient pas, en effet, d'un recours plus fréquent à l'emprunt. Nous avons vu que deux émissions seulement avaient été effectuées : un emprunt à lots, de 1 milliard, de la Fédération des Coopératives pour Dommages de guerre, et un emprunt de 400 millions de francs français, destiné non pas à couvrir des besoins de trésorerie, mais plutôt à assurer la défense de notre change.

Au surplus, si la situation politique internationale venait à s'éclaircir comme

on doit l'espérer, il n'est pas douteux qu'une détente des changes et une baisse concomitante du loyer de l'argent, entraîneraient une diminution notable de nos charges.

#### Progression de la Dette, en capital.

Mais pour se rendre compte de la situation, il ne suffit pas de consulter le tableau des charges d'emprunt : il est des dettes qui ne portent pas intérêt.

Nous dresserons donc un tableau de notre dette, en capital, et chercherons à montrer que, depuis l'époque où fut élaboré le Budget de 1923, l'accroissement de cette dette s'est sensiblement ralenti.

Nous comparerons, à cet effet, son montant au 30 septembre de chacune des années 1919 à 1923, en calculant, pour rendre toutes choses égales, les dettes extérieures à un cours uniforme, celui du 30 septembre 1923.

Nous y ajouterons, à titre de simple indication, le montant de notre dette au 4 août 1914.

|                     | Dette consolidée<br>y compris<br>la dette indirecte. | Dette flottante<br>à court<br>et moyen termes. | Total.                        |
|---------------------|------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------|
| Au 4 août 1914. fr. | 5.205,000,000                                        | 661,000,000                                    | 5.866,000,000                 |
| 30 septembre 1919.  | 7,046,000,000                                        | 18,031,000,000                                 | 25,077,000,000                |
| Id. 1920.           | 10,356,000,000                                       | 20,091,000,000                                 | 30,447,000,000                |
| Id. 1921.           | 11,858,000,000                                       | 24,582,000,000                                 | 36,440,000,000                |
| Id. 1922.           | 14,763,000,000                                       | 24,173,000,000 <sup>(1)</sup>                  | 38,936,000,000 <sup>(1)</sup> |
| Id. 1923.           | 16,512,000,000                                       | 23,395,000,000                                 | 39.907,000,000                |

L'accroissement, par période annuelle, ressort donc :

|                                                     |     |     |     |     |
|-----------------------------------------------------|-----|-----|-----|-----|
| pour 1919-1920, à 5,4 milliards, en chiffres ronds, |     |     |     |     |
| pour 1920-1921, à 6                                 | Id. | id. | id. | id. |
| pour 1921-1922, à 2,5                               | Id. | id. | id. | id. |
| pour 1922-1923, à 1                                 | Id. | id. | id. | id. |

Le ralentissement est manifeste.

Et l'on constate, du reste, que tandis que la dette consolidée marque, depuis 1922, une augmentation de . . . . . 1,749 millions,  
la dette flottante, à court et moyen termes, diminue de . . . . . 778 millions.

#### Amortissement de la Dette consolidée.

Signalons, dans un autre ordre d'idées, les amortissements effectués au cours de la période 1922-1923.

---

(1) Y compris les 770 millions de Bons du Trésor à 10 ans émis en septembre 1922 avec jouissance du 1<sup>er</sup> octobre suivant.

Ils se sont poursuivis conformément aux dispositions légales en vigueur et ont porté sur un capital nominal de

175 millions, en chiffres ronds,

dont 82 millions pour les dettes intérieures et

93 millions pour les dettes à l'étranger,

la conversion des capitaux amortis sur les emprunts extérieurs étant opérée au change du 30 septembre 1923.

L'importance de ces amortissements n'échappera à personne :

Une dotation d'amortissement constante de 175 millions amortit une dette de 40 milliards portant 5 % d'intérêts, en cinquante ans environ.

#### **Remboursement de la dette à court et moyen termes.**

La réduction de la dette flottante à court et moyen termes a atteint, au cours des douze mois prenant fin le 30 septembre dernier, le chiffre de

778 millions de francs

et provient du remboursement partiel d'emprunts extérieurs à court terme, des deux remboursements de 100 millions chacun opéré sur les avances consenties par la Banque Nationale pour le retrait des marks en Belgique et d'une diminution de 300 millions du montant des Bons du Trésor à six mois en circulation.

#### **Remboursements à la Banque Nationale.**

Il convient d'insister ici sur les remboursements effectués à la Banque Nationale. Ils atteignent au total 564 millions, soit près de 10 % du capital avancé.

Disons en passant que ces remboursements sont, proportionnellement, plus considérables que ceux du Gouvernement français à son Institut d'émission.

Les avances ordinaires et extraordinaires de la Banque de France à l'État français ont atteint au maximum 30,925 millions, le 6 mai 1921. Elles figurent à la situation de la Banque de France du 4 octobre dernier pour 28,632 millions. Les remboursements à cette date atteignaient donc 2,293 millions ou 7 1/2 %.

Ces quelques chiffres montrent qu'il n'est pas nécessaire, pour poursuivre une politique anti-inflationniste, de jeter à l'avance, par voie législative, la base des remboursements futurs.

Ce serait d'ailleurs s'exposer à de regrettables déconvenues pour l'éventualité où les remboursements ne seraient pas effectués à date fixe.

Mieux vaut, comme nous en avons pris l'engagement, effectuer les rembour-

sements à mesure des possibilités successives : les 200 millions payés au cours des douze derniers mois, dans des circonstances particulièrement défavorables, sont une preuve de la confiance qu'on doit fonder en la promesse du Gouvernement.

C'est dans ces conditions, nous tenons à le préciser, qu'il nous est apparu inutile de mentionner au budget le montant des remboursements à effectuer en 1924.

#### **Échéance des Bons interprovinciaux.**

Quelques mots des « Bons interprovinciaux ».

On sait que cette partie si importante de notre dette flottante — le total de ces bons atteint 2,350 millions — dérive du paiement des contributions de guerre imposées à la Belgique par le pouvoir occupant.

Trois de leurs séries arrivent à échéance dans un délai rapproché : le 10 décembre 1923, les 10 mars et 10 juin 1924 ; elles représentent ensemble un capital nominal de 482  $\frac{1}{2}$  millions. L'échéance des autres séries s'échelonne du 10 septembre 1924 au 10 septembre 1925.

Le Gouvernement a cru sage d'adopter, dès à présent, à l'égard des titres des trois premières échéances, une ligne de conduite analogue à celle que la Législature a approuvée lorsque les Bons du Trésor de Restauration monétaire sont venus à terme, et qui, à l'époque, a donné toute satisfaction.

En conséquence, un arrêté royal du 10 octobre 1923, pris en exécution de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 décembre 1922, qui a autorisé le Ministre des Finances à couvrir par des émissions de titres de la Dette publique le montant des dépenses dérivant des contributions de guerre, laisse aux détenteurs des bons des trois premières séries le choix entre le remboursement de leurs titres à l'échéance ou le remplacement par de nouveaux Bons du Trésor 5 % à cinq ans, cédés à 95 % de leur valeur nominale.

Et ainsi se poursuit, en matière de dette flottante, notre politique de consolidation.

Nous espérons que les circonstances venant à s'améliorer nous donneront le moyen de l'amplifier dans des proportions que le renchérissement actuel de l'argent nous interdit momentanément.

#### **Comparaison de notre dette à celle de différents pays.**

Comme on le voit, notre appréciation au sujet de l'accroissement de notre dette n'a rien de pessimiste.

Nous tenons toutefois à préciser, afin d'éviter toute équivoque, que notre optimisme est tout relatif.

Un tableau des dettes publiques des principaux pays, au cours du 1<sup>er</sup> octobre 1923, analogue à celui que nous donnions l'année dernière, montrera que notre charge de dette, par tête d'habitant, est loin d'atteindre les chiffres très élevés que l'on constate en France et en Angleterre notamment.

| PAYS.                                                                  | Date<br>d'évaluation<br>des dettes. | Montant de la dette<br>en monnaie<br>du pays<br>(en millions). | Montant<br>de la dette en<br>francs belges<br>(en millions).<br>( <sup>1</sup> ) | Population<br>(en milliers). | Montant<br>de la dette en<br>francs belges<br>(par habitant). |
|------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| ROYAUME-UNI. . . . .                                                   | 31 mars 1923                        | 7,922.4<br>livres-papier.                                      | 693,606                                                                          | 47,262                       | 14,676                                                        |
| ITALIE. . . . .                                                        | 31 mars 1923                        | 188,296<br>lires-papier.                                       | 164,759                                                                          | 38,835                       | 4,243                                                         |
| FRANCE . . . . .                                                       | 30 avril 1923                       | 366,151<br>francs-papier.                                      | 430,044                                                                          | 39,210                       | 10,968                                                        |
| ÉTATS-UNIS . . . . .                                                   | 30 juin 1922                        | 22,996<br>dollars.                                             | 441,523                                                                          | 107,833                      | 4,095                                                         |
| ALLEMAGNE (abstraction<br>faite de la dette répa-<br>ration) . . . . . | 30 septembre 1923                   | 60,957,778.524<br>marks-papier.                                | 4,267                                                                            | 59,856                       | 71                                                            |
| ALLEMAGNE (y compris la<br>dette réparation) ( <sup>2</sup> ). . . . . | 30 septembre 1923                   | 7,901,469,778.524<br>marks-papier.                             | 553,103                                                                          |                              |                                                               |
| PAYS-BAS . . . . .                                                     | 1 <sup>er</sup> janvier 1923        | 3,583<br>florins.                                              | 26,972                                                                           | 6,977                        | 3,866                                                         |
| SUISSE (Confédération et<br>chemins de fer fédé-<br>raux) . . . . .    | 31 décembre 1922                    | 4,606<br>francs-suisse.                                        | 15,764                                                                           | 3,886                        | 4,057                                                         |
| BELGIQUE. . . . .                                                      | 30 septembre 1923                   | 39,907<br>francs belges.                                       | 39,907                                                                           | 7,600                        | 5,251                                                         |

Mais si le chiffre de la dette par tête d'habitant est plus fort dans certains pays que chez nous, est-il certain que la Belgique, c'est-à-dire le pays que la guerre et l'après-guerre ont sans doute le plus cruellement atteint, soit de taille à supporter un fardeau beaucoup plus élevé?

Les charges par tête ou charges unitaires ne peuvent être brutalement comparées. Elles ne tiennent compte, en effet, ni de la richesse relative des pays considérés ni de la proportion d'adultes, c'est-à-dire de contribuables à même de supporter effectivement le poids d'une portion quelconque de la dette.

(<sup>1</sup>) Cours des changes à Bruxelles le 1<sup>er</sup> octobre 1923 :

|                              |                         |
|------------------------------|-------------------------|
| 1 £ . . . . .                | = 87.55 francs belges.  |
| 1 lire . . . . .             | = 0.875 franc belge.    |
| 1 franc français . . . . .   | = 1.1745 franc belge.   |
| 1 dollar . . . . .           | = 19.20 francs belges.  |
| 1 million de marks . . . . . | = 0.07 franc belge.     |
| 1 florin . . . . .           | = 7.57 francs belges.   |
| 1 franc suisse . . . . .     | = 3.4225 francs belges. |

(<sup>2</sup>) Évaluée à 120 milliards de marks-or.

### **Dangers de l'accroissement de la Dette.**

Ne voit-on pas d'ailleurs que notre dette publique par habitant a crû, en un an, de 511 francs ou 11 %, passant de 4,740 à 5,251 francs environ? Dans le même intervalle, il est vrai, la participation fiscale du contribuable belge aux dépenses de l'État augmentait de 102 francs, c'est-à-dire approximativement la charge de 1,700 francs d'emprunts.

Mais la progression des impôts ne peut aucunement conserver une allure aussi exceptionnelle.

Il ne faut pas compter même qu'elle pourrait suivre pas à pas la progression d'une dette sans cesse accrue. L'accroissement des charges fiscales a une limite dont nous nous rapprochons graduellement, tandis qu'aux charges d'emprunt, il n'est aucune limite avant la saturation et la banqueroute.

Qu'on ne perde pas de vue non plus que des paiements importants de l'Allemagne se feront fatalement attendre quelque temps encore, que notre priorité est plus qu'aux deux tiers épuisée et que les 4 1/2 milliards de francs qu'elle nous a procurés ont sensiblement facilité nos opérations de Trésorerie au cours des années écoulées.

Notre confiance est donc conditionnelle et subordonnée à la sagesse de notre politique.

### **Politique financière qui s'impose.**

Ainsi que le proclamait en son article VII, la Commission des finances publiques de la Conférence internationale de Bruxelles en 1920, dont le plus grand mérite aura été de rappeler au monde des vérités fondamentales trop oubliées :

« La restauration des régions dévastées est essentielle au rétablissement d'une situation économique normale; les emprunts faits dans ce but sont non seulement inévitables, mais pleinement justifiés ».

Comme nous le disions, il faut en cette matière autant de prudence que de modération et la règle que nous entendons suivre, sans nous en laisser détourner, car ce serait en quelque sorte consentir au suicide de la Nation, est celle qu'en un autre passage de ses résolutions a défini la Conférence internationale de Bruxelles encore :

« Les premières réformes sociales et financières dont dépendent toutes les autres, doivent, de toute nécessité, tendre à :

- » a) Ramener les dépenses annuelles ordinaires, y compris le service de la Dette publique, dans les limites où elles peuvent être couvertes par les recettes ordinaires;
- » b) Réduire strictement toutes les dépenses d'armement pour autant que cette réduction sera compatible avec le maintien de la sécurité nationale;
- » c) Renoncer à toute dépense extraordinaire non productive;
- » d) Restreindre le plus possible même les dépenses extraordinaires productives. »

Ce programme fut le nôtre jusqu'à ce jour.

Nous comptons, plus que jamais, nous y tenir quelle que soit la difficulté de la tâche. C'est une politique ingrate. Elle demande à tous, nous le répétons, d'incessants sacrifices, mais l'abandonner au moment même où elle commence à porter ses fruits serait, en quelque sorte, renier les mobiles pour lesquels nous avons combattu, ruiner l'avenir du pays et mettre en péril jusqu'à notre propre indépendance.

## BUDGET

### DES NON-VALEURS ET DES REMBOURSEMENTS

|                                                                                                               |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Le projet de budget des Non-Valeurs et des Remboursements proposé pour l'exercice 1924, monte à . . . . . fr. | 383,325,700 |
| Le Budget voté pour 1923 s'élève à . . . . .                                                                  | 349,995,500 |
|                                                                                                               | <hr/>       |
| Soit en plus . . . . . fr.                                                                                    | 33,330,200  |
|                                                                                                               | <hr/>       |

L'accroissement de ce budget provient surtout des versements à faire aux provinces et aux communes sur le produit des impôts directs dont une part leur est allouée. Ces versements croissent proportionnellement au produit des impôts eux-mêmes.

Ce budget est appelé, en outre, à s'augmenter d'année en année d'une somme de 2,500,000 francs à verser au Fonds des communes, ensuite de l'appropriation par l'État des quotités d'impôts et des recettes de la poste attribuées jadis aux communes et qui, actuellement, sont perçues au profit du Trésor.

Il n'intervient d'ailleurs qu'en fonction des sommes passées en recette pour le compte de l'État et qui ne peuvent lui rester acquises.

La règle n'admettrait pas qu'il soit procédé par déductions directes dans les écritures. Il faut donc nécessairement contrebalancer ces recettes par des dépenses; le Budget des Non-Valeurs et des Remboursements ouvre les crédits nécessaires à cette fin.

Chacune des imputations est précédée de la recette même qui doit la justifier. Ce budget ne comprend, dès lors, pas de crédits destinés au fonctionnement de tel ou tel service public et ne doit pas conséquemment être confondu avec les dépenses d'administration proprement dites.

C'est pour ce motif que nous le classons séparément dans l'Exposé général.

## RÉSULTAT

Le projet de Budget ordinaire pour l'exercice 1924, toutes ses parties réunies, se présente conformément au tableau ci-après :

## Budgets ordinaires.

| DÉSIGNATION<br>DES<br>BUDGETS.                     | Crédits<br>alloués pour 1923<br>(y compris les<br>crédits<br>supplémentaires). | Crédits<br>sollicités<br>pour 1924. | DIFFÉRENCES.                        |              |
|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|--------------|
|                                                    |                                                                                |                                     | Augmentations.                      | Diminutions. |
| Dette publique . . . . .                           | 1,213,001,786 73                                                               | 1,383,415,885 86                    | 170,414,099 13                      | »            |
| Dotations . . . . .                                | 11,679,646 »                                                                   | 12,045,034 »                        | 365,388 »                           | »            |
| Justice . . . . .                                  | 105,766,400 »                                                                  | 115,632,080 »                       | 9 865,680 »                         | »            |
| Affaires Étrangères . . .                          | 27,468,963 »                                                                   | 26,860,012 »                        | »                                   | 608,951 »    |
| Intérieur et Hygiène . . .                         | 43,385,183 »                                                                   | 46,123,125 »                        | 2,737,942 »                         | »            |
| Sciences et Arts . . . . .                         | 287,404,123 10                                                                 | 310,259,887 97                      | 22,855,764 87                       | »            |
| { Agriculture . . . . .                            | 27,672,565 »                                                                   | 30,201,467 »                        | 2,528,902 »                         | »            |
| { et<br>Travaux publics . . . . .                  | 84,801,035 »                                                                   | 89,786,848 »                        | 4,985,813 »                         | »            |
| Industrie et Travail . . . .                       | 163,020,363 »                                                                  | 171,131,388 »                       | 8,111,025 »                         | »            |
| Colonies . . . . .                                 | 5,150,470 »                                                                    | 6,498,936 »                         | 1,348,466 »                         | »            |
| Défense Nationale . . . . .                        | 494,587,877 »                                                                  | 547,824,600 »                       | 53,236,723 »                        | »            |
| Gendarmerie . . . . .                              | 52,278,105 »                                                                   | 57,072,168 »                        | 4 794,063 »                         | »            |
| Finances . . . . .                                 | 124,991,454 »                                                                  | 172,502,819 »                       | 47,511,365 »                        | »            |
| Affaires Économiques . . .                         | 1,652,000 »                                                                    | 1,544,615 »                         | »                                   | 107,385 »    |
| Non-Valeurs et Rembourse-<br>ments . . . . .       | 349,995,500 »                                                                  | 383,325,700 »                       | 33,330,200 »                        | »            |
| TOTAL. . . . fr.                                   | 2,992,855,470 83                                                               | 3,354,224,565 83                    | 362,085,431 »                       | 716,336 »    |
| Voies et Moyens . . . . .                          | 2,940,379,254 »                                                                | 3,345,672,220 »                     | AUGMENTATION :<br>fr. 361,369,095 » |              |
| Excédent des dépenses sur<br>les recettes. . . . . | 52,476,216 83                                                                  | 8,552,345 83                        |                                     |              |

D'après ce tableau, le projet de Budget ordinaire dressé pour 1924 solde par un excédent de dépenses montant à fr. 8,552,345.83.

Ce résultat sera sans doute considéré comme très satisfaisant par ceux qui voudront bien tenir compte du grand effort réalisé dans le Budget proposé, en vue d'asseoir nos finances sur des bases d'une solidité indiscutable.

Du côté des dépenses, il a été incorporé dans le Budget ordinaire, par transfert du Budget extraordinaire :

1° Pour indemnité temporaire et mobile de vie chère, une  
somme de. . . . . fr. 85,752,000

2° Pour des dépenses suites de guerre, une somme de. . . . 67,269,000

ENSEMBLE. . . . fr. 153,021,000

Du côté des Voies et Moyens, il a été fait abandon de la recette compensatoire correspondant à la charge afférente aux avances faites à l'Allemagne. Cette recette eût atteint pour 1924 la somme de 477,426,000 francs.

Ces dépenses nouvelles et la recette à laquelle il a été renoncé constituent pour l'ordinaire une charge supplémentaire de 630,447,000 francs.

Si bien que, sans celle-ci, et dressé dans le même cadre que son devancier, le projet de Budget pour 1924 eût clôturé avec un boni de

621,895,000 francs,

résultat qui dépasse de loin nos espoirs les plus optimistes de l'année dernière.

#### **Réduction du nombre des fonctionnaires.**

Mais notre exposé serait incomplet si nous n'apportons ici quelques précisions au sujet des améliorations réalisées en matière d'organisation administrative.

La question préoccupe particulièrement l'opinion. N'a-t-on pas tendance même à voir dans une exagération du nombre des fonctionnaires la cause prépondérante, sinon unique, de l'extension de nos dépenses d'après-guerre? Aussi le Gouvernement n'a-t-il pas manqué d'y accorder une incessante attention.

La Commission technique pour l'étude des services administratifs de l'État l'a saisi de plusieurs rapports; les conclusions de chacun d'eux sont étudiées dans les Départements où l'on cherche les moyens de les réaliser.

Mentionnons, à titre d'exemple, la réorganisation de certains services de la Marine, réorganisation qui a permis, sur la suggestion de la Commission, une réduction de 268 agents.

Un tableau annexé au présent Exposé général (annexe II) permet de se rendre compte des efforts faits dans ce domaine particulier.

Il montre que la guerre et les besoins qu'elle a fait naître ont provoqué un accroissement de personnel particulièrement considérable pendant les années 1919 à 1920. Depuis, heureusement, la régression est sensible.

#### **Mesures qui ont provoqué l'augmentation du personnel.**

On connaît les mesures législatives et administratives qui ont provoqué l'accroissement dont nous parlons. Peut-être, cependant, n'est-il pas inutile de les rappeler succinctement ici.

Au Département des *Finances*, ce sont l'application des nouvelles lois fiscales, les émissions d'emprunts, l'extension du service des pensions — dont le nombre de bénéficiaires s'élève actuellement à 82,000, alors qu'il n'était que de 18,000 en 1913, — la liquidation du butin de guerre, la mise sous sequestre des biens ennemis, etc. Il faut noter, d'ailleurs, que malgré l'augmentation des cadres, le rapport des dépenses aux recettes a passé de 7.71 % en 1913 à 4.31 % dans les prévisions pour 1924.

Au Département de la *Justice*, des développements ont été rendus nécessaires par l'organisation de la police judiciaire et du service d'identification judiciaire, la création d'une école de criminologie et de police scientifique, la loi étendant

le fonds commun aux enfants anormaux et aux estropiés et l'inspection pédagogique des établissements recevant ces enfants, les services de l'Œuvre nationale des orphelins de la guerre, l'amélioration du régime pénitentiaire et des établissements de bienfaisance de l'État; l'instauration de la journée de huit heures pour toutes les catégories de surveillants de prison et la création de plusieurs établissements spéciaux de bienfaisance ont amené également des augmentations de personnel.

Le Département des *Affaires Étrangères* a vu s'adjoindre l'Office de Documentation et d'Études économiques et l'Office des Questions commerciales, créés pendant la guerre, au Havre, au Département des Affaires Économiques. Le bureau spécial des passe-ports a également exigé le recrutement d'agents temporaires.

Au Ministère de l'*Intérieur et de l'Hygiène*, la mise en application de nouvelles lois de milice, le développement des services de l'hygiène notamment, l'extension de l'inspection de l'hygiène, la lutte contre la tuberculose, les maladies vénériennes et la mortalité infantile, l'administration des territoires d'Eupen-Malmedy, la loi sur l'adoption des communes, la modification au régime fiscal des provinces et des communes et l'intervention des provinces dans un grand nombre de domaines nouveaux ont nécessité des accroissements de personnel.

Le Ministère des *Sciences et des Arts* a vu étendre considérablement les travaux qui lui sont confiés. C'est principalement à la loi du 13 novembre 1919 chargeant l'État de la liquidation des traitements de 33,000 instituteurs officiels et libres, ainsi qu'à la création du Fonds des Mieux doués, des bibliothèques publiques, au développement de l'enseignement normal que sont dues les extensions de personnel constatées.

Les Services de l'*Agriculture* ont eu à s'occuper de la reconstitution agricole des régions dévastées ainsi que de la récupération et de la répartition des animaux domestiques et des machines agricoles fournis par l'Allemagne. Un service du génie rural a été créé. De plus, les services existants ont vu se développer leurs attributions par suite de la création d'un Institut agronomique flamand, d'un Institut normal supérieur d'économie ménagère agricole. L'Administration des Eaux et Forêts a vu étendre son action par l'extension du domaine forestier de l'État dans les territoires rédimés. La question des tramways enfin a nécessité de nombreuses interventions des services de la voirie communale.

Quant aux *Travaux publics*, il faut faire mention de la reconstitution du domaine public détruit ou endommagé par la guerre et de la loi instaurant la journée de huit heures qui a nécessité l'augmentation du nombre des cantonniers.

Au Ministère de l'*Industrie et du Travail*, l'accroissement du nombre des agents est dû à la création des services du ravitaillement, à la modification de la législation des pensions de vieillesse, à l'extension de l'Office de l'Assurance et de la Prévoyance sociales, à l'organisation du service médico-pharmaceutique des mutualités, au fonctionnement des Bourses du Travail et du Fonds de chômage, aux travaux nécessaires à l'enquête sur la situation des employés privés.

Le Ministère de la *Défense Nationale* a été particulièrement surchargé pendant

les années qui ont suivi la guerre. Les Services des pensions et secours et des sépultures militaires, notamment, ont exigé un personnel nombreux. De plus, la guerre a démontré la nécessité de la création de services nouveaux, entre autres, une direction de l'aéronautique et une direction du charroi automobile, sans parler d'un détachement de torpilleurs et de marins. Le Département a dû, lui-même, entreprendre certains travaux qu'il confiait jusqu'à présent à l'industrie privée et qui peuvent être accomplis ainsi dans des conditions plus économiques.

Le Ministère des *Colonies* a vu adjoindre à son administration centrale le personnel du Musée du Congo belge, de l'École coloniale, de l'École de médecine tropicale et du Jardin colonial de Laeken.

Le Département des *Affaires Économiques* s'occupe presque exclusivement de questions nées de la guerre, de la juridiction des Dommages de guerre et de l'Office des régions dévastées.

Le Ministère des *Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes* a été sérieusement atteint par la guerre. La reconstitution des réseaux détruits ou endommagés, tant des chemins de fer que des télégraphes et des téléphones, a été une charge particulièrement lourde. Ajoutons la journée de huit heures qui a nécessité une augmentation importante du personnel ouvrier.

Pour tous les *Départements*, mentionnons enfin l'emploi du flamand en matière administrative, les modifications du taux des barèmes des traitements et des pensions qui ont augmenté les travaux dans une notable proportion.

#### Réductions réalisées.

Telles sont les principales causes qui ont provoqué l'accroissement du personnel depuis l'armistice.

A partir du début de l'année 1921, certains services ont pu envisager une diminution progressive de leur personnel, diminution qui s'est accentuée au cours des années 1922 et 1923.

Pour les *administrations centrales*, en effet, à l'exception du Ministère des Finances, tous les Départements sont maintenant en réduction. Quant à celui des Finances, on comprendra certainement que l'arrêt de toute progression est impossible au moment où il s'agit d'appliquer les nouvelles lois d'impôt dont le produit atteint sept fois et davantage le total d'avant-guerre, d'administrer une dette huit fois plus élevée qu'en 1914, de liquider les pensions en faveur de 4 à 5 fois plus de bénéficiaires.

Le nombre des agents des *services extérieurs* des Départements est également en régression partout, sauf au Département des Finances pour les motifs indiqués ci-dessus et au Département des Sciences et des Arts, où l'accroissement de la population scolaire et le développement des méthodes pédagogiques nécessitent la création de nouvelles institutions d'enseignement et le dédoublement de nombreuses classes.

A côté de ces augmentations, notons la réduction considérable constatée

dans plusieurs administrations. Le Service du ravitaillement qui avait occupé, au début de 1921, 980 agents voit son personnel réduit à 89 unités, soit une suppression de 891 emplois.

Le personnel de la Défense Nationale, qui avait atteint le chiffre de 11,383 agents et ouvriers au début de 1921, n'est plus maintenant qu'au chiffre de 8,857, soit une suppression de 2,526 emplois, situation qui pourra être sérieusement améliorée lorsque le travail des pensions militaires sera plus avancé.

Le personnel des Affaires Étrangères a été réduit de 88 unités, malgré l'adjonction de deux services nouveaux.

Notons également les réductions dans la magistrature, qui ont permis une diminution de 127 unités dans le personnel de l'ordre judiciaire. Le nombre de substituts de complément, qui était primitivement de 78, ne s'élève plus maintenant qu'à 27.

Enfin, à l'Administration des Chemins de fer, une réduction de 684 agents a été réalisée en un an. A l'Administration de la Marine, 24 emplois ont été supprimés. Pour l'ensemble des services dépendant du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, la réduction est de 928 agents, bien que, depuis l'armistice, le développement du service des chèques postaux ait nécessité le recrutement de 982 employés.

Il est certainement possible de continuer à améliorer les services administratifs et le Gouvernement est décidé à poursuivre ses efforts avec l'aide de la Commission technique.

Mais, quand on se rend compte de la complexité des devoirs imposés à l'État, de la multiplicité des réformes introduites par de nombreuses lois votées depuis l'armistice, de la complication des problèmes que les circonstances nées de la guerre ont amenés dans notre organisation administrative, on peut apprécier l'effort accompli, effort sérieux et qui ne le cède en rien à ceux qui ont été faits à l'étranger.

#### **Comparaison avec l'étranger.**

##### **LES CONDITIONS SONT DISSEMBLABLES.**

On entend fréquemment comparer nos résultats en matière de réduction de dépenses publiques à ceux qui ont été obtenus par d'autres pays.

Les chiffres le plus souvent cités sont ceux de la Grande-Bretagne et des États-Unis, où deux commissions fameuses, la Commission Geddes et la Commission Dawes, respectivement, ont reçu mission de mettre la cognée à la racine même des dépenses.

Disons une fois pour toutes que ces chiffres et les nôtres ne peuvent être rapprochés : ils traduisent des phénomènes entièrement dissemblables.

En Angleterre comme aux États-Unis — nous citons ces pays parce que ce sont ceux dont on fait particulièrement mention — les dépenses publiques avaient progressé dans des proportions véritablement fantastiques au cours de la guerre, à une époque où toutes les volontés étaient tendues vers un but unique : la victoire coûte que coûte.

C'est ainsi qu'au cours de l'exercice 1918-1919, les dépenses totales de la Grande-Bretagne étaient devenues presque quatorze fois et celles des États-Unis plus de vingt et une fois plus élevées qu'en 1913-1914. Et l'on conçoit que, pendant cette période d'improvisations successives, les méthodes les plus économiques n'aient guère prévalu.

Tout organisme administratif livré à lui-même tend invariablement, on le sait, à prendre un développement illimité et c'est ce qui explique la pullulation des services constatée au lendemain de l'armistice dans la plupart des pays belligérants.

Et il est évident que les efforts de compression pouvaient d'autant plus aisément s'y exercer que l'extension de toutes les administrations avait été plus forte.

En Belgique, rien de semblable à cette époque. À part quelques services créés au Havre, la guerre n'avait en rien accru le nombre de nos fonctionnaires; l'administration, tout au contraire, se trouvait désorganisée et réduite dans ses cadres.

Qu'il y ait eu des exagérations au début, à la période de tâtonnements qui a coïncidé avec la remise en marche de la lourde machine de l'État, paralysée depuis quatre ans et davantage, nul ne le contestera. Mais croire que ces abus ont atteint des proportions comparables à celles dont on s'est plaint en Angleterre ou aux États-Unis, que les excroissances à trancher étaient, chez nous, aussi développées que dans les grands pays belligérants, serait commettre une lourde erreur de fait. Et cependant cette erreur est courante.

#### NOS BUDGETS COMPARÉS A CEUX DE L'ÉTRANGER.

Si l'on compare les budgets belges aux budgets étrangers, on constate d'ailleurs sans grande peine que la progression des dépenses totales par rapport à l'avant-guerre est moins forte chez nous que chez nos Alliés.

Mais ce serait là nous placer dans des conditions trop favorables, car si nous avons de lourdes charges indirectes, nous n'avons pas de dette de guerre proprement dite.

Aussi nous a-t-il paru utile de procéder à une étude minutieuse des budgets d'administration de plusieurs pays fréquemment cités.

On sait ce que nous entendons par budgets d'administration; nous les avons définis plus haut.

Pour les dégager des budgets généraux britannique et américain, nous avons éliminé toutes les dépenses relatives à la dette publique, aux pensions nées de la guerre, aux prêts consentis aux Alliés ou, éventuellement, aux Dominions, de même que les dépenses des régies.

Nous avons procédé de façon analogue pour deux pays neutres : la Suisse, dont le budget nous a permis de procéder à tous les regroupements nécessaires; la Hollande, au sujet de laquelle nous avons dû nous référer à un travail récent du Service financier de la Ligue des Nations.

Voici, en prenant pour base les dépenses de l'exercice 1913 ou de l'exercice 1913-1914 suivant les cas, les dépenses étant uniformément ramenées à 100, le tableau comparatif en question :

**Variations des dépenses administratives de quelques pays.**  
(En monnaie nationale.)

| PAYS                   | 1913            | 1920            | 1921            | 1922            | 1923            |
|------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|                        | ou<br>1913-1914 | ou<br>1920-1921 | ou<br>1921-1922 | ou<br>1922-1923 | ou<br>1923-1924 |
| BELGIQUE . . . . .     | 100             | 501             | 535             | 570             | 516             |
| ROYAUME-UNI . . . . .  | 100             | 414             | 392             | 235             | 231             |
| ÉTATS-UNIS . . . . .   | 100             | —               | 268             | 248             | 201             |
| SUISSE . . . . .       | 100             | —               | 190             | 202             | 195             |
| HOLLANDE (1) . . . . . | 100             | —               | 337             | 348             | 319             |

Mais, pour que ce tableau acquiesse une valeur probante quelconque, il est indispensable d'utiliser une base unique et stable.

Nous avons cru nécessaire, à cet effet, de reprendre les chiffres qu'il contient en les calculant sur la base de l'or d'après deux méthodes différentes.

Disons tout de suite, pour préciser les idées, que nous ne voyons là qu'un moyen de rendre comparables des chiffres qui ne le sont pas tant qu'ils manquent d'un dénominateur commun.

**Variation des dépenses administratives de quelques pays,**  
**ramenées à l'or.**

| PAYS.                                     | 1913            | 1920                    | 1921            | 1922            | 1923            |
|-------------------------------------------|-----------------|-------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|                                           | ou<br>1913-1914 | ou<br>1920-1921         | ou<br>1921-1922 | ou<br>1922-1923 | ou<br>1923-1924 |
| a) d'après le cours du change :           |                 |                         |                 |                 |                 |
| BELGIQUE . . . . .                        | 100             | 191                     | 207             | 227             | 148 (2)         |
| ROYAUME-UNI . . . . .                     | 100             | 339                     | 319             | 217             | 217 (3)         |
| ÉTATS-UNIS . . . . .                      | 100             | —                       | 268             | 248             | 201 (4)         |
| SUISSE . . . . .                          | 100             | —                       | 171             | 200             | 184 (2)         |
| HOLLANDE . . . . .                        | 100             | —                       | 281             | 331             | 313 (2)         |
| b) d'après les indices des prix de gros : |                 |                         |                 |                 |                 |
| BELGIQUE . . . . .                        | 100             | (pas d'index<br>établi) | 146 (5)         | 156             | 108 (2)         |
| ROYAUME-UNI . . . . .                     | 100             | 155                     | 216             | 149             | 145 (5)         |
| ÉTATS-UNIS . . . . .                      | 100             | —                       | 189             | 159             | 133 (4)         |
| SUISSE . . . . .                          | 100             | —                       | 99.5            | 120             | 108 (2)         |
| HOLLANDE . . . . .                        | 100             | —                       | 189             | 225             | 214 (2)         |

(1) Nous avons supposé, faute de renseignements précis, que le déficit des régies était entièrement de nature ordinaire et l'avons, par conséquent, déduit, en totalité, des dépenses ordinaires. Il est possible que le montant des dépenses administratives obtenu de la sorte soit légèrement inférieur à la réalité.

(2) Sur la base de la moyenne des sept premiers mois de l'année astronomique.

(3) Sur la base de la moyenne des cinq premiers mois de l'exercice fiscal.

(4) Sur la base de la moyenne de juillet 1923.

(5) Sur la base de la moyenne des cinq derniers mois de l'année astronomique.

Nous aurions voulu compléter ces données par des indications empruntées à un plus grand nombre de pays, la France et l'Italie notamment. Il nous est apparu malheureusement que ce travail ne pourrait être fait ici avec toute la rigueur désirable. Les dépenses italiennes et françaises d'après guerre s'appliquent à des territoires qui ne sont plus ceux de 1913; le budget français de 1913 ne faisait pas de distinction entre les dépenses ordinaires et extraordinaires, d'où difficulté d'établir la base des comparaisons; le budget italien ne réserve pas une section spéciale aux dépenses recouvrables.

Mais les chiffres cités nous paraissent suffisants pour démontrer que les dépenses d'administration belges soutiennent avantageusement la comparaison avec celles des pays qu'on nous oppose parfois.

Elles sont, en valeur-or, admise sous toute réserve et uniquement comme base de comparaison, au même niveau, sinon moindres, que les dépenses de la Suisse, sensiblement inférieures à celles des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de beaucoup inférieures à celles des Pays-Bas.

On constate d'ailleurs qu'après le mouvement ascensionnel dû au développement normal des lois votées au lendemain de l'armistice — dont l'énumération couvre trois pages de l'Exposé général de l'année dernière <sup>(1)</sup> — et qui n'ont produit leur plein effet qu'en 1922, les dépenses d'administration marquent une régression très réelle. Et cependant, nous n'avons cessé de surcharger nos budgets d'administration de dépenses exceptionnelles extraites du Budget extraordinaire et dont plusieurs sont loin d'avoir le caractère de dépenses administratives.

#### **Nécessité de persévérer dans la voie des économies.**

Mais si nous estimons que la comparaison avec l'étranger est de nature à inspirer quelque satisfaction, si nous croyons même que les lois citées il y a un moment justifient les différences constatées avec l'avant-guerre, on ne doit pas s'imaginer qu'à notre avis tout soit parfait et qu'il n'y ait aucun nouvel effort de compression à exercer.

Bien au contraire, nous estimons que la question des économies doit, aujourd'hui plus que jamais, préoccuper le Gouvernement.

Il faut que, petit à petit, nous rentrions dans la normale, par la suppression graduelle des services créés pendant les hostilités et immédiatement après l'armistice, tout en cherchant à accroître le rendement administratif.

Les résultats, il ne faut pas se le dissimuler, deviendront, au fur et à mesure que l'on progresse, plus difficiles à atteindre; ils rencontreront une résistance de plus en plus vive.

Il n'en est que plus nécessaire de persévérer dans la volonté de sauver, coûte que coûte, les finances publiques.

Les économies sont, pour notre pays si cruellement atteint et par la guerre et par l'après-guerre, une nécessité inéluctable.

Espérons que chacun saura le comprendre et courageusement s'y plier.

---

(1) Pages 32 à 38.

## BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES.

### Comparaison avec 1923.

Le projet de Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires proposé pour 1924 a subi une nouvelle et importante épuration. Il ne comprend plus de dépenses suites de guerre : elles ont été transférées au Budget ordinaire, où, indemnités temporaires et mobiles de vie chère comprises, elles montent au chiffre de . . . . . fr. 153,021,087

A l'effet de rendre comparables les crédits extraordinaires sollicités pour 1924 à ceux votés pour 1923, on a déduit du total de ces derniers, les dépenses suites de guerre qui y étaient contenues.

Ainsi réduits, les crédits extraordinaires votés pour 1923 montent à . . . . . fr. 434,234,986

Ceux proposés pour 1924 s'élèvent à . . . . . 501,743,080

Soit en plus. . . fr. 67,508,094

Cette augmentation est le résultat des changements en plus et en moins détaillés ci-après par Département :

| MINISTÈRES<br>ET<br>SERVICES.                  | CRÉDITS                                          |                        | DIFFÉRENCES.                    |              |
|------------------------------------------------|--------------------------------------------------|------------------------|---------------------------------|--------------|
|                                                | votés pour 1923.<br>(Dépenses d'ou-<br>tillage.) | proposés<br>pour 1924. | Augmentations.                  | Diminutions. |
| Justice . . . . .                              | 725,000 »                                        | 265,000 »              | »                               | 460,000 »    |
| Affaires Étrangères . .                        | 485,000 »                                        | 300,000 »              | »                               | 185,000 »    |
| Intérieur et Hygiène .                         | 500,000 »                                        | 1,050,000 »            | 550,000 »                       | »            |
| Sciences et Arts . . . .                       | 41,328,336 »                                     | 24,950,000 »           | »                               | 16,378,336 » |
| { Agriculture . . . . .                        | 467,000 »                                        | 600,000 »              | 133,000 »                       | »            |
| { et Travaux publics . . .                     | 119,643,200 »                                    | 204,341,100 »          | 81,697,900 »                    | »            |
| Colonies . . . . .                             | 30,000 »                                         | »                      | »                               | 30,000 »     |
| Défense Nationale . . .                        | 133,656,450 »                                    | 131,076,480 »          | »                               | 2,579,970 »  |
| Finances . . . . .                             | 137,400,000 »                                    | 139,160,500 »          | 1,760,500 »                     | »            |
| TOTAL. . . fr.                                 | 434,234,986 »                                    | 501,743,080 »          | 87,141,400 »                    | 19,633,306 » |
| RECETTES extraordinaires . . .                 |                                                  | 6,839,500 »            | AUGMENTATION : fr. 67,508,094 » |              |
| Excédent des dépenses sur les recettes . . fr. |                                                  | 494,903,580 »          |                                 |              |

L'accroissement des crédits extraordinaires pour des dépenses d'outillage, comparativement à 1923, provient exclusivement des propositions concernant le Ministère de l'Agriculture et des Travaux publics (Travaux publics).

Cette augmentation se décompose comme il suit :

| DÉPENSES<br>RELATIVES AUX :                 | Crédits<br>votés<br>pour 1923. | Crédits<br>proposés<br>pour 1924. | DIFFÉRENCES.                    |              |
|---------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|--------------|
|                                             |                                |                                   | Augmentations.                  | Diminutions. |
| Routes . . . . .                            | 15.000.000 »                   | 33.520.000 »                      | 18.520.000 »                    | »            |
| Bâtiments civils . . . .                    | 1.228.200 »                    | 3.028.000 »                       | 1.799.800 »                     | »            |
| Casernement des gendar-<br>meries . . . . . | 2.280.000 »                    | 5.975.000 »                       | 3.695.000 »                     | »            |
| Travaux hydrauliques . .                    | 82.410.000 »                   | 144.881.100 »                     | 62.471.100 »                    | »            |
| Ports et côte . . . . .                     | 18.535.000 »                   | 16.750.000 »                      | »                               | 1.785.000 »  |
| Matériaux . . . . .                         | 190.000 »                      | 187.000 »                         | »                               | 3.000 »      |
| TOTAL . . . fr.                             | 119.643.200 »                  | 204.341.100 »                     | 86.485.900 »                    | 1.788.000 »  |
|                                             |                                |                                   | AUGMENTATION : fr. 84.697.900 » |              |

#### Comparaison avec 1914 .

Abstraction faite des crédits concernant le premier établissement des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes qui, aujourd'hui, sont portés au Budget des Régies, les crédits votés pour 1914 s'élevaient à 97,738,395 francs contre 501,743,080 francs sollicités pour 1924.

On se rend compte qu'il serait injuste de se borner à une simple comparaison numérique entre ces deux chiffres, comparaison qui ne tiendrait pas compte des situations différentes résultant, notamment, des lois votées et des différences du cours des changes.

Pour permettre une comparaison exacte, nous croyons bon de publier ci-dessous le tableau comparatif, établi par Départements, du Budget extraordinaire de 1914 et du Budget extraordinaire proposé pour 1924 :

| Départements.               | 1914              | 1924               |
|-----------------------------|-------------------|--------------------|
| Justice . . . . .           | »                 | 265.000            |
| Affaires Étrangères . . .   | 358.750           | 300.000            |
| Intérieur et Hygiène . . .  | »                 | 1.050.000          |
| Sciences et Arts . . . . .  | »                 | 24.950.000         |
| { Agriculture et . . . . .  | 2.220.000         | 600.000            |
| { Travaux publics . . . . . | 39.400.245        | 204.341.100        |
| Défense Nationale . . . . . | 54.789.400        | 131.076.480        |
| Finances . . . . .          | 950.000           | 139.160.500        |
|                             | <u>97.718.395</u> | <u>501.743.080</u> |

Ce tableau mérite d'être considéré de près.

Un examen attentif permet d'en dégager la portée véritable : il montre, en effet, que, si les crédits de certains Départements ont augmenté dans une mesure sensiblement égale à l'augmentation de l'index des prix de gros (c'est le cas pour le Département des Travaux Publics), les crédits d'autres Départements se sont augmentés uniquement dans la mesure des lois votées par le Parlement.

C'est ainsi qu'au Département des Finances les crédits montant à 139,160,500 francs comprennent :

1. — 115,460,500 francs pour les habitations et logements à bon marché;
2. — 1,200,000 francs représentant les avances du Trésor Belge destinées à couvrir les dépenses d'occupation et d'administration des territoires du Ruanda et de l'Urundi;
3. — 15 millions, montant de l'avance métropolitaine pour les dépenses coloniales, en vue de l'outillage de la Colonie, etc.

D'autre part, les sommes demandées au chapitre du Ministère des Sciences et des Arts s'élèvent à 24,950,000 francs, mais cette somme est absorbée entièrement par la construction et l'ameublement d'écoles normales, d'une part, (8,950,000 francs) et par les subsides pour la construction d'écoles primaires (16 millions), d'autre part.

On voit, par ces brèves indications, que si l'on voulait ramener à une même base les budgets extraordinaires de 1914 et de 1924, autrement dit, si l'on voulait comparer des éléments comparables entre eux, il faudrait écarter des crédits demandés pour 1924 une somme de 157 millions de francs. Nous devrions donc comparer une somme de 98 millions de francs votée en 1914 à une somme de 345 millions de francs pour 1924.

Il résulterait de cette comparaison que le Budget extraordinaire de 1924, dans la mesure où il peut être mis en parallèle avec celui de 1914, représente ce dernier multiplié par un coefficient de  $3\frac{1}{2}$ .

## BUDGET DES DÉPENSES RECOUVRABLES.

---

### Recettes.

Le chiffre des recettes à venir en déduction des dépenses recouvrables a été fixé, pour 1924, à 1,636,415,000 francs. Les deux articles essentiels constitutifs de cette recette sont :

1. — 102,700,000 francs à titre de remboursement par l'Allemagne des frais de l'armée d'occupation;
2. — 1 1/2 milliard indiqué sous le libellé : « Produit des livraisons allemandes en nature et versements allemands en numéraire. »

Sur le premier article, il n'est pas besoin de s'étendre. La somme de 102 millions, représentant les frais de l'armée belge d'occupation des territoires rhénans, a été fixée dans l'arrangement financier intervenu le 11 mars 1922 entre les Gouvernements français, britannique, italien et belge.

En ce qui concerne les livraisons allemandes en nature et les versements allemands en numéraire, il apparaît clairement qu'aucune évaluation sérieuse, même approximative, de ce qu'ils seraient en 1924, ne pouvait être tentée à l'heure actuelle.

Pour asseoir à cet égard un raisonnement même conjectural, il faudrait pouvoir prédire ce qui adviendra de l'Allemagne dans les mois prochains; pareille tâche serait vouée à l'insuccès.

Le Reich recueille aujourd'hui les premiers fruits de sa politique d'évasion et de dilapidation systématiques.

Toute l'économie allemande passe par une crise dont il est impossible de limiter d'avance le domaine et les conséquences.

Dans ces conditions, nous avons estimé que le seul chiffre qui pût figurer logiquement sous le libellé des livraisons et paiements de l'Allemagne devait représenter le solde de notre priorité.

Quoi qu'il arrive, en effet, c'est cette priorité, garantie par l'Accord interallié du 16 juin 1919 et tous les accords interalliés subséquents, qui devra être acquittée avant toute autre créance, une fois payés les frais des armées d'occupation.

L'inscription du chiffre de 1 1/2 milliard aux recettes du Budget des Dépenses recouvrables est donc, avant tout, une affirmation et une confirmation de cette priorité. Il serait vain de lui donner une autre portée et, notamment, d'y voir la fixation d'une recette sur laquelle nous puissions tabler avec certitude.

Il est évident que, quel que soit le cours des événements en Allemagne et dans le monde, un certain temps se passera avant que des versements importants du Reich en numéraire puissent être escomptés.

Il est non moins évident, d'autre part, que certaines quantités de livraisons en nature pourront être obtenues de l'Allemagne.

#### **Dépenses.**

Les crédits proposés pour les dépenses recouvrables de 1924 se montent à fr. 2,354,965,894.27, alors que les crédits correspondants votés en 1923 s'élevaient à fr. 2,964,260,835.71, soit une diminution de fr. 609,294,941.44.

Cette diminution est détaillée dans le tableau ci-après :

| MINISTÈRES<br>ET<br>SERVICES.                     | Montant des<br>crédits votés<br>pour 1923 (y com-<br>pris les crédits<br>supplémentaires). | Montant<br>des crédits proposés<br>pour 1924. | DIFFÉRENCES.                    |                |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------------|----------------|
|                                                   |                                                                                            |                                               | Augmentations.                  | Diminutions.   |
| Dettes publiques . . . .                          | 1,000,245,376 71                                                                           | 545,383,299 27                                | »                               | 454,862,077 44 |
| Justice . . . . .                                 | 715,300 »                                                                                  | 934,200 »                                     | 218,900 »                       | »              |
| Intérieur et Hygiène . .                          | 7,245,000 »                                                                                | 7,200,000 »                                   | »                               | 45,000 »       |
| Sciences et Arts . . . .                          | 588,000 »                                                                                  | »                                             | »                               | 588,000 »      |
| Agriculture . . . . .                             | 18,647,000 »                                                                               | 7,584,000 »                                   | »                               | 11,063,000 »   |
| et<br>Travaux publics . . . .                     | 23,194,000 »                                                                               | 32,284,600 »                                  | 9,090,600 »                     | »              |
| Défense nationale . . . .                         | 209,817,000 »                                                                              | 224,198,000 »                                 | 14,381,000 »                    | »              |
| Finances . . . . .                                | 19,462,653 »                                                                               | 7,709,856 »                                   | »                               | 11,752,797 »   |
| Affaires économiques . .                          | 1,540,925,200 »                                                                            | 1,380,986,439 »                               | »                               | 159,938,761 »  |
| Chemins de fer, Marine,<br>Postes et Télégraphes. | 143,421,306 »                                                                              | 148,685,500 »                                 | 5,264,194 »                     | »              |
| TOTAL. . . fr.                                    | 2,964,260,835 71                                                                           | 2,354,965,894 27                              | 28,954,694 »                    | 638,249,635 44 |
| RECETTES de réparation. . . . fr.                 |                                                                                            | 1,636,415,000 »                               | DIMINUTION fr. : 609,294,941 44 |                |
| Excédent des dépenses sur les recettes. . fr.     |                                                                                            | 718,550,894 27                                |                                 |                |

Il apparaît, au seul vu de ce tableau, que la réduction la plus importante consiste dans la suppression du crédit de 457 millions représentant, au chapitre de la Dette publique du Budget des Dépenses recouvrables de l'exercice 1923, la charge de la partie des emprunts généraux du Trésor affectés aux dépenses de réparation.

Il a été expliqué ci-dessus <sup>(1)</sup> dans quel esprit la recette compensatoire équivalant à cette charge a été supprimée du Budget des Voies et Moyens; cette suppression devait naturellement entraîner celle du crédit correspondant inscrit au Budget des Dépenses recouvrables. On a vu plus haut qu'en réalité cette façon de faire correspond à l'amortissement d'un capital de près de 8 milliards de notre créance sur l'Allemagne. On a vu également pourquoi cet amortissement était nécessaire.

#### Ce que nous avons avancé à l'Allemagne.

Mais, pourra-t-on demander, cet amortissement est-il réel? En d'autres termes, les 457 millions, qui figuraient l'an dernier en recette au Budget des Voies et Moyens et en dépense au Budget des Dépenses recouvrables, représentaient-ils bien la part de la charge des emprunts contractés sans affectation spéciale qui avait été affectée aux réparations?

Nous pouvons, sans hésiter, répondre par l'affirmative.

(1) Voir pages 6 et 7.

Le Budget de 1921 comportait à titre de recette compensatoire au Budget des Voies et Moyens un prélèvement de 300 millions sur les recettes de réparation.

Comme le Gouvernement n'a pas manqué de le faire observer à cette époque, ce chiffre ne pouvait être obtenu « qu'avec une certaine marge d'approximation <sup>(1)</sup> ».

Cette somme avait été calculée d'après les évaluations budgétaires. Il ne faisait de doute pour personne que semblable évaluation devait avoir nécessairement un caractère assez approximatif, puisque d'un côté des crédits inscrits au Budget n'ont été que partiellement dépensés et que d'un autre côté des crédits supplémentaires ont dû être demandés au Parlement pour plusieurs articles.

Au Budget de 1922 fut inscrite comme recette compensatoire une somme de 433 millions et au Budget de 1923, une somme de 457 millions.

Le rapport de M. le Sénateur BEAUDUIN sur le Budget des Dépenses recouvrables de l'exercice 1923 fait allusion au désir de la Commission du Sénat de voir établir une évaluation, non plus d'après des prévisions budgétaires, mais d'après des bases plus exactes, en tenant compte, dans la mesure du possible, du résultat effectif des derniers exercices.

Le Gouvernement a fait procéder à ce travail dont les conclusions sont reproduites au tableau ci-annexé (annexe III). Assurément, ainsi qu'il a été exposé plus haut, pour le Budget de 1924, il n'est plus fait mention de recette compensatoire à prélever sur les recettes de réparation. Mais la Chambre comme le Sénat ont exprimé le désir de voir maintenir notre « compte-courant avec l'Allemagne » et d'y voir porter toutes les charges que l'agression allemande a imposées à la Belgique. La Commission du Sénat a même exprimé le désir de le voir publier chaque année dans l'Exposé général <sup>(2)</sup>.

Pour faire ce travail, les dépenses de réparation, supportées par la Belgique, doivent être divisées en quatre catégories :

a) Les dépenses effectuées en espèces, c'est-à-dire, notamment, la reconstitution du domaine public de l'État, les indemnités payées en espèces aux sinistrés, les intérêts de sommes empruntées, etc. ;

b) Les charges reprises par l'État, notamment les contributions de guerre imposées aux provinces ;

c) Les paiements effectués en titres remis aux sinistrés en exécution de la législation sur la réparation des dommages de guerre ;

d) Enfin, il doit être fait mention du matériel remis à l'État belge en exécution des conventions d'armistice ; la valeur de ce matériel étant portée au crédit de l'Allemagne doit être inscrite en dépense dans les comptes réparations.

L'établissement de la Situation du trésor, un examen aussi complet que possible du Budget des Dépenses extraordinaires de 1919 et 1920, en vue d'en distraire

---

(1) Exposé général du Budget de 1921, page 8.

(2) Rapport de M. BEAUDUIN sur le Budget des Dépenses recouvrables de 1923.

les dépenses que l'on a qualifiées ensuite de recouvrables, les comptes des dépenses recouvrables pour les années 1921 et 1922 et le premier semestre de 1923 ont permis d'établir qu'au 30 juin 1923 le total général des dépenses de réparations, y compris les frais des armées d'occupation, s'élevait à 18,314,700,000 francs, et, si on y ajoutait les dépenses effectuées avant l'armistice à 19,299,700,000 francs.

D'après les dépenses effectuées pendant le premier semestre de 1923, on peut évaluer l'ensemble des sommes à porter au débit de l'Allemagne au 31 décembre 1923 à 21,200,000,000 de francs.

Pour calculer la charge de la partie des emprunts contractés sans affectation spéciale et utilisée pour les réparations, il faut évidemment ne tenir compte que des dépenses effectuées en espèces, c'est-à-dire entrant dans la catégorie *a* ci-dessus mentionnée et en déduire les dépenses prélevées sur les emprunts de la Fédération des Coopératives de dommages de guerre, dont les charges sont mentionnées séparément au budget.

On arrive ainsi, comme il est exposé au tableau ci-joint (annexe IV), à évaluer cette charge à 477,426,000 francs.

Dans l'Exposé général du Budget de l'exercice 1923, le Gouvernement a évalué à 12 ou 13 milliards le montant des dommages restant à réparer, pour achever la restauration.

Comme il l'a exprimé dans ce document <sup>(1)</sup>, cette évaluation était tout à fait approximative. Il n'est pas encore possible de donner des chiffres plus précis.

#### **Ce qu'il reste à réparer.**

Qu'on ne s'étonne pas toutefois de la différence entre cette évaluation ajoutée aux dépenses déjà effectuées et l'évaluation générale des dommages subis par la Belgique telle qu'elle a été présentée à la Commission des Réparations.

Le total de nos revendications atteignait le chiffre de 37,235,000,000 de francs. Dans l'évaluation des dépenses à effectuer encore, qui figurait à l'Exposé général de 1923, le Gouvernement ne faisait pas allusion aux dommages aux personnes, dont l'ensemble capitalisé représente environ 3 milliards de francs, alors que les annuités payées jusqu'à ce jour ne représentent qu'un total de 808 millions.

De plus, on n'ignore pas que notre législation sur les dommages de guerre, spécialement depuis la revision qui en a été opérée par la loi du 6 septembre 1921, est plus restrictive que les dispositions du Traité de Versailles, Annexe I, 9°, Section I de la Partie VIII de ce Traité.

Ceci, bien entendu, sans tenir compte de tous les dommages indirects subis par la Belgique et qui ne sont prévus ni par les traités ni par notre législation interne.

---

(1) Exposé général du Budget de l'exercice 1923, p. 47.

**Nos dommages indirects.**

Il est impossible de chiffrer semblables dommages pour les particuliers. Quant aux dommages indirects de l'Etat, ils représentent essentiellement la part de notre dette d'après-guerre qui ne correspond ni aux dépenses d'outillage, ni aux dépenses de réparation. On peut l'évaluer approximativement à 20 milliards, somme qui comprend notamment la dette de 7 1/2 milliards résultant de l'échange des marks, les pertes d'impôts dérivant de la destruction des moyens de production, etc., etc.

**Comparaison avec 1923.**

On a vu, par le tableau qui précède, que la diminution des crédits proposés en 1924 pour les dépenses recouvrables se chiffre, par rapport à ceux votés en 1923, à fr. 609,294,941.44. Cette diminution totale est le résultat final de quelques augmentations et de plus nombreuses et plus importantes diminutions.

Une de ces augmentations, celle de 14,381,000 francs, relative au Département de la Défense Nationale, nécessite une explication spéciale. A concurrence de 13 millions, en effet, cette augmentation résulte uniquement de la liquidation progressive des pensions d'invalidité.

En ce qui concerne les diminutions, celle de 11 millions, apportée aux crédits de l'Agriculture, montre la progression de la réparation des dommages causés par la guerre à notre domaine agricole.

Il n'a malheureusement pas encore été permis d'arriver à un résultat semblable en ce qui concerne les Travaux publics.

La diminution de 11,752,797 francs relevée au chapitre des Finances, provient principalement de ce que le Budget de 1924 n'a plus rien à prévoir pour les dommages de guerre de la Colonie.

Enfin, en ce qui concerne les Affaires Économiques, l'importante diminution constatée, et qui se chiffre par près de 160 millions, provient uniquement des réductions opérées aux services extérieurs des Régions dévastées, ainsi qu'il résulte du tableau ci-dessous :

|                                                                                          | Diminutions. |
|------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Hauts Commissaires royaux . . . . . fr.                                                  | 1,300,000    |
| Services provinciaux d'exploitation des transports et matériel fixe et roulant . . . . . | 14,210,200   |
| Achat et répartition des matériaux : services des constructions, etc. . . . .            | 200,000      |
| Subsides, avances aux communes adoptées, etc. . .                                        | 10,000,000   |
| Achat de matériaux de construction, etc. . . . .                                         | 25,000,000   |
| Réparations. . . . .                                                                     | 100,000,000  |
| Logements . . . . .                                                                      | 6,000,000    |
| Distributions d'eau . . . . .                                                            | 3,000,000    |
| Secours et rapatriement . . . . .                                                        | 750,000      |

## BUDGET DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

### Comparaison avec 1923.

Le Budget du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, a été dressé de la même façon que celui de 1923. Le classement adopté l'an dernier et repris cette année, conformément au désir de la Commission des Finances de la Chambre, a pour but de faire ressortir séparément les résultats d'exploitation des quatre régies ressortissant à ce Département.

Les prévisions pour 1924 se présentent comme il suit :

| ADMINISTRATIONS.                | Dépenses<br>présumées (1). | Recettes<br>présumées. | DIFFÉRENCES.  |              |
|---------------------------------|----------------------------|------------------------|---------------|--------------|
|                                 |                            |                        | Boni.         | Mali.        |
| Chemin de fer . . . . .         | 1,443,013,813 76           | 1,423,000,000 »        | 11,984,186 24 | »            |
| Marine . . . . .                | 53,680,997 »               | 16,040,000 »           | »             | 37,640,997 » |
| Postes. . . . .                 | 159,769,732 »              | 146,250,000 »          | »             | 13,519,732 » |
| Télégraphes et Téléphones .     | 96,316,830 »               | 103,888,113 »          | 9,571,283 »   | »            |
| TOTAUX. . . fr.                 | 1,722,783,372 76           | 1,693,178,113 »        | 24,555,469 24 | 51,160,729 » |
| Soit un mali total de . . . fr. |                            |                        | 29,605,259 76 |              |

Les dépenses présumées pour 1924 présentent, par rapport aux crédits votés, pour 1923, une augmentation de fr. 232,788,799.26, attribuable, en ordre principal, à la hausse du prix des combustibles, des matières et des pièces de rechange, à l'augmentation de l'indemnité familiale, à l'accroissement des charges financières et au transfert du Budget extraordinaire au Budget ordinaire des indemnités de vie chère allouées au personnel.

### Augmentation des tarifs.

Pour parer à ces charges nouvelles, il a nécessairement fallu envisager une augmentation des tarifs des différentes régies. N'est-il pas rationnel, en effet, de faire payer par les usagers du Chemin de fer, des Postes, des Télégraphes et Téléphones, les dépenses d'exploitation, plutôt que d'en mettre une partie à charge des contribuables?

Il va sans dire que si le coût de la vie s'abaissait, les tarifs seraient aussitôt diminués.

(1) Y compris les indemnités de vie chère s'élevant à 108,792,075 francs.

Dans cet ordre d'idées, les recettes ont été supputées en tenant compte des ressources nouvelles ci-après :

1° Majoration des tarifs du chemin de fer (voyageurs et marchandises) :

|                                  |                |             |
|----------------------------------|----------------|-------------|
| Voyageurs . . . . .              | fr. 72,000,000 |             |
| Marchandises . . . . .           | 72,000,000     |             |
| Accroissement du trafic. . . . . | 20,000,000     |             |
|                                  |                | <hr/>       |
|                                  |                | 164,000,000 |

2° Majoration du tarif postal intérieur . . . . . 10,000,000

3° Mise en vigueur du nouveau tarif téléphonique . . . . . 8,000,000

Soit au total. . . . fr. 

---

182,000,000

#### Marine.

En ce qui concerne l'Administration de la Marine, nous avons rappelé, dans l'Exposé général du Budget de 1923, que cette administration ne peut être que partiellement considérée comme une régie, une grande partie de son activité étant consacrée à assurer des services d'utilité publique. En d'autres termes, comme nous le disions alors, le montant du déficit accusé ne correspond pas en totalité à un déficit d'exploitation.

La seule amélioration sensible qui pourrait être actuellement apportée au Budget de la Marine serait obtenue si l'on décrétait le paiement des droits de pilotage en francs-or. On sait que la question soulevée par semblable mesure est complexe et doit être étudiée en commun par divers organismes. Ces études n'ont pas encore abouti à un résultat définitif.

#### Postes.

A la Poste, le mali de 13,519,732 francs pourrait pratiquement être supprimé par le relèvement du tarif international, qui serait porté de 50 à 75 centimes pour les lettres et de 30 à 40 centimes pour les cartes postales. Cette question est actuellement à l'examen.

Il est à noter que les recettes postales pour 1924 comprennent les ressources à provenir de la suppression de la franchise postale et celles constituées du fait que le Département des Finances remboursera à celui des Chemins de fer les rémunérations allouées au personnel du Service des chèques-postaux. Ces décisions n'ayant pas encore été arrêtées au moment où furent élaborés les Budgets des divers Départements, il en résultera des ajustements à faire, par voie d'amendement, au Budget de chaque Ministère intéressé.

#### Télégraphes et Téléphones.

L'Administration des Télégraphes et des Téléphones présente un Budget en boni, bien que les dépenses du compte d'exploitation aient été majorées du montant des indemnités de vie chère, portées anciennement à l'extraordinaire, et de l'augmentation de l'indemnité familiale. Ce boni est dû principalement à l'accroissement de recettes provoqué par :

1. — L'extension du service téléphonique;
2. — L'augmentation de 100 à 200 % de la surtaxe perçue pour les télégrammes sur l'étranger;
3. — Une augmentation de recettes de 8 millions à provenir du relèvement du tarif téléphonique qui sera vraisemblablement mis en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier prochain.

**Office central des imprimés.**

Le Budget de 1924 comprend pour la première fois un tableau distinct pour l'Office central des imprimés.

Ce tableau est en quelque sorte un compte pour ordre se soldant en recettes et dépenses, ces dernières étant ventilées entre tous les Départements pour compte desquels fonctionne l'Office.

**Résultats.**

En résumé, le mali global est de fr. 29,603,239.76, en diminution de 20 millions sur le mali prévu au budget de l'an dernier. Pour apprécier à toute sa valeur pareil résultat, il ne faut pas oublier que les comptes d'exploitation ont été grevés de charges nouvelles très importantes, dont la principale, comprenant les allocations pour indemnités de vie chère, dépasse 100 millions.

**Dépenses extraordinaires.**

Le tableau ci-après reproduit le montant des crédits extraordinaires votés pour 1923 et ceux sollicités pour 1924, par chaque administration :

| Administrations               | 1923                     | 1924        |
|-------------------------------|--------------------------|-------------|
| Chemin de fer . . . . .       | 151,083,081              | 214,305,000 |
| Marine . . . . .              | 5,013,951                | 20,000      |
| Postes . . . . .              | 18,554,475               | 5,178,800   |
| Télégraphes et Téléphones . . | 122,032,062              | 177,015,850 |
| TOTAL. . . . fr.              | 296,685,569              | 396,519,650 |
|                               | En plus : fr. 99,834,081 |             |

Les crédits proposés pour 1924 ne comprennent plus les indemnités de vie chère qui sont contenues dans les frais d'exploitation.

L'augmentation des crédits du chemin de fer est due : d'une part, au fait que, pour le service de la traction et du matériel, on a prévu une somme de 21,540,000 francs pour la commande de 600 wagons plats de 20 tonnes alors qu'en 1923 on s'est abstenu de toute demande d'extension de l'effectif du matériel de transport; d'autre part, à cette circonstance que, pour le service des voies et travaux, on a dû augmenter de 85,174,500 francs le crédit demandé pour travaux d'extension du railway afin de pouvoir faire face à l'accroissement très prononcé du trafic et de poursuivre l'exécution des lignes ferrées nécessaires pour desservir le bassin houiller de la Campine.

Quant à l'accroissement des sommes proposées pour les Télégraphes et les Téléphones, il est justifié, en ordre principal, par l'extension toujours croissante que prend le service téléphonique, ainsi que par le renchérissement des matières.

## BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE RAVITAILLEMENT.

|                                                                                |                  |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| Les recettes du Budget du Ravitaillement, pour 1924, sont évaluées à . . . . . | fr. 4,500,000    |
| Les dépenses à . . . . .                                                       | 2,234,923        |
| Excédent des recettes. . . fr.                                                 | <u>2,265,077</u> |

Il s'agit d'un service en liquidation.

Le budget qui le concerne a été dressé en vue de pouvoir poursuivre cette liquidation et de tirer parti des installations frigorifiques en attendant qu'une décision ait été prise au sujet de la destination à leur donner.

### RÉCAPITULATION.

Les propositions budgétaires pour l'exercice 1924 se présentent, dans leur ensemble, en recettes et en dépenses, avec leurs résultats, conformément au tableau ci-après :

| BUDGETS.                                          | DÉPENSES.        | RECETTES.       | EXCÉDENT         |                  |
|---------------------------------------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|
|                                                   |                  |                 | des recettes.    | des dépenses.    |
| Budgets ordinaires . . .                          | 3,354,224,565 83 | 3,343,672,220 » | »                | 8,552,345 83     |
| Budget extraordinaire . .                         | 501,743,080 »    | 6,839,500 »     | »                | 494,903,580 »    |
| Budget des dépenses recouvrables . . . . .        | 2,354 965,894 27 | 1,636,415,000 » | »                | 718,550,894 27   |
| Budget des régies :                               |                  |                 |                  |                  |
| 1 <sup>re</sup> Dépenses d'exploitation. . . . .  | 1,122,783,372 76 | 1,693,178,113 » | »                | 29,605,259 76    |
| 2 <sup>e</sup> Dépenses extraordinaires . . . . . | 396,519,650 »    | 427,000 »       | »                | 396,092,650 »    |
| Budget du Ravitaillement.                         | 2 234,923 »      | 4,500,000 »     | 2,265,077 »      | »                |
| TOTAUX . . . . .                                  | 8,332,471,485 86 | 6,687,031,833 » | 2,265,077 »      | 1 647,704 729 86 |
| Excédent des dépenses sur les recettes. . . . fr. |                  |                 | 1,645,439,652 86 |                  |

Il nous paraît inutile de revenir ici sur les réserves que nous avons faites au sujet des recettes de réparation ; elles ont évidemment une répercussion directe sur le solde accusé par le tableau ci-dessus.

## NOTRE POLITIQUE FINANCIÈRE

Nous venons d'analyser successivement chacun de nos projets de Budgets. Nous les avons comparés aux Budgets votés pour 1923. Le moment paraît venu de jeter un regard plus en arrière encore, afin d'apercevoir le chemin gravi depuis trois ans.

Reportons-nous au budget de 1920, le premier voté depuis l'armistice qui mérite véritablement ce nom. Rappelons-nous ses caractéristiques :

le Budget des régies est confondu avec les Budgets ordinaires.

le Budget extraordinaire englobe le ravitaillement et les dépenses recouvrables.

A l'ordinaire : 2,082 millions de dépenses,

1,602 millions de recettes,

480 millions de déficit.

Et cependant l'ordinaire est déchargé de bon nombre de dépenses improductives constituant pour la Nation de véritables versements à fonds perdus et qui y ont été transférés depuis.

Aux Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, les dépenses ordinaires atteignent 1,198 millions contre 712 millions de recettes, laissant un déficit de 486 millions, sans parler des dépenses extraordinaires.

Les dépenses de nature recouvrable figurent au Budget pour un total de 5 milliards et le Ravitaillement pour 2,088 millions, contre 1,559 millions de recettes ; simples prévisions.

Au total, les dépenses montent à près de 11 milliards et les recettes étaient insuffisantes à concurrence de 7 milliards et davantage.

En outre, des suppléments très notables restant à payer à mesure qu'arrivent à échéance les emprunts spéciaux contractés pour les besoins dudit exercice ; elles constituent, en fait, de véritables dépenses différées.

Petit à petit cependant l'épuration s'effectue.

En 1921 déjà les régies constituent un Budget spécial, de même que le Ravitaillement et les dépenses recouvrables. Mais, contrecarrés par les augmentations de traitements accordées en 1920, la création d'une indemnité de vie chère, la réalisation progressive des nombreuses lois votées en 1919 et 1920, les progrès sont très lents encore.

Ce n'est qu'en 1922 que les circonstances permettent au Gouvernement d'entrer plus délibérément dans la voie qu'il s'était tracée et de donner un plein développement à sa politique de réincorporation à l'ordinaire, la seule qui mène à l'assainissement final.

Alors que les crédits retirés en 1921 du Budget extraordinaire n'atteignaient que 6 millions, les transferts effectués aux Budgets ordinaires de 1922 montent à 51 millions.

Ils ont trait surtout à des dépenses d'ordre social telles que mesures de prophylaxie de la tuberculose, service et organisation sanitaire résultant des événements de guerre, prophylaxie des maladies vénériennes, encouragements aux institutions ayant pour but le placement gratuit des travailleurs, service médico-

pharmaceutique des associations mutualistes, toutes dépenses couvertes désormais par les ressources permanentes et normales de l'État.

Au Budget de 1923, un nouveau pas, particulièrement important, est franchi : D'une part, 124 millions passent du Budget extraordinaire et du Budget des Dépenses recouvrables au Budget ordinaire. Ils représentent pour leur très grande partie (104 millions) la charge du retrait des marks; le solde contient la consolidation de l'aide apportée aux communes et diverses dépenses sociales, telles que secours aux ouvriers devenus inaptes par suite de la guerre et allocations supplémentaires aux victimes d'accidents du travail se trouvant dans le besoin.

D'autre part, le Budget d'administration supporte une dépense supplémentaire de 38 millions de francs environ, représentant la part prélevée antérieurement sur les produits de la Poste au profit du Fonds communal.

La surcharge de l'ordinaire atteint donc au total 162 millions.

Nous n'insisterons pas sur les progrès révélés par le projet de Budget de 1924.

On sait qu'ils sont d'une double nature :

Continuation et achèvement de la politique d'incorporation à l'ordinaire d'abord : 153 millions comprenant les diverses dépenses suites de guerre et notamment l'indemnité de vie chère, figureront dorénavant à l'ordinaire.

Suppression de la recette compensatoire prélevée sur les réparations, ensuite. Sept milliards neuf cent millions de réparations déjà effectuées se trouvent consolidés grâce à l'abandon par le Budget des Voies et Moyens de plus de 477 millions de recettes d'origine allemande.

Et quelle est aujourd'hui la situation?

Le Budget ordinaire est pratiquement en équilibre malgré la surcharge qu'il reçoit de la présence dans ses colonnes de 200 millions de dépenses exceptionnelles.

Le Budget extraordinaire est épuré de toutes les charges improductives qui y figuraient jadis et peut être, croyons-nous, comparé aux Budgets extraordinaires d'avant-guerre.

Les Régies se suffisent à elles-mêmes, si l'on élimine les dépenses non industrielles qui figurent dans leur Budget.

Les Dépenses recouvrables sont en diminution de 610 millions, par rapport à l'année dernière.

Le Ravitaillement, en liquidation, n'a plus qu'un budget de quelques millions qui apparaît en boni.

Pour mesurer les étapes parcourues, il suffit de constater que si l'on avait conservé pour 1924 les cadres budgétaires de 1923, c'est-à-dire, si l'on n'avait pas renoncé aux recettes compensatoires de réparations et si l'on avait laissé à l'extraordinaire les crédits qui y figuraient, il y a un an, le Budget ordinaire eut été en boni de

622 millions.

Sur la base du Budget de 1922, le boni eût atteint

784 millions.

Sur la base du Budget de 1921, il eût été de

835 millions.

Ne sont-ce pas là des chiffres de nature à inspirer une légitime satisfaction?

Mais gardons-nous de tout optimisme excessif. Il serait aussi injustifié en ce moment qu'un sentiment quelconque de pessimisme et, nous l'avons déjà dit, notre confiance est à la fois conditionnelle et limitée.

Les résultats obtenus au cours de ces dernières années n'ont pas été sans réduire considérablement la marge de taxation existante.

Les impôts directs sont plus de onze fois plus lourds qu'avant guerre. Les impôts perçus par l'Administration de l'enregistrement, près de huit fois, sans parler de la taxe de transmission et de la taxe sur les factures, toutes deux d'un principe nouveau. Les droits d'accise et de douane sont respectivement 2.5 et 5.7 fois plus forts qu'en 1913.

Croit-on qu'il soit possible, dans l'une ou l'autre de ces catégories, de trouver de notables appoints de ressources?

Nous ne le pensons pas.

Et cependant tant que l'Allemagne ne paiera pas, au moins, le coût annuel de nos réparations, il est une catégorie de dépenses qui doit immanquablement augmenter : celles qui dérivent de notre dette publique.

A-t-on l'assurance que les plus-values normales d'impôts et les économies restant à réaliser seront suffisantes pour compenser cette surcharge? Et puis, n'est-il pas indispensable aussi que nous songions à consolider cette partie de notre dette qui ne possède pas de dotation d'amortissement, les avances de la Banque Nationale principalement? Que nous nous préparions à faire face aux redoutables échéances connues des plus prochaines années?

Nos efforts donc ne doivent pas seulement tendre au maintien de la situation acquise; de sérieux progrès restent à accomplir.

Ils exigent que nous appliquions avec autant de rigidité que par le passé le principe de la plus stricte économie.

Seule, cette méthode peut maintenir intact notre crédit, le besoin le plus essentiel d'une petite nation qui a 40 milliards de dettes.

Mais aujourd'hui du moins, l'étape parcourue avec une vaillance qui ne s'est jamais ralentie montre que si le pays continue à le vouloir fermement, son salut pour autant qu'il dépende de lui, n'est désormais plus douteux.

*Le Premier Ministre,  
Ministre des Finances,  
G. THEUNIS.*

---

## ANNEXE I.

## BUDGET DES VOIES ET MOYENS.

*Variations en sens positif ou négatif par rapport à 1923.*

|                                                                                                                          | Augmentations. | Diminutions. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|--------------|
| ART. 1. — Impôts cédulaires sur les revenus :                                                                            |                |              |
| Taxe mobilière . . . . . fr.                                                                                             | 65,000,000     | »            |
| Taxe professionnelle . . . . .                                                                                           | 40,000,000     | »            |
| » 2. — Impôt complémentaire sur le revenu global (supertaxe).                                                            | 90,000,000     | »            |
| » 3. — Impôt sur le mobilier . . . . .                                                                                   | »              | 10,000,000   |
| » 4. — Contribution personnelle à raison des domestiques et des chevaux . . . . .                                        | »              | 500,000      |
| » 5. — Taxe sur les automobiles et autres véhicules à moteur ou à vapeur . . . . .                                       | 20,000,000     | »            |
| » 6. — Taxe sur les spectacles ou divertissements publics . . .                                                          | 5,000,000      | »            |
| » 7. — Taxe sur les jeux et paris. . . . .                                                                               | 5,000,000      | »            |
| » 9. — Recettes diverses (contributions directes) . . . . .                                                              | 8,907,750      | »            |
| » 10. — Douanes. . . . .                                                                                                 | 41,000,000     | »            |
| » 11. — Accises . . . . .                                                                                                | 90 490,000     | »            |
| » 12. — Solde éventuel à encaisser par la Belgique sur les recettes communes avec le Grand-Duché de Luxembourg . . . . . | 2,500,000      | »            |
| » 13. — Recettes diverses (douanes et accises) . . . . .                                                                 | 225,750        | »            |
| » 14. — Enregistrement et transcription . . . . .                                                                        | 70,000,000     | »            |
| » 15. — Greffe . . . . .                                                                                                 | 200,000        | »            |
| » 16. — Hypothèques. Droits d'inscription . . . . .                                                                      | 1,700,000      | »            |
| » 17. — Successions . . . . .                                                                                            | 55,000,000     | »            |
| » 18. — Timbre et taxes de transmission et de luxe . . . . .                                                             | 290,000,000    | »            |
| » 20. — Amendes en matière d'impôts . . . . .                                                                            | 1,500,000      | »            |
| » 21. — Amendes de condamnations en matières diverses et dommages-intérêts . . . . .                                     | 1,000,000      | »            |
| » 22. — Taxe sur les associations sans but lucratif . . . . .                                                            | 100,000        | »            |
| » 23. — Rivières et canaux . . . . .                                                                                     | 4,200,000      | »            |
| » 24. — Part revenant à l'État dans le produit net des quais de l'Escaut, à Anvers . . . . .                             | 1,800,000      | »            |
| » 25. — Avant-port d'Ostende et bassin à flot de Nieuport. Droits de quai et de bassin . . . . .                         | 100,000        | »            |
| » 26. — Part revenant à l'État dans le produit net de l'avant-port de Gand . . . . .                                     | »              | 40,000       |
| » 28. — Forêts . . . . .                                                                                                 | 2,600,000      | »            |
| » 29. — Établissements et services régis par l'État. . . . .                                                             | 100,000        | »            |
| » 31. — Revenus des domaines . . . . .                                                                                   | 2,000,000      | »            |
| A REPORTER. . . . . fr.                                                                                                  | 798,423,500    | 10,510,000   |

|                                                                                                                                                                                                                      | REPORT. . . fr. | 798,423,500 | 10,540,000 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|-------------|------------|
| ART. 32. — Abonnements au <i>Moniteur</i> , etc., perçus par l'Administration des Postes . . . . .                                                                                                                   | 200,000         | »           | »          |
| » 33. — Produit de la vente des permis de pêche . . . . .                                                                                                                                                            | 44,000          | »           | »          |
| » 36. — Produits des droits de chancellerie et taxes consulaires. . . . .                                                                                                                                            | »               | 1,100,000   | »          |
| » 37. — Produits de la régie du <i>Moniteur</i> . . . . .                                                                                                                                                            | 100,000         | »           | »          |
| » 39. — Produits des laboratoires d'analyses de l'État. . . . .                                                                                                                                                      | 80,000          | »           | »          |
| » 40. — Produits de l'Office vaccino-gène de l'État . . . . .                                                                                                                                                        | 25,000          | »           | »          |
| » 41. — Produits des taxes d'expertise des viandes. — Produit des examens pour l'obtention du certificat d'expert des viandes . . . . .                                                                              | 25,000          | »           | »          |
| » 44. — Part réservée à l'État par la loi du 26 mars 1900 dans les bénéfices annuels réalisés par la Banque Nationale de Belgique . . . . .                                                                          | 1,000,000       | »           | »          |
| » 45. — Bonification d'un quart pour cent par semestre sur l'excédent de la circulation moyenne au delà de 275 millions de francs des billets de la Banque Nationale de Belgique. . . . .                            | 2,000,000       | »           | »          |
| » 46. — Produit du placement des fonds disponibles du Trésor . . . . .                                                                                                                                               | »               | 5,000,000   | »          |
| » 47. — Dividendes des actions de la Compagnie du Chemin de fer du Congo. . . . .                                                                                                                                    | 2,400,000       | »           | »          |
| » 48. — Intérêts et dividendes des actions de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux . . . . .                                                                                                             | 500,000         | »           | »          |
| » 50. — Intérêts d'obligations de sociétés d'armement maritime. . . . .                                                                                                                                              | »               | 8,815       | »          |
| » 51. — Quote-part de l'État dans les bénéfices de la Société nationale de crédit à l'industrie . . . . .                                                                                                            | 400,000         | »           | »          |
| » 53. — Abonnements au <i>Bulletin des Oppositions</i> et vente au numéro . . . . .                                                                                                                                  | »               | 35,000      | »          |
| » 54. — Produit de l'inspection sanitaire des animaux domestiques importés et exportés . . . . .                                                                                                                     | 2,000,000       | »           | »          |
| » 55. — Atelier de photographie des Ponts et Chaussées : produit de la vente de plans, documents, publications, annales, etc. . . . .                                                                                | 30,000          | »           | »          |
| » 56. — Produit de la vente de moulages et de photographies provenant des musées royaux du Cinquantenaire. . . . .                                                                                                   | 10,000          | »           | »          |
| » 57. — Droits d'inscription aux examens organisés par l'administration de l'enseignement normal . . . . .                                                                                                           | 25,000          | »           | »          |
| » 60. — Reliquats des comptes arrêtés par la Cour des Comptes. Déficit des comptables . . . . .                                                                                                                      | 60,000          | »           | »          |
| » 61. — Recouvrements d'avances faites par les divers départements . . . . .                                                                                                                                         | 300,000         | »           | »          |
| » 66. — Prélèvement sur les fonds de la masse d'habillement de la douane, à titre de remboursement d'avances, des frais de personnel du bureau spécial chargé du service de la masse. . . . .                        | 9,000           | »           | »          |
| » 70. — Part des provinces et des communes dans le paiement des pensions des instituteurs communaux . . . . .                                                                                                        | 2,880,000       | »           | »          |
| » 74. — Annuité à payer par la Société nationale des habitations et logements à bon marché du chef des avances qui lui ont été faites par l'État, conformément à l'article 10 de la loi du 11 octobre 1919 . . . . . | 3,987,500       | »           | »          |
| A REPORTER. . . . . fr.                                                                                                                                                                                              | 814,499,000     | 16,683,815  |            |

|                                                                                                                                                                                                                                        |                     |             |             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-------------|-------------|
|                                                                                                                                                                                                                                        | REPORT. . . . . fr. | 814,499,000 | 16,683,815  |
| ART. 78. — Remboursement des avances faites pour compte des provinces et des communes pour le paiement des traitements de disponibilité aux instituteurs et aux institutrices des écoles primaires gardiennes communales et adoptées . |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 950,000     | »           |
| » 79. — Subsidés offerts à l'État pour l'entretien et l'amélioration des bâtiments civils. . . . .                                                                                                                                     |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 325,000     | »           |
| » 80. — Subsidés offerts à l'État pour l'entretien des routes . . .                                                                                                                                                                    |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 50,000      | »           |
| » 81. — Quotes-parts de la pension à payer par les élèves de l'École militaire en vertu de la loi du 18 mars 1838 modifiée par celle du 8 août 1921 . . . . .                                                                          |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 190,000     | »           |
| » 82. — Prestations et cessions faites contre remboursement par les services relevant du Département de la Défense Nationale                                                                                                           |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 8,125,000   | »           |
| » 83. — Impôt spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.                                                                                                                                                                   |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 10 000,000  | »           |
| » 84. — Produit de la vente des navires allemands attribués à la Belgique en vertu de la Convention de Spa. . . . .                                                                                                                    |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 500,000     | »           |
| » 85. — Droits de recouvrement perçus par l'Office belge de vérification et de compensation. . . . .                                                                                                                                   |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | »           | 270,000     |
| » 86. — Reliquats au 31 décembre 1923 des Fonds de remploi supprimés au Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre (Ministère de la Défense Nationale) . . . . .                                                                   |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 10,816,000  |             |
| » 87. — Prélèvement sur le Budget des Régies de la part qui lui incombe dans les charges de la Dette publique portées à l'ordinaire. . . . .                                                                                           |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 33,941,781  | »           |
| » 88. — Remboursement par l'Allemagne des frais des troupes belges d'occupation . . . . .                                                                                                                                              |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | »           | 150,000     |
| <i>Produit supprimé :</i>                                                                                                                                                                                                              |                     |             |             |
| Prélèvement sur les recettes de réparation . . . . .                                                                                                                                                                                   |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | »           | 457,000,000 |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 879,396,781 | 474,103,815 |
| AUGMENTATION . . . fr.                                                                                                                                                                                                                 |                     |             |             |
|                                                                                                                                                                                                                                        |                     | 405,292,966 |             |

Les notes explicatives qui accompagnent le Budget des Voies et Moyens font connaître, en détail, les raisons des différences qu'il présente comparativement à 1923 et qui sont énumérées dans la liste ci-dessus.

## ANNEXE II.

*Statistique du personnel émergeant au Budget de l'État, non compris le personnel des Régies (Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes et Téléphones).*

| DÉPARTEMENTS.                                                                                         | Situation au        |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
|                                                                                                       | 31 juillet<br>1914. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1919. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1920. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1921. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1922. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1923. | 1 <sup>er</sup> juillet<br>1923. |
| <i>Finances :</i>                                                                                     |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . .                                                                          | 422                 | 367                              | 627                              | 806                              | 895                              | 975                              | 1,034                            |
| Service extérieur. . . . .                                                                            | 9,355               | 9,423                            | 9,916                            | 12,612                           | 13,149                           | 13,453                           | 14,213                           |
| TOTAL. . . . .                                                                                        | 9,777               | 9,790                            | 10,543                           | 13,418                           | 14,044                           | 14,428                           | 15,247                           |
| <i>Justice :</i>                                                                                      |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . .                                                                          | 216                 | 220                              | 275                              | 316                              | 335                              | 349                              | 349                              |
| Service extérieur et ouvriers<br>y rattachés . . . . .                                                | 2,167               | 2,130                            | 2,190                            | 2,528                            | 2,689                            | 2,600                            | 2,553                            |
| Ordre judiciaire . . . . .                                                                            | 1,875               | 2,020                            | 2,263                            | 2,694                            | 2,700                            | 2,669                            | 2,573                            |
| TOTAL. . . . .                                                                                        | 4,258               | 4,370                            | 4,728                            | 5,538                            | 5,724                            | 5,618                            | 5,475                            |
| <i>Affaires Étrangères :</i>                                                                          |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . .                                                                          | 149                 | 228                              | 378                              | 433                              | 499                              | 463                              | 430                              |
| Service extérieur. . . . .                                                                            | 199                 | 223                              | 236                              | 294                              | 297                              | 288                              | 278                              |
| TOTAL. . . . .                                                                                        | 348                 | 451                              | 614                              | 727                              | 796                              | 751                              | 708                              |
| <i>Intérieur et Hygiène :</i>                                                                         |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . .                                                                          | 120                 | 163                              | 180                              | 182                              | 187                              | 181                              | 175                              |
| Service extérieur, Gouver-<br>nements provinciaux et<br>Commissariats d'arron-<br>dissement . . . . . | 762                 | 821                              | 806                              | 844                              | 864                              | 881                              | 876                              |
| TOTAL. . . . .                                                                                        | 882                 | 984                              | 986                              | 1,026                            | 1,051                            | 1,062                            | 1,051                            |
| <i>Sciences et Arts :</i>                                                                             |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . .                                                                          | 180                 | 193                              | 204                              | 401                              | 444                              | 443                              | 432                              |
| Service extérieur et ensei-<br>gnement . . . . .                                                      | 3,664               | 3,594                            | 3,759                            | 4,196                            | 4,420                            | 4,568                            | 4,675                            |
| TOTAL. . . . .                                                                                        | 3,844               | 3,787                            | 3,963                            | 4,597                            | 4,864                            | 5,011                            | 5,107                            |
| <i>Agriculture :</i>                                                                                  |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . .                                                                          | 98                  | 96                               | 129                              | 144                              | 151                              | 151                              | 149                              |
| Service extérieur. . . . .                                                                            | 1,013               | 1,023                            | 1,202                            | 1,344                            | 1,360                            | 1,310                            | 1,284                            |
| TOTAL. . . . .                                                                                        | 1,111               | 1,119                            | 1,331                            | 1,488                            | 1,511                            | 1,461                            | 1,433                            |

| DÉPARTEMENT.                                                                 | Situation au        |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
|------------------------------------------------------------------------------|---------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
|                                                                              | 31 juillet<br>1914. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1919. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1920. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1921. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1922. | 1 <sup>er</sup> janvier<br>1923. | 1 <sup>er</sup> juillet<br>1923. |
| <i>Travaux publics :</i>                                                     |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . . . .                                             | 193                 | 193                              | 257                              | 279                              | 304                              | 271                              | 252                              |
| Service extérieur. . . . .                                                   | 3,410               | 3,466                            | 3,267                            | 3,393                            | 3,326                            | 3,280                            | 3,216                            |
| TOTAL. . . . .                                                               | 3,603               | 3,359                            | 3,524                            | 3,672                            | 3,630                            | 3,551                            | 3,468                            |
| <i>Industrie et Travail :</i>                                                |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . . . .                                             | 500                 | 440                              | 534                              | 580                              | 731                              | 447                              | 430                              |
| Service extérieur. . . . .                                                   | »                   | »                                | »                                | »                                | »                                | 269                              | 267                              |
| Ravitaillement . . . . .                                                     | »                   | 188                              | 436                              | 980                              | 602                              | 478                              | 89                               |
| TOTAL. . . . .                                                               | 500                 | 628                              | 970                              | 1,560                            | 1,333                            | 1,194                            | 786                              |
| <i>Défense Nationale :</i>                                                   |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale et<br>ouvriers des services<br>y rattachés . . . . . | 300                 | 411                              | 1 255                            | 1,609                            | 1 503                            | 1,218                            | 1,121                            |
| Service extérieur et ouvriers<br>y rattachés . . . . .                       | 3,595               | 3,322                            | 8,467                            | 9,774                            | 9,697                            | 8,113                            | 7,736                            |
| TOTAL. . . . .                                                               | 3,895               | 3,733                            | 9,722                            | 11,383                           | 11,200                           | 9,331                            | 8,857                            |
| <i>Colonies :</i>                                                            |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . . . .                                             | 318                 | 274                              | 270                              | 280                              | 275                              | 280                              | 275                              |
| Service extérieur. . . . .                                                   | »                   | »                                | 92                               | 98                               | 99                               | 100                              | 100                              |
| TOTAL. . . . .                                                               | 318                 | 274                              | 371                              | 378                              | 374                              | 380                              | 375                              |
| <i>Affaires Économiques :</i>                                                |                     |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |                                  |
| Administration centrale. . . . .                                             | »                   | 105                              | 437                              | 855                              | 1,011                            | 908                              | 854                              |
| Service extérieur et ouvriers<br>y rattachés . . . . .                       | »                   | »                                | 2,769                            | 2,693                            | 3,165                            | 2,803                            | 2,722                            |
| TOTAL. . . . .                                                               | »                   | 105                              | 3,226                            | 3,548                            | 4,176                            | 3,711                            | 3,576                            |
| TOTAL GÉNÉRAL . . . . .                                                      | 28,566              | 28,600                           | 39,978                           | 47,335                           | 48,703                           | 46,498                           | 46,083                           |

## ANNEXE III.

Dépenses effectuées par la Belgique et portées au débit de l'Allemagne.

Compte arrêté au 30 juin 1923.

|                                                                                      | Dépenses<br>en espèces. | Reprise<br>de charges. | Paiement<br>en titres. | Divers.       | TOTAL.        |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------|------------------------|---------------|---------------|
| <b>I. — DOMMAGES FINANCIERS :</b>                                                    |                         |                        |                        |               |               |
| a) Contributions de guerre. — Emprunt interprovincial. — Capital.                    | »                       | 2,280,000,000          | »                      | »             | 2,280 000,000 |
| Intérêts imputés sur les budgets belges pendant l'occupation . . .                   | 43,000 000              | »                      | »                      | »             | 43,000,000    |
| Intérêts payés jusqu'à la reprise par l'Etat et ajoutés au capital . .               | »                       | 67,800,000             | »                      | »             | 67.800 000    |
| Intérêts payés depuis cette date jusqu'au 30 juin 1923 . . . . .                     | 540,800,000             | »                      | »                      | »             | 540,800,000   |
| b) Dommages financiers des communes repris par l'Etat . . . .                        | »                       | 338,100,000            | »                      | »             | 338.100,000   |
| Intérêts payés par l'Etat depuis la reprise . . . . .                                | 59,500,000              | »                      | »                      | »             | 59,500,000    |
| Intérêts des emprunts contractés par l'Etat pour les dépenses recouvrables . . . . . | 918,000,000             | »                      | »                      | »             | 918,000,000   |
| Intérêts des titres de dommages de guerre échus au 30 juin 1923.                     | 535,500,000             | »                      | »                      | »             | 535,500,000   |
| Service des emprunts des régions dévastées. . . . .                                  | 151,400,000             | »                      | »                      | »             | 151,400,000   |
| <b>II. — DOMMAGES AU DOMAINE PUBLIC :</b>                                            |                         |                        |                        |               |               |
| 1° Chemins de fer de l'Etat :                                                        |                         |                        |                        |               |               |
| a) Voies et travaux . . . . .                                                        | 556,200,000             | »                      | »                      | »             | 556.200,000   |
| b) Traction et matériel. . . . .                                                     | 1,626,100,000           | »                      | »                      | »             | 1.626,100,000 |
| Matériel d'armistice : 471,900,000 marks-or à 3 francs le mark-or . . . . .          | »                       | »                      | »                      | 1,415,700,000 | 1,415,700,000 |
| c) Office de l'électricité. . . . .                                                  | 17,500 000              | »                      | »                      | »             | 17,500,000    |
| d) Marine. . . . .                                                                   | 25,000,000              | »                      | »                      | »             | 25,000,000    |
| 2° Chemins de fer concédés . . . .                                                   | 31,600,000              | »                      | 27,700,000             | »             | 59,300,000    |
| 3° Chemins de fer vicinaux. . . . .                                                  | 300,000,000             | »                      | »                      | »             | 300,000,000   |
| 4° Télégraphes et téléphones . . .                                                   | 184,700,000             | »                      | »                      | »             | 184,700,000   |
| 5° Postes . . . . .                                                                  | 2,900,000               | »                      | »                      | »             | 2,900,000     |
| A REPORTER. . . fr.                                                                  | 4,992 200,000           | 2,685,000,000          | 27,700 000             | 1,415 700,000 | 9,121 500,000 |

|                                                                                                 | Dépenses<br>en espèces. | Reprise<br>de charges. | Paiement<br>en titres. | Divers.       | TOTAL.         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------|------------------------|---------------|----------------|
| REPORT. . . fr.                                                                                 | 4,992,200,000           | 2,685,900,000          | 27,700,000             | 1,413,700,000 | 9,121,500,000  |
| 6° Voies navigables. . . . .                                                                    | 123,000,000             | »                      | »                      | »             | 123,000,000    |
| 7° Ports . . . . .                                                                              | 91,000,000              | »                      | »                      | »             | 91 000 000     |
| 8° { Voirie routière de l'Etat. . . . .                                                         | 80,300,000              | »                      | »                      | »             | 80,300,000     |
| { Voirie routière des communes. . . . .                                                         | 72,500,000              | »                      | »                      | »             | 72,500,000     |
| 9° Autres dommages au domaine pu-<br>blic de l'Etat. . . . .                                    | 113,300 000             | »                      | »                      | »             | 113,300,000    |
| III. — DOMMAGES AUX PROPRIÉTÉS<br>PRIVÉES :                                                     |                         |                        |                        |               |                |
| 1° Jugements des tribunaux de dom-<br>mages de guerre et avances admi-<br>nistratives . . . . . | 2,838,400,000           | »                      | 2,627,900,000          | »             | 5,466,300,000  |
| 2° Travaux de reconstruction effec-<br>tués directement par l'Etat . . . .                      | 1,167,000,000           | »                      | »                      | »             | 1,167,000,000  |
| 3° Reconstitution agricole . . . . .                                                            | 241,200,000             | »                      | »                      | »             | 241,200,000    |
| 4° Frais généraux de la restauration.                                                           | 402,000,000             | »                      | »                      | »             | 402,000,000    |
| IV. — DOMMAGES AUX PERSONNES :                                                                  |                         |                        |                        |               |                |
| 1° Victimes civiles :                                                                           |                         |                        |                        |               |                |
| Budget des Affaires économiques                                                                 | 327,200,000             | »                      | »                      | »             | 327 200,000    |
| Budget de la Dette publique . . .                                                               | 46,400,000              | »                      | »                      | »             | 46,400,000     |
| 2° Victimes militaires :                                                                        |                         |                        |                        |               |                |
| Budget de la Défense nationale . .                                                              | 404,200,000             | »                      | »                      | »             | 404,200,000    |
| Budget de la Dette publique . . .                                                               | 6,500,000               | »                      | »                      | »             | 6 500 000      |
| 3° Œuvre nationale des Invalides de<br>la guerre. . . . .                                       | 23,700,000              | »                      | »                      | »             | 23,700,000     |
|                                                                                                 | 10,930,900,000          | 2,685,900,000          | 2,655,600,000          | 1,413,700,000 | 17,638,100,000 |
| Frais des armées d'occupation . . . .                                                           | 623,600,000             | »                      | »                      | »             | 623,600,000    |
|                                                                                                 | 11,554,500,000          | »                      | »                      | TOTAL GÉNÉRAL | 18,311,700,000 |
| POUR MÉMOIRE :                                                                                  |                         |                        |                        |               |                |
| Dépenses effectuées avant l'armistice :                                                         |                         |                        |                        |               |                |
| Assistance aux prisonniers de<br>guerre . . . . .                                               | 250,000,000             | »                      | »                      | »             | 250,000,000    |
| Allocations aux familles de mobi-<br>lisés . . . . .                                            | 738,000,000             | »                      | »                      | »             | 738,000,000    |
|                                                                                                 | 12,542,500,000          | 2,685,900 000          | 2,655,600,000          | 1,413,700,000 | 19 299,700,000 |

## ANNEXE IV.

**Évaluation des sommes affectées aux réparations et prélevées  
sur les emprunts généraux de l'État.**

|                                                                                            |     |                  |                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----|------------------|----------------|
| Dépenses de réparation effectuées en espèces, au 30 juin 1923 . . . . .                    | fr. | 10,930,900,000   |                |
| Ajouter l'évaluation des dépenses en espèces du 2 <sup>e</sup> semestre 1923 :             |     |                  |                |
| Dépenses en espèces au 30 juin 1923.                                                       | fr. | 10,930,900,000   |                |
| Dépenses id. au 31 décembre 1922 . . . . .                                                 |     | 9,421,400,000    |                |
|                                                                                            |     | <hr/>            |                |
|                                                                                            |     | 1,809,500,000    | +1,809,500,000 |
|                                                                                            |     |                  | <hr/>          |
|                                                                                            |     |                  | 12,740,400,000 |
| Déduire :                                                                                  |     |                  |                |
| 1° Les sommes prélevées sur les emprunts des régions dévastées au 22 octobre 1923 :        |     |                  |                |
| 1 <sup>er</sup> emprunt . . . . .                                                          | fr. | 786,800,000      |                |
| 2° Id. , , . . . . .                                                                       |     | 975,100,000      |                |
| 3° Id. . . . .                                                                             |     | 7,500,000        |                |
|                                                                                            |     | <hr/>            |                |
|                                                                                            |     | 1,769,400,000    |                |
| Prévisions de dépenses sur le 3 <sup>e</sup> emprunt jusqu'au 31 décembre 1923 . . . . fr. |     | 200,000,000      |                |
|                                                                                            |     | <hr/>            |                |
|                                                                                            |     | 1,969,400,000    | —1,969,400,000 |
|                                                                                            |     |                  | <hr/>          |
|                                                                                            |     |                  | 10,771,000,000 |
| 2° Les paiements allemands, non compris l'armée d'occupation . . . . .                     | fr. | 4,229,600,000    |                |
| moins matériel d'armistice . . . . .                                                       |     | 1,415,700,000    |                |
|                                                                                            |     | <hr/>            |                |
|                                                                                            |     | 2,813,900,000    | —2,813,900,000 |
|                                                                                            |     |                  | <hr/>          |
|                                                                                            |     | RESTE. . . . fr. | 7,957,100,000  |
|                                                                                            |     |                  | <hr/>          |

Le capital au 31 décembre 1923 peut donc être évalué à 7,957,100,000 francs, chiffre qui, à 6 %, représente une charge d'intérêts de 477,426,000 francs.

(54)

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

ZITTINGSJAAR 1923-1924.

---

## BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN DER UITGAVEN

OVER HET DIENSTJAAR 1924.

---

### ALGEMEENE TOELICHTING

---

MIJNE HEEREN,

Ingevolge 's Konings bevelen, heb ik de eer de Algemeene Staatsbegrooting over het dienstjaar 1924, in negentien afzonderlijke wetsontwerpen, aan uwe beraadslagingen te onderwerpen.

De gewone Ontvangsten en Uitgaven maken het voorwerp uit van vijftien dezer ontwerpen.

De vier andere hebben betrekking op :

- de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven,
- de Begrooting der Uitgaven verhaalbaar ter uitvoering der Vredesverdragen,
- de Begrooting van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien,
- de Begrooting der Proviandeeringsontvangsten en -uitgaven.

Daarbij komt nog een twintigste wetsontwerp houdende de Begrooting der Ontvangsten en der Uitgaven voor order.

#### Onderzoek der Begrootingen door de Kamers.

Om den regelmatigigen gang der openbare diensten te verzekeren, is het wenschelijk, dat de begrootingen zoo spoedig mogelijk goedgekeurd worden.

De herziening van artikel 27 der Grondwet heeft het middel verstrekt om de taak der Wetgeving in dat opzicht te vergemakkelijken.

Voortaan is het mogelijk de methode van verdeeling van den arbeid, waarvan de gunstige gevolgen zich reeds in 1922 en in 1923 lieten gevoelen, daarop toe te passen.

Zooals voor gemelde jaren, werden de wetsontwerpen, betreffende de Begrooting, tusschen den Senaat en de Kamer der Volksvertegenwoordigers verdeeld.

H

Bij den Senaat werden ingediend :

het ontwerp van begrooting van Justitie,

- Id. van Buitenlandsche Zaken,
- Id. van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,
- Id. van Kunsten en Wetenschappen,
- Id. van Landbouw en van Openbare Werken,
- Id. van Nijverheid en Arbeid,
- Id. van Financiën,
- Id. van Bevoorrading.

Ter Kamer der Volksvertegenwoordigers werden neergelegd :

het ontwerp van begrooting van 's Lands Middelen,

- Id. van de Openbare Schuld,
- Id. van Dotatiën,
- Id. van Koloniën,
- Id. van Landsverdediging,
- Id. van de Gendarmerie,
- Id. van Economische Zaken,
- Id. van Onwaarden en Terugbetalingen,
- Id. van de Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven,
- Id. van de Uitgaven verhaalbaar ter uitvoering der Vredesverdragen,
- Id. van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen.

De Regeering rekent het zich ten plicht aldus te handelen.

Daarmee schikt ze zich naar den wensch die de Constituante geleid heeft bij het goedkeuren van de bepalingen van aard het stemmen over de begrootingen te bespoedigen.

Het ontwerp van Algemeene Begrooting wordt overigens te gelijker tijd aan de leden van beide wetgevende lichamen uitgedeeld, zoodat zij over de noodige gegevens beschikken om elk deel naar het geheel afzonderlijk te beoordeelen.

\* \* \*

Wat de volgorde betreft waarin de verschillende wetsontwerpen die de Algemeene Begrooting uitmaken, behooren onderzocht te worden, wenscht de Regeering de aandacht der Kamers te vestigen op het belang dat er in gelegen ware over de Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven niet meer in de laatste plaats te stemmen.

Het is licht te begrijpen dat die uitgaven, uit haren aard zelf, zich aan het regime der voorloopige twaalfden kwalijk aanpassen.

Aan de laattijdige goedkeuring van die Begrooting kleefte daarenboven dit onge-  
rief, dat de op 31 December daaraanvolgende verstrijkende termijn, benoodigd om de op een nieuw beginsel berustende uitgaven betaalbaar te stellen, tot enkele maanden verkort wordt.

**Plan der algemeene toelichting.**

Wij zullen in deze algemeene Toelichting achtereenvolgens elk der hiervoor opgesomde Begrootingen onderzoeken, te beginnen met die van 's Lands middelen, welke ze in zekere mate alle beheerscht.

Wij zullen daarna de gewone Beheersbegrootingen, de Begrooting der openbare Schuld en die der Onwaarden en Terugbetalingen bestudeeren.

Tenslotte zullen wij achtereenvolgens de buitengewone Begrooting, de Begrooting der uitgaven verhaalbaar ter uitvoering der Vredesverdragen, de Begrooting der Regiën en de Begrooting der Bevoorrading in oogenschouw nemen.

**BEGROOTING VAN 'S LANDS MIDDELEN.****Vooruitgang vergeleken met 1923.**

De Begrooting van 's Lands middelen over 1924 zal in de geschiedenis van ons naoorlogsch geldelijk herstel eene plaats van beteekenis innemen.

Den 23 Februari i.l. schreef de achtbare heer Mechelynck, Voorzitter van de Bestendige Commissie der Financiën, der Begrootingen en der Besparingen, in zijn verslag over het geheel der wetsontwerpen tot invoering van nieuwe fiscale middelen, welke enkele maanden te voren neergelegd waren : « De 202 millioen » ontvangsten welke men daarvan verwacht, wijzen op een nieuw stadium in » de consolideering van 's Rijks financiën. Zij verzekeren het evenwicht tusschen » de gewone ontvangsten en de gewone uitgaven der Begrooting, met inbegrip » der uitgaven- oorlogsgevolgen welke de Vredesverdragen ten laste van België » gelaten hebben ».

In werkelijkheid is dat belangrijk stadium, van nu af reeds, ver overschreden.

In de Begrooting over 1924 dekken onze normale inkomsten niet enkel de gewone uitgaven en de uitgaven- oorlogsgevolgen, zij verzekeren daarenboven ook nog — zooals verder zal blijken — den dienst van bijna 8 milliard leeningen bestemd tot herstel onzer schade.

**Gewone ontvangsten.**

Onze voorzieningen van *belastingontvangsten* bereiken

2,788 millioen

dus 777 millioen of 38  $\frac{1}{2}$  t. h. meer dan de in de vorige Begrooting voorziene fiscale ontvangsten.

De *gewone ontvangsten* van den Staat beloopen :

3,016 millioen

en zijn, vergeleken met verleden jaar, met 807 millioen vooruitgegaan.

Die belangrijke verhooging van 's Lands middelen spruit voort uit twee oorzaken : de in 1923 ingediende wetten eerst, den in het heffen der bestaande belastingen verwezenlijkten vooruitgang, vervolgens <sup>(1)</sup>.

---

(1) De schoonmelingen in min of in meer van 's Lands Middelen worden in eene bij deze algemeene toelichting gevoegde tabel omstandig opgegeven.

\*  
\* \*

Geweten is dat nieuwe inkomsten werden gevraagd van verschillende fiscale maatregelen :

verhooging der taxe op de automobielen en andere stoom- of motorvoertuigen ;  
opvoering van sommige bedragen van de belasting op het inkomen, belasting op roerende zaken en supertaxe namelijk ;  
wijzigingen in de zegel-, registratie-, griffie-, hypotheek- en erfenisrechten ;  
invoering van een recht op de facturen, aanvulling der overdrachtstaxe ;  
uitbreiding der weeldetaxe ;  
vermeerdering der rechten op de suiker, de druivensuiker en de tabak ;  
invoering van een recht op de lucifers ;  
modernmaking, ten slotte, van ons toltarief, waarvan de tot dusver in zwang zijnde, ouderwetsche, indeeling de weelde- of waardevoorwerpen samensmolt met de massa der goederen tot welker soort zij behoorden.

De verhoogingen van de ontvangsten der bestaande belastingen brengen het bewijs bij dat de Belgische schatplichtige, met eene vaderlandsliefde die onze hulde afdwingt, voor zijnen fiscaal plicht, hoe zwaar die ook weze, niet terugdeinst. Zij strekken ook tot eer van het Beheer dat, te gelijk met eene inwendige herinrichting, het hoofd heeft weten te bieden aan eene taak waarvan de ontzaglijke omvang uit onderstaande tabellen blijkt.

**TABEL.**

houdende, in millioen frank,

*de opbrengst der, overeenkomstig de Begrootingen van s' Lands middelen, geïnde belastingen en andere gewone ontvangsten.*

| Aanduiding der middelen.              | Gedane invorderingen. |         |                      |                      | Begrootingsraming, n. |                      |       |
|---------------------------------------|-----------------------|---------|----------------------|----------------------|-----------------------|----------------------|-------|
|                                       | 1913                  | 1919    | 1920                 | 1921                 | 1922                  | 1923                 | 1924  |
| <i>Belastingen.</i>                   |                       |         |                      |                      |                       |                      |       |
| Rechtstreeksche belastingen . . . fr. | 85                    | 135     | ( <sup>1</sup> ) 329 | ( <sup>2</sup> ) 611 | ( <sup>3</sup> ) 717  | ( <sup>3</sup> ) 723 | 947   |
| Douanen . . . . . (1) 74              | (1) 74                | (1) 154 | (1) 218              | (1) 256              | 260                   | 384                  | 425   |
| Accijnzen . . . . . (1) 141           | (1) 141               | (1) 85  | (1) 215              | (1) 288              | 245                   | 260                  | 353   |
| Registratie . . . . .                 | 84                    | 192     | 305                  | 351                  | 605                   | 644                  | 1,063 |
| Al de belastingen te zamen . . . fr.  | 384                   | 566     | 1 067                | 1,506                | 1,827                 | 2,011                | 2,788 |
| Tolgelden . . . . . fr.               | 5                     | 1       | 2                    | 2                    | 3                     | 4                    | 10    |
| Kapitalen en inkomsten . . . . .      | 35                    | 78      | 75                   | 107                  | 87                    | 104                  | 112   |
| Terughbetalingen . . . . .            | 9                     | 47      | 91                   | ( <sup>3</sup> ) 108 | 78                    | 89                   | 106   |
| Al de gewone inkomsten te zamen . fr. | 433                   | 692     | 1,235                | 1,723                | 1,995                 | 2,208                | 3,016 |

(1) Die cijfers omvatten de aan het Gemeentefonds en aan het Bijzonder Fonds toegekende sommen.

(2) Met inbegrip van het aandeel der provinciën en der gemeenten.

(3) Na aftrek der Compensatie- ontvangst, welke met de geldelijke lasten der Regiën, zegge 150 millioen frank, overeenstemt.

Onder den volgenden vorm voorgelegd — met de uitslagen over 1913 tot grondslag ter vergelijking — is de tabel nog welsprekender.

**TABEL**

houdende, percentsgewijze, in verhouding tot 1913,  
de opbrengst der overeenkomstig de Begrootingen van 's Lands Middelen  
geïnde belastingen en andere gewone ontvangsten.

| Aanduiding der middelen.                  | Gedane invorderingen. |      |       |       | Begrootingsramingen. |      |       |
|-------------------------------------------|-----------------------|------|-------|-------|----------------------|------|-------|
|                                           | 1913                  | 1919 | 1920  | 1921  | 1922                 | 1923 | 1924  |
| <i>Belastingen.</i>                       | —                     | —    | —     | —     | —                    | —    | —     |
| Rechtstreeksche belastingen. . . . .      | 100                   | 138  | 387   | 719   | 843                  | 851  | 1,114 |
| Donanen. . . . .                          | 100                   | 208  | 294   | 346   | 351                  | 519  | 574   |
| Accijnzen . . . . .                       | 100                   | 60   | 152   | 204   | 174                  | 184  | 250   |
| Registratie . . . . .                     | 100                   | 229  | 363   | 418   | 720                  | 766  | 1,265 |
| Al de belastingen te zamen . . . . .      | 100                   | 147  | 278   | 392   | 476                  | 524  | 726   |
| Tolgeden . . . . .                        | 100                   | 20   | 40    | 40    | 60                   | 80   | 200   |
| Kapitalen en inkomsten . . . . .          | 100                   | 223  | 214   | 306   | 219                  | 297  | 320   |
| Terugbetalingen . . . . .                 | 100                   | 522  | 1,011 | 1,200 | 866                  | 989  | 1,177 |
| Al de gewone inkomsten te zamen . . . . . | 100                   | 159  | 285   | 398   | 461                  | 510  | 696   |

Laat ons even opmerken dat bovenvermelde cijfers geen volledig beeld geven van den last die op den Belgischen belastingsschuldige drukt.

Zij houden, inderdaad, geen rekening, noch met de lokale door provincies en gemeenten geheven taxes, noch met de door hen op de Staatsbelastingen gevestigde opcentiemen.

Zij begrijpen enkel de onveranderlijke aandeelen in de rechtstreeksche belastingen, welke de Staat terzelfder tijd voor zichzelf en voor rekening der gemeenten en provincies heft en waarvan het bedrag voorkomt in de Begrooting der Onwaard en Terugbetalingen.

Nochtans werden, ten einde eene vergelijking der cijfers mogelijk te maken, de sommen welke tot het Gemeentefonds en het Bijzonder Fonds bestemd zijn — sommen welke voorheen in de Begrooting niet vermeld werden — onder de fiscale ontvangsten van vóór 1922 begrepen.

Maar het draagvermogen der belastingsschuldigen heeft zijne perken. Het is anderzijds niet voldoende nieuwe belastingen in te voeren; men moet zich beijveren ze in de zeden te doen dringen, de inning er van te verzekeren en na te gaan.

De Regeering is dan ook de meening toegedaan dat voor 1924 geene belangrijke fiscale nieuwigheid dient te worden tegemoet gezien.

Eerstdaags kunnen alleen verhoogingen der ontvangsten verwacht worden van de toepassing zelve der bestaande wetten. De in den laatsten tijd bekomen uitslagen zijn te dien aanzien heel bemoedigend.

Het ware wenschelijk dat de Kamers zich zouden beijveren de fiscale bepalingen waarover zij nog moet uitspraak doen, nog vóór het begin van het aanstaand dienstjaar tot wet te verheffen.

**Uitzonderlijke ontvangsten en compensatie-ontvangsten.**

Bij de 3,016 miljoen gewone ontvangsten die het hoofdbestanddeel uitmaken der Begrooting van 's Lands Middelen moeten gevoegd worden *buitengewone ontvangsten* tot een bedrag van

29 miljoen in ronde cijfers

en sommige *compensatie-ontvangsten* waarover wij nog meer zullen uitweiden : er zijn er twee.

De eerste dier compensatie-ontvangsten houdt verband met den dienst van het gedeelte van de algemeene leeningen der Schatkist, dat aangewend wordt tot de uitgaven van eersten aanleg der Regieën, en dat, zoo deze zelfstandige nijverheidsinrichtingen waren, al de kenmerken zou bezitten eener obligataire schuld.

De *financiële lasten der Regieën* beloopen, op de Begrooting over 1924,

199 miljoen.

De tweede compensatie-ontvangst is van Duitschen oorsprong en komt voor op de Begrooting

voor ongeveer 103 miljoen frank,

forfaitair bedrag van de *kosten der Belgische bezettingstroepen*.

Zooals men ziet, wordt op de *herstelontvangsten* niets meer voorafgenomen, De 457 miljoen compensatie-ontvangsten, welke op de Begrooting over 1923 voorkwamen als dekking van dat gedeelte der algemeene openbare schuld dat op de gewone gebracht werd alhoewel het tot hersteldoelinden aangewend werd, zijn totaal verdwenen uit de Begrooting over 1924.

Die verdwijning, door de Regeering ten minste ten deele in uitzicht gesteld bij de bespreking der laatste Begrooting der Verhaalbare Uitgaven en waarop dient aangedrongen, vergt enkele woorden uitleg.

Zij mag niet opgevat worden als eene verzaking aan het aandeel in de vergoedingen dat ons verschuldigd en ons volstrekt noodzakelijk is. Zij spruit enkel voort uit kommernis omtrent de toekomst.

**Waarom de compensatie-ontvangst wegens herstel afgeschaft werd.**

Is het inderdaad niet onontbeerlijk dat wij er ons van nu af aan op voorbereiden een gedeelte van den herstellast voorgoed voor onze rekening te nemen? Om die vraag te beantwoorden, wezen hier enkele cijfers en feiten aangehaald.

De intergeallieerde overeenkomsten van Spa en van Londen verleenden ons rechten ter bekoming van 8 t. h. van een totaal van ongeveer 132 milliard goudmark, zegge circa 10  $\frac{1}{2}$  milliard goudmark.

Die 10  $\frac{1}{2}$  milliard goudmark volstaan ternauwernood om onze rechtstreeksche schade te dekken; zooals men weet werd deze, in Februari 1921, op ongeveer 37  $\frac{1}{2}$  milliard frank geraamd.

Maar tusschen de 37  $\frac{1}{2}$  milliard frank te herstellen schade en de 10  $\frac{1}{2}$  milliard

te ontvangen goudmark is een allergrondigst verschil : de eerste hebben eene zekere, onmiddellijke waarde, de tweede eene wisselvallige en onbepaalde waarde.

Men weet dat de Regeering, welke stoffelijke redenen ook zij kan inroepen om het betalen der herstellingen te verschuiven, en niettegenstaande de allergrootste geldelijke moeilijkheden, geene vertraging heeft willen brengen in het uitvoeren van een werk waarbij, volgens haar, 's lands gemeenschapsgevoel op 't spel staat. De schade is dus ofwel betaald, ofwel heel binnenkort te betalen, meestentijds brengt zij interest op; haar bedrag is tastbare werkelijkheid.

Hetzelfde geldt echter niet voor de van Duitschland te ontvangen betalingen.

De 10  $\frac{1}{2}$  milliard aan België toegekende goudmark omvatten 4 milliard van de door den Betaalstaat van Londen A en B Bons geheeten obligaties, en 6  $\frac{1}{2}$  milliard C Bons. Maar al hebben de A en B Bons zekere leefbaarheid vermits zij interest opbrengen — eenen overigens ontoereikenden interest, want 5% beantwoordt niet aan Duitschlands buitenlandsch crediet — en zij eene aflossingsannuïteit hebben, heelemaal anders is het met de C Bons gesteld.

Die Bons zullen maar werkelijk beginnen te bestaan, wanneer de Commissie van Herstel zal achten dat de middelen van Duitschland toereikend zijn om den dienst er van te verzekeren en dan nog maar voor zoover die toereikend zullen bevonden worden. Zij hebben dus slechts eene tevens verminderde en onzekere waarde :

verminderde waarde, want de berekeningen van samengestelden interest bewijzen dat de « actueele waarde » van eene, na een zeker aantal jaren, te ontvangen som ver beneden dezer naamwaarde blijft;

onzekere waarde, want het is feitelijk onmogelijk een getal op te geven voor eene, na een onbekend aantal jaren te ontvangen som.

#### Consolideering van 7,957 miljoen voor herstel.

Kortom, wij kunnen tegenover ongeveer 37  $\frac{1}{2}$  milliard frank uitgaven, een onbekend bedrag ontvangsten stellen, bedrag waarvan de waarde thans, in alle geval, merkbaar beneden het theoretisch maximum van 10  $\frac{1}{2}$  milliard goudmark blijft.

Daaruit volgt dat onze rechtstreeksche schade onvermijdelijk niet geheel door Duitschland zal hersteld worden.

't Is daarom dat wij gemeend hebben van nu af een belangrijk deel der reeds gedane herstellingen te moeten torsen en van alle vooraflichting, op de Deutsche betalingen, ten bate van 's Lands middelen, te moeten afzien.

Hadden wij, voor 1924, aan het beginsel zelf van die vooraflichtingen niet verzaakt, dan moesten wij 477,426,000 frank in ontvangst boeken.

Tegen 6% vertegenwoordigt die som een kapitaal van 7,957 miljoen.

Doordat wij den last van dat kapitaal op ons nemen, beschouwen wij het, als 't ware, als verloren.

Zoodoende zijn wij op den weg der begrotingssaneering verder gegaan dan wij vóór een jaar dorsten verhoplen.

Toentertijde schreven wij, naar aanleiding van het verwijderd oogmerk dat wij

bereiken moeten na in onze politiek van herinlijving bij de gewone geslaagd te zijn :

« Dient niet eveneens geleidelijk verzaakt te worden aan de compensatie-uitgaven wegens herstel, ten einde het evenwicht van de gewone te onttrekken aan de werking van factoren die wij niet beheerschen? »

En wij voegden daaraan toe : « Zulks kan natuurlijk de taak van één jaar niet zijn. Ten minste moeten wij ons zonder verwijl daaraan wijden <sup>(1)</sup>. »

Men ziet dus dat onze pogingen, van 't eerste jaar af, bekroond werden met eenen volkomen bijval, dien wij voortaan gestadig moeten trachten te bevestigen.

## GEWONE UITGAVEN.

### Onderverdeeling der gewone Begrootingen.

Voor hem die zich van den onafgebroken gang der openbare uitgaven eene voorstelling wil vormen, is het onontbeerlijk de gewone Begrootingen in drie afzonderlijke categorieën te onderverdeelen.

De eerste omvat maar eene Begrooting, maar dat is er dan ook eene van belang : de Begrooting der Openbare Schuld.

De tweede omvat twaalf gescheiden Begrootingen : de Begrootingen der verschillende ministerieele Departementen, die der Gendarmerie en die der Dotatiën. Men is gewoon ze kortweg « Beheersbegrootingen » te noemen.

De derde categorie, ten slotte, bestaat uit de Begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen, t. l. z. voornamelijk die der terugstortingen door den Staat aan de provinciën en aan de gemeenten.

De gewone Begrootingen kunnen aldus in onderstaanden beknopten vorm met die van vorig jaar vergeleken worden.

|                                       | 1923                    | 1924                    |
|---------------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Openbare Schuld . . . . .             | 1,213,001,786 73        | 1,383,415,885 86        |
| Beheersbegrootingen. . . . .          | 1,429,858,184 10        | 1,587,482,979 97        |
| Onwaarden en Terugbetalingen. . . . . | 349,995,500 »           | 383,325,700 »           |
| TOTAAL der gewone Begrootingen fr.    | <u>2,992,855,470 83</u> | <u>3,354,224,565 83</u> |

Hierna zullen wij de uitgaven van ieder der aangeduide categorieën onderzoeken, daarbij beginnend met de Beheersbegrootingen : die trekken immers vooral de aandacht van het land : onder de gewone begrootingen zijn zij de eenige die voor besnoeiingen vatbaar zijn.

(1) Zie Algemeene Toelichting der Begrooting over 1923, blz. 51.

**BEHEERSBEGROOTINGEN.**

Voorwaarden die hunne opmaking beheerscht hebben

De Beheersbegrootingen over 1924 werden in de ongunstigste voorwaarden opgemaakt.

Alles doet inderdaad veronderstellen dat de prijzen, in hunne schommelingen rond eene middenlijn, in October 1923 een van hunne tijdelijke maxima bereikt hebben.

Den gang van daling en rijzing der door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid bekendgemaakte en hieronder opgenomen, prijzen in 't klein, daaromtrent te raadplegen, is heel belangwekkend.

**Schommeling der prijzen in 't klein.**

*Eenvoudige index-numbers* (grondslag : April 1914 = 100).

|                     | 1920 | 1921 | 1922 | 1923 |
|---------------------|------|------|------|------|
| Januari . . . . .   | 396  | 450  | 387  | 383  |
| Februari . . . . .  | 420  | 434  | 380  | 397  |
| Maart . . . . .     | 445  | 411  | 371  | 408  |
| April . . . . .     | 461  | 399  | 367  | 409  |
| Mei . . . . .       | 471  | 389  | 365  | 413  |
| Juni . . . . .      | 462  | 384  | 366  | 419  |
| Juli . . . . .      | 453  | 379  | 366  | 429  |
| Augustus . . . . .  | 463  | 384  | 366  | 439  |
| September . . . . . | 471  | 386  | 371  | 453  |
| October . . . . .   | 477  | 391  | 376  | 458  |
| November . . . . .  | 476  | 394  | 384  |      |
| December . . . . .  | 468  | 393  | 384  |      |

**Vergelijking met de Begrootingen over 1923.**

En niettegenstaande die ongunstige omstandigheden, konden de algemeene onkosten der Natie niet alleenlijk op het peil van het vorig jaar behouden blijven, doch zelfs eene inkrimping boeken waarvan de zedelijke draagwijdte verder reikt dan die der cijfers.

Indien, inderdaad, bij het lezen van de tabel waarin ze gegroepeerd werden, de uitgaven van Beheer hooger blijken, dan is dat enkel te wijten aan de voortzetting van de saneeringspolitiek der Regeering die er aan gehouden heeft de buitengewone Begrooting te zuiveren van de onvruchtbare uitgaven welke er in vermeld stonden en verder te gaan in het afschaffen van de wederbeleggingsgelden.

Na de eerste bekomen uitslagen te hebben geschetst, zegde zij U in de Algemeene toelichting van verleden jaar :

« Maar wat blijft nog te verrichten!

» Om tot eenen volkomen gezonden budgetairen toestand terug te komen, zouden niet vooreerst de thans op de buitengewone voorkomende 190 miljoen frank voor uitgaven gevolgen des oorlogs op de gewone moeten overgeschreven worden? » <sup>(1)</sup>.

Die overbrenging is thans geschied en niemand zal het belang van dien voor-

<sup>(1)</sup> Zie Algemeene toelichting van de Begrooting over 1923, blz. 51.

uitgang betwisten. Bij het onderzoek van de Begrooting van 's Lands Middelen, hebben wij opgemerkt dat hij niet op zich zelf staand is en dat, in eene andere richting, een afzienlijke weg afgelegd werd dank zij de weglating van elke compensatie-ontvangst op het herstel voorafgenomen.

Die dubbele verbetering zal het kenmerk zijn van de Begrooting over 1924.

In vergelijking met 1923, worden de gewone en uitzonderlijke uitgaven van beheer over 1924, per Ministerie en dienst, vastgesteld volgens onderstaande tabel :

### Uitgaven van beheer.

| AANDUIDING DER BEGROOTINGEN.               | BEDRAG DER BEGROOTINGEN.                                         |                           | VERSCHILLEN.       |                      |
|--------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------------------|----------------------|
|                                            | gestemd<br>voor 1923<br>(met inbegrip<br>van de<br>bijredielen). | voorgesteld<br>voor 1924. | Verhoo-<br>gingen. | Vermin-<br>deringen. |
| Dotatiën. . . . .                          |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 11,679,646                                                       | 12,045,034                | 365,388            | „                    |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | „                                                                | „                         | „                  | „                    |
| Justitie . . . . .                         |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 104,631,400                                                      | 103,528,188               | „                  | 1,103,212            |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 1,135,000                                                        | 12,403,892                | 10,968,892         | „                    |
| Buitenlandsche Zaken. . . . .              |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 19,624,963                                                       | 18,617,048 50             | „                  | 1,007,914 50         |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 7,844,000                                                        | 8,242,963 50              | 398,963 50         | „                    |
| Binnenl. Zaken en Volksgezondheid. . . . . |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 38,864,283                                                       | 41,001,208                | 2,136,925          | „                    |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 4,520,900                                                        | 5,124,917                 | 604,017            | „                    |
| Kunsten en Wetenschappen. . . . .          |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 282,068,298 10                                                   | 284,585,648 97            | 2,517,350 87       | „                    |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 5,335,825                                                        | 25,674,239                | 20,338,414         | „                    |
| Landbouw . . . . .                         |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 27,482,565                                                       | 28,334,949                | 852,384            | „                    |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 190,000                                                          | 1,866,518                 | 1,676,518          | „                    |
| Openb. Werken. . . . .                     |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 81,881,940                                                       | 81,452,600                | „                  | 429,340              |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 2,919,095                                                        | 8,334,248                 | 5,415,153          | „                    |
| Nijverheid en Arbeid. . . . .              |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 132,996,863                                                      | 144,757,487               | 11,760,624         | „                    |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 30,023,500                                                       | 26,373,901                | „                  | 3,649,599            |
| Koloniën . . . . .                         |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 5,150,470                                                        | 6,046,509                 | 896,039            | „                    |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | „                                                                | 452,427                   | 452,427            | „                    |
| Landsverdediging . . . . .                 |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 494,487,877                                                      | 486,197,225               | „                  | 8,290,652            |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 100,000                                                          | 61,627,375                | 61,527,375         | „                    |
| Gendarmerie . . . . .                      |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 52,278,105                                                       | 53,772,168                | 1,494,063          | „                    |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | „                                                                | 3,300,000                 | 3,300,000          | „                    |
| Financiën . . . . .                        |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 121,606,566                                                      | 125,625,964               | 4,019,398          | „                    |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 3,384,888                                                        | 46,876,855                | 43,491,967         | „                    |
| Economische Zaken. . . . .                 |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 1,643,000                                                        | 1,445,615                 | „                  | 197,385              |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 9,000                                                            | 99,000                    | 90,000             | „                    |
| TOTAAL. . . . .                            |                                                                  |                           |                    |                      |
| { Gewone uitgaven. . . .                   | 1,374,395,976 10                                                 | 1,387,409,644 47          | 24,042,171 87      | 11,028,503 50        |
| { Uitzonderlijke uitgaven.                 | 55,462,208                                                       | 200,073,335 50            | 148,260,726 50     | 3,649,599            |
| ALGEMEEN TOTAAL. . . fr.                   | 1,429,858,184 10                                                 | 1,587,482,979 97          | 172,302,898 37     | 14,678,102 50        |
|                                            |                                                                  |                           | 157,624,795 87     |                      |

**De verhoogingen der uitgaven zijn louter schijnbaar.**

Die tabel waarin, op 't eerste zicht, bijna enkel verhoogingen van uitgaven bemerkt worden, vergt eenige woorden uitleg. Men merkt vooreerst op dat de verhooging van

157,624,795 frank,

welke er in voorkomt, hoofdzakelijk voortvloeit uit nieuwe uitzonderlijke lasten.

Zij bereiken 114,611,127 frank

terwijl de bestendige lasten slechts

13,013,668 frank beloopten.

Die eerste vaststelling heeft haar belang. De uitzonderlijke uitgaven hebben inderdaad een tijdelijk karakter; hun peil staat thans zeer hoog doch men moet verhoppen dat het in de toekomst zal slinken.

Tweede opmerking : bewuste credietverhoging van 157,624,795 frank houdt in geen deele verband met nieuwe uitgaven van den Staat.

Die verhoging wordt door twee budgetaire nieuwigheden van verschillenden aard veroorzaakt :

eerstens van de uitgaven — oorlogsgevolgen — met inbegrip van den duurtetoeslag, van de buitengewone naar de gewone,

daarna, de afschaffing van de wederbeleggingsgelden.

De eerste van die maatregelen heeft de gewone overlast met de volgende uitgaven, waarvan zij certijds vrij was :

|                                                            |     |                    |
|------------------------------------------------------------|-----|--------------------|
| Tijdelijke en veranderlijke duurtetoeslag . . . . .        | fr. | 85,751,667         |
| Andere uitgaven : oorlogsgevolgen <sup>(1)</sup> . . . . . |     | 67,269,420         |
| <b>TOTAAL.</b> . . . .                                     | fr. | <b>153,021,087</b> |

(1) Hieronder de opsomming der voornaamste uitgaven van die categorie :

*Ministerie van Justitie :*

Toelage aan het Nationale Werk voor Oorlogswaarden . . . . . fr. 6.450,000 »

*Ministerie van Nijverheid en Arbeid :*

Toelage aan het Nationale Crisisfonds . . . . . fr. 5,275,000 »

Gebeurlijke tusschenkomst van den Staat in het op den verkoop van Belgische koopwaren in 't buitenland geleden verlies . . . . . 500,000 »

5.775,000 »

*Ministerie van Landsverdediging :*

Tijdelijke diensten (wedden, materieel, enz.) . . . . . fr. 4,060,170 »

Pensioenen voor ouderdom in dienst en uit den oorlog voortvloeiende nationale orden . . . . . 12,491,000 »

Dienst der militaire begraafplaatsen . . . . . 3,902,000 »

Andere uitgaven-oorlogsgevolgen . . . . . 9,000,000 »

29,453,170 »

*Ministerie van Financiën :*

Toelagen aan het Strijdersfonds . . . . . fr. 25,091,250 »

Uitzonderlijke herstellingen aan de domaniale goederen . . . . . 500,000 »

25,591,250 »

**ALGEMEEN TOTAAL.** . . . . fr. **67,269,420 »**

Wat de reeds vroeger ondernomen en over 1924 doorgezette afschaffing van de wederbeleggingsgelden betreft, zij heeft tot doel sommige tot nog toe in de Begrooting van Ontvangsten en Uitgaven voor order geboekte uitgaven in de Beheersbegrootingen op te nemen.

|                                                                                                                |                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Uit dien hoofde stijgen verschillende credieten van Landsverdediging, te zamen, met. . . . .                   | fr. 16,427,000 |
| en enkele andere in de Begrooting van Landbouw en Openbare Werken (Diensten van Landbouw) vermeld met. . . . . | 1,545,000      |
|                                                                                                                | <hr/>          |
| TE ZAMEN. . . . .                                                                                              | fr. 17,972,000 |
|                                                                                                                | <hr/>          |

Laat ons terloops aanstippen dat die 17,972,000 frank geenen invloed uitoefenen op de balans der Begrooting : de Middelen verhoogden inderdaad met de daarmee overeenstemmende ontvangsten.

Maar komen wij terug tot den overlast waarmede de Beheersbegrootingen over 1924 bezwaard zijn.

|                                                                                    |                 |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Wij stellen vast dat hij bedraagt :                                                |                 |
| voor de overbrengingen gedaan van de buitengewone op de gewone. . . . .            | fr. 153,021,087 |
| voor die gedaan van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order . . . . . | 17,972,000      |
|                                                                                    | <hr/>           |
| Hetzij in ronde cijfers. . . . .                                                   | fr. 171,000,000 |
|                                                                                    | <hr/>           |

#### Bedrag van de besnoeiing der bestuurlijke uitgaven.

Had men dezelfde beginsels van budgetaire inschrijving als in 1923 toegepast, dan zou uit de Beheersbegrootingen, in plaats van eene verhooging,

eene vermindering van 13,400,000 frank.

gebleken zijn, gelijk aan het verschil tusschen den vrijwillig toegelaten overlast (171 miljoen frank) en de schijnbare verhooging van uitgaven (157,600,000 frank).

De besparing zou nog merkelijker geweest zijn, ware aan de agenten met kinderlast geen nieuwe geldelijke bijstand verleend die een jaarlijksch offer van

ongeveer 13,500,000 frank

vertegenwoordigt, bij de zoeven vermelde 13,400,000 frank te voegen.

In werkelijkheid, is het totaal van

27,000,000 frank,

dat die twee sommen uitmaken, de vrucht van de onverdroten doorgezette besnoeiingen der uitgaven.

Het cijfer zou heel wat hooger geweest zijn, waren de omstandigheden gebleven zooals bij het vestigen van de ontwerpen der Begrootingen over 1923.

Zooals de zaken thans zitten, zal het, denken wij, bevredigend geacht worden.

## BEGROOTING DER OPENBARE SCHULD

---

### Haar wezen.

Bijna zoo hoog als al de Beheersbegrootingen te zamen schijnt de Begrooting der Openbare Schuld, doorgaans, minder belang in te boezemen.

Zulks is waarschijnlijk te wijten aan het nagenoeg automatisch karakter, dat zij aan de naoorlogsche omstandigheden ontleend heeft.

Op de Begrooting der Openbare Schuld kan hoegenaamd niet bezuinigd worden. Zij wordt veeleer door het verleden dan door het heden beheerscht. Zij leidt ons, veeleer dan wij haar leiden.

Bij te weinig oplettendheid, zou men zelfs geneigd zijn de verhooging der lasten welke deze Begrooting jaarlijks vertoont, te beschouwen als een normaal en aanneembaar iets :

|                |       |           |
|----------------|-------|-----------|
| 1914 . . . . . | 220   | millioen. |
| 1920 . . . . . | 667   | id.       |
| 1921 . . . . . | 964   | id.       |
| 1922 . . . . . | 1,166 | id.       |
| 1923 . . . . . | 1,212 | id.       |
| 1924 . . . . . | 1,383 | id.       |

In die stijging schuilt een werkelijk en ernstig gevaar dat men echter noch mag overdrijven, noch over 't hoofd zien.

Dat diegenen die zich laten afschrikken door de voortdurende stijging onzer leeningen eerst en vooral de redenen overwegen die er aanleiding toe geven.

Zij werden niet — zooals in andere landen waarvan sommige zelfs uit den oorlog schenen baat getrokken te hebben — aangegaan om in onze dagelijksche behoeften te voorzien, maar wel — men vergeet zulks niet — om het door den oorlog verwoeste Vaderland weder op te bouwen en 's Lands toerusting uit te breiden en te verbeteren.

Dat men ons dus van het leenen met dat doel geen verwijt make.

### Waarom wij leenen.

Geen land ter wereld, zelfs niet het rijkste, zou in de belastingen de noodige inkomsten kunnen vinden hebben om eene zoo ver-reikende schade te herstellen en tevens zijne economische toerusting te volmaken.

Geen enkel land zou eene grooter en vooral verdienstelijker krachtsinspanning gedaan hebben dan diegene die ons toegelaten heeft — na eene opoffering van 7 1/2 milliard mark — den definitieven last van nagenoeg 8 milliard voor herstel op ons te nemen. En wie voelt niet hoe hevig ons economisch leven gedrukt werd door die 15 1/2 milliard, waarvan 8 milliard ons krachtens het Verdrag van

Versailles door Duitschland moesten worden terugbetaald en 7  $\frac{1}{2}$  milliard, naar alle billijkheid, een dergelijke behandeling hadden moeten genieten?

Onze leeningen zijn dus bijna uitsluitend bestemd tot het herstellen van het nationaal kapitaal. Die herstelleeningen mogen echter niet eeuwig vernieuwd worden. Zij zullen nog een einde nemen vóórdat de wederopbouw gansch voltrokken weze, want wij zullen weten te eischen dat het land, dat onverbiddelijk en met voorbedachten rade onzen ondergang heeft nagestreefd, eindelijk de onderteekende verbintenissen eerlijk nakome.

Maar om een dergelijk werk tot een goed einde te brengen, is het onontbeerlijk dat ons crediet ongedeerd blijve.

Dat crediet hoeft, ons dunks, de buitenlandsche gebeurtenissen niet te vreezen; de wijze waarop het, onlangs nog, de geduchte crises zegevierend heeft doorstaan, getuigt van zijne stevigheid. Het moet zich eerder voor inwendig gevaar wachten, welk gevaar schuilt in sommige, uitsluitend theoretische fiscale formules, alsmede in de misbruiken waaraan geen enkel crediet weerstaat.

Onze allerheiligste plicht — wij kunnen er niet genoeg op aandringen — bestaat dus in een omzichtig en matig gebruikmaken er van.

Men zal zien dat zulks onze leus was gedurende de twaalf maanden welke den 30<sup>e</sup> September ll. ten einde liepen en dat de schuld heel wat minder gestegen is dan gedurende het overeenstemmend tijdperk van het vorig jaar.

En het staat nochtans buiten kijf dat de omstandigheden minder gunstig waren.

#### Ongunstige omstandigheden die met het opmaken der ramingen samenliepen.

Men kent de spanning der wisselkoersen die zich inzonderheid sedert het begin van 't jaar heeft voorgedaan en vermoedt dan ook dat deze zwaar drukken moest op het bedrag onzer openbare schuld, die voor één vijfde in het buitenland werd aangegaan.

Men weet eveneens dat, terzelfder tijd, de huur van het geld merkelyk gestegen is. Onze Schatkistbons werden inderdaad achtereenvolgens gedisconteerd tegen 4, 4  $\frac{1}{2}$  en 5 t. h.

Wij zullen weldra aantoonen dat de aangevraagde credietverhoogen hoofdzakelyk aan die beide oorzaken te wijten zijn.

Te dien einde zullen wij, evenals in de Toelichting van voorgaand jaar, onze twee Begrootingen der Openbare Schuld beschouwen als vormende een eenig geheel.

Met weet, inderdaad, dat, buiten diegene die onder de Gewone Begrootingen vooropstaat en die de door België voorgoed op zich genomen lasten der leeningen en der pensioenen begrijpt, er eene tweede is die de eerste artikelen der verhaalbare uitgaven groepeerd en bestaat uit lasten van denzelfden aard, maar waarvan de dienst, vroeg of laat, door Duitschland zal moeten waargenomen worden.

Door beide Begrootingen afzonderlijk te beschouwen, stelt men zich bloot den toestand slechts stuksgewijze in te zien.

### Vergelijking der aangevraagde credieten met diegene van 1923.

Te zamen mogen de verschillende lasten der onderscheidene bestanddeelen onzer Begrooting der Openbare Schuld volgenderwijze gegroepeerd worden :

|                                                                 | Voor 1924<br>aangevraagde<br>credieten. | Voor 1923<br>toegekende<br>credieten. | Vershil.        |
|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------------|-----------------|
| A. — <i>Lasten der eigenlijk gezegde schuld :</i>               | —                                       | —                                     | —               |
| Gewone Begrooting . . . . .                                     | 1,296,000,000 »                         | 1,131,000,000 »                       | + 165,000,000 » |
| Begrooting der verhaalbare uitgaven                             | 465,000,000 »                           | 472,000,000 »                         | — 7,000,000 »   |
| TOTAAL . . . fr.                                                | 1,761,000,000 »                         | 1,603,000,000 »                       | + 158,000,000 » |
| B. — <i>Pensioenen en andere verbintenissen van den Staat :</i> |                                         |                                       |                 |
| Gewone Begrooting . . . . .                                     | 87,000,000 »                            | 82,000,000 »                          | + 5,000,000 »   |
| Begrooting der verhaalbare uitgaven                             | 80,000,000 »                            | 71,000,000 »                          | + 9,000,000 »   |
| TOTAAL . . . fr.                                                | 167,000,000 »                           | 153,000,000 »                         | + 14,000,000 »  |
| TOTAAL A. + B. = fr.                                            | 1,928,000,000 »                         | 1,756,000,000 »                       | + 172,000,000 » |

De verhooging met 14 millioen van den last der pensioenen en andere verbintenissen van den Staat vergt geen breedvoerig betoog.

Men weet dat, naarmate het onderzoek der individueele gevallen vordert, de voor de pensioenen noodige credieten van de Bijzondere Begrootingen der Departementen waarop zij voorloopig voorkwamen, overgaan op de Begrooting van de gewone of verhaalbare Openbare Schuld.

### Verhooging van de lasten der eigenlijk gezegde Schuld.

De verhooging van de lasten der eigenlijk gezegde openbare Schuld — 158 millioen — vergt aandachtiger onderzoek.

Er werd reeds op gewezen dat zij aan twee in tegenovergestelde richting werkende veranderingen ligt :

Verhooging van de gewone lasten der schuld :  
165,000,000 frank.

Vermindering der verhaalbare uitgaven :  
7,000,000 frank.

Wij zullen aantonen dat die verhooging, evenals die vermindering overigens, aan geene werkelijke kapitaalswijziging beantwoordt.

### Gewone lasten.

De vermeerdering van de gewone lasten der schuld — 165 millioen — spruit voort uit vier onderscheiden oorzaken.

Twee er van werden reeds vermeld : daling onzer valuta en stijging der huurwaarde van het geld.

De verhooging der lasten te wijten aan het verschil der koersen waaraan het buitenlandsch geld onderscheidenlijk in de Begrotingen over 1923 en over 1924 geraamd werd, bedraagt op zich zelf reeds meer dan 69 miljoen; anderzijds veroorzaakt de opvoering tot 5 % van het intersteijfer der Schatkistbons op zes maanden 34 miljoen bij-uitgaven.

De derde oorzaak schuilt in het uitgeven te Parijs van eene leening van 400 miljoen Fransche franken.

De vierde oorzaak moet gezocht worden in het feit dat eene reeds oude schuld voor de eerste maal een crediet in de Begrooting uitlokt: wij bedoelen de regeling van de kosten van interneering onzer militairen gedurende den oorlog in Nederland.

Het is feitelijk eene nieuwe uitgave « gevolg van den oorlog » die onze gewone begrooting komt drukken.

Een onlangs met de Nederlandsche Regeering gesloten vergelijk is aan de goedkeuring der Kamers onderworpen. Wij meenen dat het gunstig onthaal zal vinden. Men zal zien dat, alhoewel het om eene aanstonds opvorderbare, jegens een onzijdig land aangegane schuld gaat, wij bevredigende voorwaarden en termijnen verkregen hebben.

Niettemin volgt daaruit voor de Begrooting der schuld een jaarlijksche bijlast, die volgens den stand van den gulden op- of afgaat, en die, voor 1924, op ongeveer 32 miljoen frank geraamd wordt.

#### Verhaalbare lasten.

De in de Begrooting der verhaalbare Uitgaven voorziene vermindering van 7 miljoen komt voort van eene schijnbare inkrimping ten gevolge van een gewonen bestuurlijken maatregel, wat opweegt tegen den nieuwen last van 58 miljoen door de uitgifte van de derde leening met loten van het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade.

Het geldt hier de onlangs door den Minister van Economische Zaken getroffen beslissing, ingevolge dewelke voor sommige, rechtstreeks door gemeld Verbond te betalen categoriëen schade geene titels tot vertegenwoordiging der vergoeding meer gemaakt worden. Wat, voor het crediet in verband met de interesten der titels van Oorlogsschade, leidt tot eene vermindering van 65 miljoen, die per slot van rekening nog heelemaal geen bezuiniging is.

#### Karakter van de verhooging onzer leeninglasten.

Men ziet dus dat de trapsgewijze opvoering der uitgaven in verband met onze schuld, na onderzoek minder onrustwekkend is dan een doorloopen der getallen zou doen veronderstellen.

Zij komt niet daaruit voort dat wij vaker tot leenen onze toevlucht genomen hebben. Slechts twee uitgiften werden gedaan: eene leening met loten, van 1 milliard, van het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade, en eene leening van 400 miljoen Fransche franken, die niet de noodwendigheden onzer schatkist moest dekken, maar wel de verdediging onzer *valuta* opnemen.

Indien, zooals te hopen is, de politieke gezichteinder moest opklaren, lijdt het geen twijfel dat eene ontspanning der wisselkoersen en eene gelijktijdige daling der huurwaarde van het geld, eene merkelijke vermindering onzer lasten zou na zich sleepen.

#### Trapsgewijze verhooging der Schuld, in hoofdsom.

Maar om zich rekenschap te geven van den toestand, volstaat het niet de tabel van de leeninglasten te raadplegen : er zijn schulden waarvoor geen interest verschuldigd is.

Wij zullen dus de tabel opmaken van onze schuld, in hoofdsom, en zullen trachten te bewijzen dat sinds de Begrooting over 1923 opgemaakt werd, de aanwas dezer schuld merkelijk vertraagd is.

Wij zullen te dien einde haar bedrag op 30 September van elk der jaren 1919 tot 1923 vergelijken, en om de zaken gelijk te stellen, zullen de buitenlandsche schulden berekend worden tegen eenen onveranderlijken koers, dien van 30 September 1923.

Ten titel van eenvoudige inlichting voegen wij er het bedrag van onze schuld op 4 Augustus 1914 bij.

|                     | Geconsolideerde schuld<br>met inbegrip<br>van de onrecht-<br>streeksche schuld. | Vlottende schuld<br>op korte<br>of gemiddelde<br>termijnen. | Totaal.                       |
|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| Op 4 Augustus 1914. | 5,205,000,000                                                                   | 661,000,000                                                 | 5,866,000,000                 |
| 30 September 1919.  | 7,046,000,000                                                                   | 18,031,000,000                                              | 25,077,000,000                |
| Id. 1920.           | 10,356,000,000                                                                  | 20,091,000,000                                              | 30,447,000,000                |
| Id. 1921.           | 11,858,000,000                                                                  | 24,582,000,000                                              | 36,440,000,000                |
| Id. 1922.           | 14,763,000,000                                                                  | 24,173,000,000 <sup>(1)</sup>                               | 38,936,000,000 <sup>(1)</sup> |
| Id. 1923.           | 16,512,000,000                                                                  | 23,395,000,000                                              | 39,907,000,000                |

De aanwas, per jaarlijksch tijdvak, beloopt dus :

|                                                 |     |     |
|-------------------------------------------------|-----|-----|
| voor 1919-1920, 5,4 milliard, in ronde cijfers, |     |     |
| voor 1920-1921, 6                               | id. | id. |
| voor 1921-1922, 2,5                             | id. | id. |
| voor 1922-1923, 1                               | id. | id. |

De vermindering is klaarblijkelijk.

Men stelt overigens vast dat, terwijl de geconsolideerde schuld sedert 1922, eene verhooging ondergaat van . . . . . 1,749 millioen,  
de vlottende schuld, op korte en gemiddelde termijnen, vermindert met . . . . . 778 millioen.

#### Amortisatie der geconsolideerde Schuld.

In eenen anderen gedachtengang, dienen de tijdens het tijdvak 1922-1923 gedane amortisaties aangestipt te worden.

<sup>(1)</sup> Met inbegrip van de 770 millioen Schatkistbons op 10 jaar in September 1922 uitgegeven met genot van 1 October daaropvolgend af.

Zij werden overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke bepalingen doorgezet en hadden betrekking op een naamkapitaal van

175 miljoen in ronde cijfers,

waarvan 82 miljoen voor de binnenlandsche schulden en

93 miljoen voor de buitenlandsche schulden,

de conversie der afgeschreven kapitalen op de buitenlandsche leeningen geschiedende tegen den wisselkoers van 30 September 1923.

De belangrijkheid van de amortisaties zal niemand ontgaan :

Eene onveranderlijke dotatie van 175 miljoen tot amortisatie, delgt eene schuld van 40 milliard tegen 5 t. h. interest, op ongeveer vijftig jaar.

#### Terugbetaling van de schuld op korte en gemiddelde termijnen

De inkrimping der vlottende schuld op korte en gemiddelde termijnen heeft, tijdens de twaalf maanden die den 30 September ll. voorafgingen, het cijfer van

778 miljoen frank

bereikt en is te wijten aan de gedeeltelijke terugbetaling van buitenlandsche leeningen op korten termijn, aan de twee terugbetalingen van 100 miljoen elk, gedaan op de door de Nationale Bank toegestane voorschotten voor de intrekking der marken in België en aan eene vermindering met 300 miljoen van het bedrag der in omloop zijnde Schatkistbons op zes maand.

#### Terugbetalingen aan de Nationale Bank.

Hier dient bijzonder gedrukt te worden op de terugbetalingen aan de Nationale Bank gedaan. Zij belopen gezamenlijk 564½ miljoen, hetzij ongeveer 10 t. h. van het voorgeschoten kapitaal.

Merken wij terloops op dat die terugbetalingen, in verhouding grooter zijn dan die van de Fransche regeering aan haar Instituut van uitgifte.

De gewone en buitengewone voorschotten van de Banque de France aan den Franschen Staat hebben op 6 Mei 1921 een maximum van 30,925 miljoen bereikt. In den toestand van de Banque de France op 4 October ll. staan zij voor 28,632 miljoen vermeld. Op dien datum beliepen de terugbetalingen dus 2,293 miljoen of 7½ t. h.

Die enkele cijfers bewijzen dat, om eene anti-inflatiepolitiek door te drijven, het niet noodig is den grondslag der latere terugbetalingen bij voorbaat wetgevend vast te leggen.

Daardoor zou men zich overigens blootstellen aan spijtige teleurstellingen in geval de terugbetalingen niet op vasten datum konden gedaan worden.

Beter is het, zooals wij er de verbintenis voor aangegaan hebben de terug-

betalingen te doen naar gelang van de mogelijkheden : de 200 miljoen in den loop der laatste twaalf maanden betaald, in bijzonder ongunstige omstandigheden, leveren een bewijs van het vertrouwen dat in de belofte der Regeering mag gesteld worden.

In die voorwaarden, wij houden er aan er op te drukken, hebben wij het niet noodig geacht het bedrag der in 1924 te doene betalingen in de Begrooting te vermelden.

#### **Vervaldag der interprovinciale Bons.**

Eenige woorden over de « Interprovinciale bons ».

Men weet dat dit zoo belangrijk gedeelte onzer vlottende schuld — deze bons bedragen te zamen 2,350 miljoen — voortspuit uit de door de bezettende macht aan België opgelegde oorlogsschattingen.

Daarvan zullen drie reeksen eerlang vervallen : den 10 December 1923, den 10 Maart en den 10 Juni 1924; zij bedragen een gezamenlijk nominaal kapitaal van 482  $\frac{1}{2}$  miljoen. De andere reeksen vervallen tusschen 10 September 1924 en 10 September 1925.

De Regeering heeft het geraadzaam geoordeeld, ten opzichte van de titels der eerste drie vervaldagen, van nu af aan een zelfde gedragslijn aan te nemen als die welke de Wetgeving heeft goedgekeurd wanneer de Schatkistbons der Munt-herstelling vervallen zijn en die, toen tertijde, volkomen voldoening geschonken heeft.

Dienvolgens laat een koninklijk besluit van 10 October 1923, genomen in uitvoering van art. I der wet van 30 December 1922, waarbij de Minister van Financiën gemachtigd werd het bedrag der uitgaven in verband met de oorlogsschattingen door middel van uitgiften van titels der Openbare schuld te dekken, den houders van bons der eerste drie reeksen de keus tusschen de terugbetaling hunner titels op den vervaldag en hunne vervanging door nieuwe Schatkistbons 5 % op vijf jaar, afgestaan tegen 95 % hunner nominale waarde.

Aldus wordt, in zake vlottende schuld, onze consolidatie-politiek doorgezet.

Wij hopen dat eene verbetering der omstandigheden ons toelaten zal bewuste politiek door te drijven in verhoudingen waarvan wij, ingevolge de hooge huur van het geld, tijdelijk moeten afzien.

#### **Vergelijking onzer schuld met diegene van verschillende landen.**

Zooals men ziet is onze beoordeeling nopens den aangroei onzer schuld niet pessimistisch getint.

Wij stellen er nochtans prijs op, ten einde alle dubbelzinnigheid te voorkomen, er op te drukken dat ons optimisme gansch betrekkelijk is.

Uit eene tabel der openbare schulden in de voornaamste landen, tegen den koers van 1 October 1923, eene dergelijke tabel werd verleden jaar ook opge-maakt, blijkt dat onze schuldenlast, per inwoner, op ver na, zoo hoog niet is als bijvoorbeeld in Frankrijk en in Engeland.

| LAND.                                                                          | Datum<br>der raming<br>der schulden. | Bedrag der schuld<br>in de munt<br>van het land<br>(in millioenen). | Bedrag der schuld<br>in<br>belgische franken<br>(in millioenen).<br>( <sup>1</sup> ) | Bevolking<br>(in duizenden). | Bedrag<br>der schuld<br>in<br>Belgische<br>franken<br>(per inwoner.) |
|--------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|----------------------------------------------------------------------|
| VEREENIGD KONINKRIJK .                                                         | 31 Maart 1923                        | 7,922.4<br>papierpond.                                              | 693,606                                                                              | 47,262                       | 14,676                                                               |
| ITALIË . . . . .                                                               | 31 Maart 1923                        | 188,296<br>papierlire.                                              | 164,759                                                                              | 38,835                       | 4,243                                                                |
| FRANKRIJK . . . . .                                                            | 30 April 1923                        | 366,151<br>papierfrank.                                             | 430,044                                                                              | 39,210                       | 10,968                                                               |
| VEREENIGDE STATEN .                                                            | 30 Juni 1922                         | 22,996<br>dollar.                                                   | 441,523                                                                              | 107,833                      | 4,095                                                                |
| DUITSCHLAND (de her-<br>stelschuld niet inbe-<br>grepen) . . . . .             | 30 September 1923                    | 60,957,778,524<br>papiermark.                                       | 4,267                                                                                | 59,856                       | 71                                                                   |
| DUITSCHLAND (de her-<br>stelschuld inbegre-<br>den) ( <sup>2</sup> ) . . . . . | 30 September 1923                    | 7,901,469,778,524<br>papiermark.                                    | 533,103                                                                              |                              | 9,241                                                                |
| NEDERLAND . . . . .                                                            | 1 Januari 1923                       | 3,563<br>gulden.                                                    | 26,972                                                                               | 6,977                        | 3,866                                                                |
| ZWITSERLAND (Confe-<br>deratie en federale<br>spoorwegen) . . . .              | 31 December 1922                     | 4,606<br>zwitserse franken.                                         | 15,764                                                                               | 3,886                        | 4,057                                                                |
| BELGIË . . . . .                                                               | 30 September 1923                    | 39,907<br>belgische franken.                                        | 39,907                                                                               | 7,600                        | 5,251                                                                |

Maar zoo het cijfer der schuld per inwoner in sommige landen hooger is dan bij ons, is het zeker dat België, dat wil zeggen het land dat door den oorlog en den naoorlog het meest werd geteisterd, bij machte weze om een nog zwaarder last te torsen?

De lasten per inwoner mogen niet zonder meer onder elkander vergeleken worden. Zij houden inderdaad geen rekening met den betrekkelijken rijkdom den betrokken landen, noch met de verhouding volwassenen, dat is, betalingschuldigen die in staat zijn eenigerlei gedeelte der schuld daadwerkelijk te dragen.

(<sup>1</sup>) **Wisselkoersen te Brussel den 1<sup>o</sup> October 1923.**

|                             |   |                           |
|-----------------------------|---|---------------------------|
| 1 £ . . . . .               | = | 87.55 belgische franken.  |
| 1 lire . . . . .            | = | 0.875 belgische frank.    |
| 1 fransche frank . . . . .  | = | 1.1745 belgische franken. |
| 1 dollar . . . . .          | = | 19.20 belgische franken.  |
| 1 millioen mark . . . . .   | = | 0.07 belgische frank.     |
| 1 gulden . . . . .          | = | 7.57 belgische franken.   |
| 1 zwitserse frank . . . . . | = | 3.4225 belgische franken. |

(<sup>2</sup>) Geraamd op 120 milliard goudmark.

### Gevaren van den aanwas der schuld.

Ziet men overigens niet dat onze openbare schuld per inwoner in één jaar met 541 frank of 11 % gestegen is, wijl zij van 4,740 op ongeveer 5,251 frank overgegaan is? Wel is waar is het fiscaal aandeel van den Belgischen belasting-schuldige in de Staatsuitgaven in hetzelfde tijdsbestek met 102 frank verhoogd, wat bij benadering aan den last van 1,700 frank leening gelijk staat.

Maar de stijging der belastingen kan niet in zulke buitengewone vaart verder gaan.

Men moet er zelfs niet aan denken dat zij de voortdurende stijging eener steeds aangroeiende schuld stap voor stap zou kunnen volgen. De aanwas der fiscale lasten heeft zijne perken die wij geleidelijk naderen, terwijl de leening-lasten tot aan het bankroet toe ongehinderd kunnen klimmen.

Men verlieze ook niet uit het oog dat aanzienlijke betalingen van Duitschland onvermijdelijk nog geruimen tijd zullen uitblijven, dat onze prioriteit reeds voor meer dan twee derden aangesproken is en dat de 4 1/2 milliard frank die zij ons bezorgd heeft onze Thesaurieverrichtingen in den loop der laatste jaren merkkelijk vergemakkelijkt hebben.

Ons vertrouwen is dus voorwaardelijk en gaat ondergeschikt aan het wijs beleid onzer politiek.

### Te volgen financiëele politiek.

In artikel VII schreef de Commissie voor Openbare Financiën der Internationale conferentie van Brussel in 1920, waarvan de grootste verdienste zal geweest zijn de wereld aan al te zeer vergeten grondwaarheden te herinneren :

« Het wederopbouwen der Verwoeste Gewesten is hoofdzaak bij het herstel » van eenen normalen economischen toestand; de te dien einde aangegane » leeningen zijn niet enkel onvermijdelijk, maar tenvolle gebillijkt ».

Zooals wij zegden, is ter zake evenveel voorzichtigheid als gematigdheid noodig en de regel, dien wij voornemens zijn te volgen zonder er van af te wijken — want dat ware in den zelfmoord der Natie toestemmen — komt voor op eene andere plaats van de besluiten der Internationale Conferentie van Brussel :

« De eerste maatschappelijke en geldelijke hervormingen, waarvan alle andere » afhangen, moeten noodwendig er toe strekken :

» a) De jaarlijksche gewone uitgaven, met inbegrip van de openbare schuld, » terug te brengen binnen de perken waarin zij door de gewone ontvangsten » kunnen bestreden worden;

» b) Alle bewapeningsuitgaven tot het hoognoodige te verminderen, voor » zoover die vermindering met 's lands veiligheid vereenigbaar is;

» c) Van alle onvruchtbare buitengewone uitgaven af te zien;

» d) Zelfs de vruchtbare buitengewone uitgaven ten sterkste in te dijen. »

Dat programma is tot dusver het onze geweest.

Wij willen er, meer dan ooit, aan vasthouden welke moeilijkheden ook daarmee kunnen gepaard gaan. Het is eene ondankbare politiek. Zij vergt van allen, het weze andermaal gezegd, onophoudelijke offers, maar haar laten varen op 't oogenblik dat zij vruchten zou kunnen opbrengen, kwame als 't ware overeen met het verloochenen der beweegredenen waarvoor wij gestreden hebben, met het ruïneeren van 's lands toekomst en zelfs met het in gevaar stellen onzer onafhankelijkheid.

## BEGROOTING

### DER ONWAARDEN EN DER TERUGBETALINGEN.

|                                                                                                          |                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| Het voor 1924 voorgestelde ontwerp van begrooting der Onwaarden en der Terugbetalingen beloopt . . . . . | fr. 383,325,700   |
| De voor 1923 gestemde Begrooting beloopt . . . . .                                                       | 349,995,500       |
| Dus in meer. . . . .                                                                                     | <u>33,330,200</u> |

De aanwas van die Begrooting spruit voornamelijk voort uit de stortingen aan de provinciën en aan de gemeenten te doen op de opbrengst der rechtstreeksche belastingen waarvan een deel hun toekomt. Die stortingen houden gelijken gang met de opbrengst der belastingen zelf.

Die Begrooting moet daarenboven elk jaar verhoogen met eene som van 2,500,000 frank te storten aan het Fonds der gemeenten, ingevolge de inpalming door den Staat van de eertijds aan de gemeenten verleende en thans ten bate der Schatkist geïnde belastingen en ontvangsten der posterijen.

Zij hoeft overigens maar te werken voor de sommen welke op rekening van den Staat geboekt worden en niet in zijn bezit kunnen blijven.

Rechtstreeks in de geschriften aftrekken, is niet geoorloofd. Het is dus noodwendig met uitgaven tegen de ontvangsten op te wegen; op de Begrooting der onwaarden en der terugbetalingen worden de daartoe noodige credieten uitgetrokken.

Elke aanrekening is voorafgegaan door de ontvangst die haar rechtvaardigt.

Die Begrooting omvat dus geene credieten ter verzekering van dezen of genen openbaren dienst en mag bijgevolg niet met de eigenlijk gezegde beheers uitgaven over één kam geschoren worden.

't Is daarom dat wij haar in de algemeene toelichting eene afzonderlijke plaats inruimen.

### Uitslag.

In zijn geheel genomen, vertoont het ontwerp van de gewone Begrooting over het dienstjaar 1924 zich als volgt :

## Gewone begrootingen.

| AANDUIDING<br>DER<br>BEGROOTINGEN.               | Credieten<br>toegekend voor<br>1923<br>(met inbegrip<br>der<br>bijcredieten). | Aangevraagde<br>credieten<br>voor 1924. | VERSCHILLEN                          |            |
|--------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------|------------|
|                                                  |                                                                               |                                         | in meer.                             | in minder. |
| Openbare Schuld. . .                             | 1,213,001,786 73                                                              | 1,383,415,885 86                        | 170,414,099 13                       | , »        |
| Dotatiën . . . . .                               | 11,679,646 »                                                                  | 12,045,034 »                            | 365,388 »                            | »          |
| Justitie. . . . .                                | 103,766,400 »                                                                 | 115,632,080 »                           | 9,865,680 »                          | »          |
| Buitenlandsche Zaken . .                         | 27,468,963 »                                                                  | 26,860,012 »                            | »                                    | 608,951 »  |
| Binnenlandsche Zaken en<br>Volksgezondheid . . . | 43,385,183 »                                                                  | 46,123,125 »                            | 2,737,942 »                          | »          |
| Wetenschappen en Kunsten                         | 287,404,123 10                                                                | 310,259,887 97                          | 22,855,764 87                        | »          |
| { Landbouw . . . . .                             | 27,672,565 »                                                                  | 30 201,467 »                            | 2,528,902 »                          | »          |
| { en<br>Openbare Werken . . .                    | 84,801,035 »                                                                  | 89,786,848 »                            | 4,985,813 »                          | »          |
| Nijverheid en Arbeid . .                         | 163,020,363 »                                                                 | 171,131,388 »                           | 8,111,025 »                          | »          |
| Koloniën . . . . .                               | 5,150,470 »                                                                   | 6,498,936 »                             | 1,348,466 »                          | »          |
| Landsverdediging . . .                           | 494,587,877 »                                                                 | 547,824,600 »                           | 53,236,723 »                         | »          |
| Gendarmerie . . . . .                            | 52,278,103 »                                                                  | 57,072,168 »                            | 4,794,063 »                          | »          |
| Financiën . . . . .                              | 124,991,454 »                                                                 | 172,502,819 »                           | 47,511,365 »                         | »          |
| Economische Zaken . . .                          | 1,652,000 »                                                                   | 1,544,615 »                             | »                                    | 107,385 »  |
| Onwaarden en Terugbeta-<br>lingen . . . . .      | 349,995,500 »                                                                 | 383,325,700 »                           | 33,330,200 »                         | »          |
| TOTAAL. . . fr.                                  | 2,992,855,470 83                                                              | 3,354,224,565 83                        | 362,083,431 »                        | 716,336 »  |
| s' Lands middelen . . .                          | 2,940,379,254 »                                                               | 3,345,672,220 »                         | VERMEERDERING :<br>fr. 361,369,095 » |            |
| Nadeelig verschil . . .                          | 52,476,216 83                                                                 | 8,552,345 83                            |                                      |            |

Volgens die tabel sluit het ontwerp van gewone Begrooting over 1924 met een nadeelig verschil van Fr. 8,552,345,83; dergelijke uitslag zal voorzeker als heel bevredigend beschouwd worden door hen die rekening willen houden met de in deze Begrooting verwezenlijkte groote inspanning om onze financiën op onbetwistbaar stevige grondslagen te vestigen.

Langs den kant der uitgaven werden, door overbrenging van de buitengewone Begrooting, bij de gewone Begrooting ingelijfd :

|                                                                             |                |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------|
| 1° Voor tijdelijken en veranderlijken duurtetoeslag, eene som van . . . . . | fr. 85,752,000 |
| 2° Voor uitgaven-oorlogsgevolgen, eene som van . . . . .                    | 67,269,000     |
| TE ZAMEN. . . fr.                                                           | 153,021,000    |

Langs den kant van 's Lands Middelen werd afgezien van de compensatie-ontvangst welke overeenkomt met den last in verband met de aan Duitschland gedane voorschotten. Voor 1924 zou die ontvangst 477,426,000 frank beloopt hebben.

De nieuwe uitgaven en de ontvangst waaraan verzaakt werd, vormen voor de gewone eenen bijlast van 630,447,000 frank.

Daar zonder en volgens dezelfde lijnen als zijn voorganger opgemaakt, zou het ontwerp van Begroeting over 1924 dus met een batig saldo van

621,895,000 frank

gesloten hebben, welke uitslag onze stoutste verwachtingen van verleden jaar ver overtreft.

#### Inkrimping van het aantal ambtenaren.

Onze toelichting ware onvolledig moesten wij hier geene nadere bijzonderheden geven nopens de in zake bestuursinrichting verwezenlijkte verbeteringen.

Die quaestie houdt bijzonder de aandacht der openbare meening gaande. Is er zelfs geene tendenz om in de overdreven opvoering van het aantal ambtenaren de vooraanstaande, zooniet de eenige oorzaak van het uitbreiden onzer naaorlogsche uitgaven te zien? Ook heeft de Regeering daarop onophoudelijk acht geslagen.

De technische Commissie voor de studie van 's Staats bestuurlijke diensten heeft verschillende verslagen ingediend; de conclusiën van elk hunner liggen thans ter studie in de Departementen waar de middelen gezocht worden om ze te bewerkstelligen.

Als voorbeeld weze hier aangestipt dat de herinrichting van sommige diensten van Zeewezen, volgens den raad der Commissie, eene vermindering van 268 agenten heeft mogelijk gemaakt.

Uit eene hierbij gevoegde tabel (bijlage II) kan men zich eene voorstelling vormen van de op dat bijzonder gebied getrooste inspanning : men ziet dat de oorlog en de daaruit ontstane behoeften geleid hebben tot eene in 1919 en 1920 bijzonder aanzienlijke personeelsvermeerdering. Sedertdien is er, gelukkig, een merkbare teruggang.

#### Maatregelen die de personeelsvermeerdering veroorzaakten.

De wets- en bestuursmaatregelen die bewuste vermeerdering veroorzaakt hebben, zijn gekend. Toch is het wellicht niet overbodig ze hier in 't kort terug op te sommen.

Bij het Departement van *Financiën* zijn het de toepassing der nieuwe fiscale wetten, het uitgeven van leeningen, de uitbreiding van den dienst der pensioenen — waar in 1913 maar 18,000 personen op rustgeld stonden, zijn er thans 82,000 —, de opruiming van den oorlogsbuit, het onder dwangbeheer stellen der vijandelijke goederen, enz. Maar niettegenstaande de uitbreiding van het kader is de verhouding der uitgaven tot de ontvangsten, die in 1913 7.71 % was, in de voorzieningen over 1924 tot 4.31 % geslonken.

Bij het Departement van *Justitie* moet de oorzaak gezocht worden in de inrichting van de gerechtelijke politie en van den identificatiedienst, in het oprichten eener school voor criminologie en wetenschappelijke politieleer, in de wet tot uitbreiding van het gemeenschappelijk fonds ten bate van de abnormale kinderen en de verminkten, en het pedagogisch toezicht over de inrichtingen welke die kinderen opnemen, in de diensten van het Nationaal Werk voor Oorlogsweezen, de verbetering van het gevangenisstelsel, de invoering van den achturedag voor alle cipiers, en het oprichten van bijzondere weldadigheids-gestichten.

Aan het Departement van *Buitenlandsche Zaken* : de dienst voor Documentatie en Economische studies en de Dienst der Handelsquaesties, welke tijdens den oorlog door het Departement van Economische Zaken in Havre opgericht werden. Voor het bijzonder kantoor der paspoorten moesten ook tijdelijke agenten aangeworven worden.

Bij het Ministerie van *Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid* : het toepassen der nieuwe militiewetten, de uitbreiding van de gezondheidsdiensten namelijk van het gezondheidstoezicht, de strijd tegen de tering, de geslachtsziekten en de kindersterfte, het beheer der gebieden Eupen-Malmedy, de wet op het aannemen der gemeenten, de wijziging in het fiscaal regime van provinciën en gemeenten en de tusschenkomst der provinciën op menig nieuw gebied, maakten personeelsvermeerdering noodzakelijk.

De aan het Ministerie van *Kunsten en Wetenschappen* toevertrouwde werkzaamheden werden aanzienlijk uitgebreid; men denke vooral aan de wet van 13 November 1919 waarbij de Staat belast werd met het verevenen der wedden van 33,000 officiële en vrije onderwijzers, alsook aan de oprichting van het Fonds der Meestbegaafden, aan de openbare boekerijen, aan de ontwikkeling van het normaal onderwijs.

De diensten van *Landbouw* hebben zich moeten bezig houden met het landbouwherstel der verwoeste gewesten, evenals met de herinzameling en de verdeeling der door Duitschland geleverde huisdieren en landbouwmachines. Een Dienst van de landelijke genie werd ingesteld. De bestaande diensten werden daarenboven uitgebreid ingevolge het oprichten van een Vlaamsch landbouwkundig Instituut en van een hooger normaal Instituut voor huishoudelijke landbouweconomie. Het Beheer van Waters en Bosschen strekt thans zijne werking uit tot de domaniale wouden in de verlorene gebieden. De quæstie der trams, ten slotte, vergde dikwijls de tusschenkomst van de wegenisdiensten.

Voor de *Openbare werken* moeten wij vermelden : het herstel van het door den oorlog vernielde of beschadigde Staatsdomein en de achturenwet waardoor het aantal kantonniërs moest verhoogd worden.

De oorzaak van de personeelsvermeerdering bij het Ministerie van *Nijverheid en Arbeid* moet gezocht worden in het oprichten der diensten voor bevoorrading, de wijziging in de wetgeving op de ouderdomspensioenen, de uitbreiding van den Dienst voor Maatschappelijke Verzekering en Voorzienigheid, de inrichting van den genees- en artsenskundigen dienst der mutualiteiten, de werking van de Arbeidsbeurzen en van het Werkloozenfonds, de noodige werkzaamheden voor het onderzoek nopens den toestand der private beambten.

Het Ministerie van *Landsverdediging* is na den oorlog bijzonder overlast geweest. De Diensten van de pensioenen en hulpgelden en van de militaire begraafplaatsen namelijk, hebben een talrijk personeel noodig. Daarenboven heeft de oorlog de noodzakelijkheid bewezen van nieuwe diensten, onder andere van een bestuur van het luchtwezen, een bestuur van den autotrein, eene afdeling torpedisten en matrozen. Het Departement heeft zichzelf belast met sommige werken, die tot nog toe aan de private nijverheid toevertrouwd werden doch thans in voordeelijker voorwaarden geschieden.

Aan het Middenbeheer van het Ministerie van *Koloniën* werd het personeel van het Museum van Belgisch Congo, van de Koloniale School, van de School voor tropische geneeskunde en van den Kolonialen Tuin van Laeken toegevoegd.

Het Departement van *Economische Zaken* houdt zich bijna uitsluitend bezig met uit den oorlog gesproten vraagstukken, met de rechtsspraak der oorlogsschade en met den dienst der verwoeste gewesten.

Het Ministerie van *Spoorwegen, Zeeuizen, Posterijen en Telegrafen* werd door den oorlog zwaar getroffen. De wederopbouw van het vernielde of beschadigde spoorweg-, telegraaf-, en telefoonnet was een bijzonder zware last. Men denke ook aan den achturendag die eene belangrijke vermeerdering van het werkvolk noodzakelijk maakte. Vermelden wij ten slotte voor alle *Departementen*, het gebruik van het Vlaamsch in bestuurszaken, de wijzigingen in den rooster der wedden en pensioenen, waardoor het werk in aanzienlijke mate verhoogde.

#### Bewerkstelligde verminderingen.

Dit zijn de hoofdoorzaken die tot het versterken van het personeel sedert den wapenstilstand noopten.

Van het begin des jaars 1921 af konden sommige diensten tot eene geleidelijke inkrimping van de getalsterkte van hun personeel overgaan, inkrimping welke in den loop van de jaren 1922 en 1923 in ruimere mate tot stand kwam.

Voor de *hoofdbeheeren* inderdaad stelt men thans eene slinking vast bij al de Departementen behalve het Ministerie van Financiën. Wat dit laatste betreft zal men beseffen dat het volkomen stopzetten der progressie onmogelijk is op het oogenblik dat moet overgegaan worden tot de toepassing der nieuwe belastingwetten, waarvan de opbrengst zevenmaal en meer het vooroorlogsche totaal bereikt tot het beheeren eener tienmaal hoogere schuld dan in 1914, tot de verevening van pensioenen ten behoeve van 4 of 5 maal meer rechthebbenden.

Het aantal agenten der *buitendiensten* van de Departementen neemt insgelijks overal af, behalve bij het Departement van Financiën, om de hooger aangehaalde redenen, en bij het Departement van Kunsten en Wetenschappen, waar de stijging van de bevolking der scholen en de uitbreiding van de leermethoden het instellen vergen van nieuwe onderwijsinrichtingen en het splitsen van talrijke klassen.

Nevens die verhoogingen moet de aanzienlijke bij verscheidene beheeren vastgestelde slinking aangestipt worden. De Bevoorradingdienst, welke bij het begin des jaars 1921, 980 agenten te werk stelde, beschikt thans nog slechts over een

personeel bestaande uit 89 eenheden, hetzij eene afschaffing van 891 betrekkingen.

Het personeel van Landsverdediging dat bij het begin van 1921 het cijfer van 11,383 agenten en werklieden had bereikt, telt thans nog slechts 8,857 personen, hetzij eene afschaffing van 2,526 betrekkingen, toestand welke aanmerkelijk zal kunnen verbeteren wanneer de verrichtingen in verband met de militaire pensioenen verder zullen gevorderd zijn.

Het personeel van Buitenlandsche Zaken werd met 88 eenheden verminderd, ondanks de toevoeging van twee nieuwe diensten.

Stippen wij eveneens de slinking aan bij de magistratuur, welke eene vermindering van 127 eenheden bij het personeel der gerechtelijke orde toeliet. Het aantal toegevoegde substituten, dat aanvankelijk 78 bereikte, is gedaald tot 27.

Ten slotte werd bij het Beheer van Spoorwegen in één jaar eene vermindering van 681 agenten tot stand gebracht. Bij het Beheer van het Zeewezen werden 24 betrekkingen afgeschaft. Voor de gezamenlijke diensten welke van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen afhangen, bereikt de slinking 928 agenten alhoewel, sedert den wapenstilstand, de uitbreiding van den postchecksdiens het aanwerven vergde van 982 beambten.

Ongetwijfeld is het mogelijk naar verdere verbetering van de bestuurlijke diensten te streven en de Regeering is besloten nadere pogingen te doen met de medewerking van de technische commissie.

Maar, wanneer men zich rekenschap geeft van de veelzijdigheid van de aan den Staat opgelegde taak, van de verscheidenheid der hervormingen tot stand gebracht door talrijke sedert den wapenstilstand ingevoerde wetten, van het ingewikkelde der vraagstukken welke de uit den oorlog ontstane omstandigheden in onze bestuurlijke inrichting deden rijzen, dan kan men den verrichten arbeid afmeten, arbeid van beteekenis en welke hoegenaamd niet moet onderdoen voor dengene welke men zich in den vreemde getroost heeft.

#### Vergelijking met den vreemde.

##### DE VOORWAARDEN ZIJN UITEENLOPEND.

Dikwerf worden onze uitgaven in zake inkrimping van de openbare uitgaven vergeleken met die welke door andere landen werden bereikt.

De meest aangehaalde cijfers zijn die van Groot-Britannië en van de Vereenigde Staten, waar twee vermaarde commissies, de Geddes Commissie en de Dawes Commissie, onderscheidenlijk, tot opdracht kregen de uitgaven bij hunne bron zelf aan te tasten.

Eens voor goed weze gezegd, dat die cijfers en de onze niet kunnen vergeleken worden : zij vertolken gansch verschillende verschijnselen.

In Engeland zooals in de Vereenigde Staten — wij noemen die landen omdat zij meestal worden vermeld — hadden de openbare uitgaven echt duizelingwekkende afmetingen aangenomen tijdens den oorlog, op een oogenblik dat door alle wilskrachten een zelfde doel werd nagestreefd : de zegepraal tot iederen prijs.

Aldus waren tijdens het diestjaar 1918-1919 de totale uitgaven van Groot-Britannië bijna veertienmaal en die van de Vereenigde Staten meer dan een-entwintigmaal hooger geworden dan in 1913-1914. En men beseft dat, gedurende dit tijdperk van elkander opvolgende improvisaties, de spaarzaamste methodes niet steeds de voorkeur verkregen.

Elk aan zich zelf overgelaten bestuurlijk lichaam streeft onveranderlijk, dit is bekend, naar onbeperkte uitbreiding, en dit verklaart den overvloed van diensten daags na den wapenstilstand in het meerendeel der oorlogvoerende landen.

Het is klaar dat het streven naar inkrimping des te beter tot uiting kon komen naar gelang de uitbreiding van al de besturen sterker was geweest.

In België bestond op dat tijdstip niets van dien aard. Behalve enkele te Havere ingestelde diensten had de oorlog op geenerlei wijze het aantal onzer ambtenaren verhoogd; het beheer was integendeel ontwricht en zijne kaders waren geslonken.

Dat er misbruiken voorkwamen in den beginne, gedurende het tijdsgewricht dat samenviel met het terug op gang brengen van de zware Staatsmachine welke sedert vier jaar en langer met lamheid was geslagen geweest, zal niemand ontkennen. Maar te meenen, dat die misbruiken afmetingen aannamen, welke vergelijking veroorloven met die waarover in Engeland en Duitschland werd geklaagd, dat de weg te kappen uitwassen bij ons zoo ontwikkeld waren als in de groote oorlogvoerende landen, zou eene grove feitelijke vergissing zijn. En nochtans wordt die vergissing vaak begaan.

#### ONZE BEGROOTINGEN VERGELEKEN MET DIE VAN VREEMDE LANDEN.

Wanneer men de Belgische Begrootingen met de buitenlandsche vergelijkt, stelt men, overigens zonder veel moeite, vast dat bij ons de trapsgewijze stijging der gezamenlijke uitgaven, in vergelijking met het vóóroorlogsche tijdperk, niet zoo sterk is als bij onze verbondenen.

Maar wij zouden ons aldus in al te voordeelige voorwaarden plaatsen, want al hebben wij zware onrechtstreeksche lasten, eigenlijk gezegde oorlogsschuld hebben wij niet.

Ook leek het ons nuttig tot eene uiterst zorgvuldige studie van de beheersbegrootingen van verschillende, meermaals aangehaalde landen over te gaan.

Men weet wat wij onder beheersbegrootingen verstaan : de begripsbepaling daarvan werd hooger gegeven.

Om ze in de Britsche en Amerikaansche algemeene Begrootingen op den voorgrond te stellen, hebben wij al de uitgaven in verband met de openbare schuld, de uit den oorlog gesproten pensioenen, de leeningen aan de Verbondenen of, gebeurlijk aan de Dominions, evenals de uitgaven der regieën van kant gelaten.

Wij zijn gelijkerwijze te werk gegaan voor twee neutrale landen : Zwitserland, waarvan de Begrooting alle noodige hergroepeeringsen mogelijk maakte; Nederland, waaromtrent wij ons moeten houden aan een onlangs verschenen werk van den financieelen dienst van den Volkenbond.

Ziehier bewuste vergelijkende tabel bij het opmaken derwelke de uitgaven

over het dienstjaar 1913 of over het dienstjaar 1913-1914, volgens het geval, tot grondslag genomen werden en de uitgaven eenvormig tot 100 herleid :

**Schommelingen der beheersuitgaven van enkele landen.**  
(In nationale munt.)

| LANDEN.                        | 1913<br>of<br>1913-1914 | 1920<br>of<br>1920-1921 | 1921<br>of<br>1921-1922 | 1922<br>of<br>1922-1923 | 1923<br>of<br>1923-1924 |
|--------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| BELGIË . . . . .               | 100                     | 501                     | 535                     | 570                     | 516                     |
| VEREENIGD KONINKRIJK . . . . . | 100                     | 444                     | 392                     | 235                     | 231                     |
| VEREENIGDE STATEN . . . . .    | 100                     | —                       | 268                     | 248                     | 201                     |
| ZWITSERLAND . . . . .          | 100                     | —                       | 190                     | 202                     | 195                     |
| Nederland (1) . . . . .        | 100                     | —                       | 337                     | 318                     | 319                     |

Maar, opdat deze tabel eenige bewijskracht bezitte, is het onontbeerlijk een eenigen en vasten grondslag te bezigen.

Te dien einde hebben wij het noodig geacht de daarin voorkomende cijfers opnieuw te beschouwen door ze volgens twee verschillende methodes naar hunne goudwaarde te berekenen.

Voegen wij er onmiddellijk aan toe dat wij daarin enkel een middel zien om cijfers vergelijkbaar te maken die het niet zijn zoolang hun een gemeene noemer ontbrekt.

**Schommelingen der beheersuitgaven van enkele landen.**  
(Na herleiding tot de goudwaarde.)

| LANDEN.                        | 1913<br>of<br>1913-1914 | 1920<br>of<br>1920-1921 | 1921<br>of<br>1921-1922 | 1922<br>of<br>1922-1923 | 1923<br>of<br>1923-1924 |
|--------------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| a) volgens den wisselkoers :   |                         |                         |                         |                         |                         |
| BELGIË . . . . .               | 100                     | 191                     | 207                     | 227                     | 148 (2)                 |
| VEREENIGD KONINKRIJK . . . . . | 100                     | 339                     | 319                     | 217                     | 217 (2)                 |
| VEREENIGDE STATEN . . . . .    | 100                     | —                       | 268                     | 248                     | 201 (4)                 |
| ZWITSERLAND . . . . .          | 100                     | —                       | 171                     | 200                     | 184 (2)                 |
| NEDERLAND . . . . .            | 100                     | —                       | 281                     | 331                     | 313 (2)                 |

b) volgens de coëfficiënten der prijzen van den groothandel :

|                                |     |                                |         |     |         |
|--------------------------------|-----|--------------------------------|---------|-----|---------|
| BELGIË . . . . .               | 100 | (er werd geen index gevestigd) | 146 (5) | 156 | 108 (2) |
| VEREENIGD KONINKRIJK . . . . . | 100 | 153                            | 216     | 149 | 145 (5) |
| VEREENIGDE STATEN . . . . .    | 100 | —                              | 189     | 159 | 133 (4) |
| ZWITSERLAND . . . . .          | 100 | —                              | 99 5    | 120 | 108 (2) |
| NEDERLAND . . . . .            | 100 | —                              | 189     | 225 | 214 (2) |

(1) Bij gebreke aan nadere inlichtingen hebben wij verondersteld dat het tekort der regieën van gewonen aard was, en hebben het, bijgevolg, voor het gezamenlijk bedrag, van de gewone uitgaven afgetrokken. Het is mogelijk dat het aldus bekomen bedrag der beheersuitgaven ietwat beneden de werkelijkheid blijft.

(2) Op den grondslag van het gemiddelde der eerste zeven maanden van het zonnejaar.

(3) Op den grondslag van het gemiddelde der eerste vijf maanden van het fiscaal dienstjaar.

(4) Op den grondslag van het gemiddelde van Juli 1923.

(5) Op den grondslag van het gemiddelde der laatste vijf maanden van het zonnejaar.

Wij zouden die gegevens willen aanvullen hebben door de aanduidingen ontleend aan een grooter aantal landen, waaronder Frankrijk en Italië. Doch is het gebleken dat dit werk hier niet met de gewenschte juistheid kon gedaan worden. De Italiaansche en Fransche naoorlogsche uitgaven zijn niet meer toepasselijk op dezelfde grondgebieden als in 1913; daarenboven kon er moeilijk een grondslag gevonden worden voor de vergelijkingen daar de Fransche begrooting van 1913 geen onderscheid maakte tusschen de gewone en de buitengewone uitgaven; ten slotte bestaat in de Italiaansche begrooting geene bijzondere sectie voor de verhaalbare uitgaven.

Maar de aangehaalde cijfers zijn, onzes dunkens, voldoende om te bewijzen dat de Belgische beheersuitgaven te haren voordeele den toets kunnen doorstaan eener vergelijking met diegene, van andere landen, welke soms daartegenover worden gesteld.

In goudwaarde — aangenomen onder alle voorbehoud en alleen als grondslag der vergelijking — zijn zij niet hooger, laat staan lager, dan de uitgaven van Zwitserland en blijven zij ver onder diegene van de Vereenigde Staten, van Groot-Britannië en voornamelijk van Nederland.

Na de stijgende beweging welke te wijten is aan den normalen ontwikkelingsgang der dra na den wapenstilstand ingevoerde wetten waarvan de opsomming drie bladzijden van de Algemeene Toelichting van verleden jaar in beslag neemt <sup>(1)</sup> — en die pas in 1922 hunne volledige uitwerking kregen, vertoonen de beheersuitgaven eene werkelijke vermindering. En nochtans hielden wij niet op onze beheersbegrootingen te overladen met uit de Buitengewone Begrooting getrokken uitzonderlijke uitgaven, waarvan verschillende op verre na het karakter van beheersuitgaven niet bezitten.

#### Noodzakelijkheid om den weg der besnoelingen verder te bewandelen.

Maar indien wij van oordeel zijn, dat de vergelijking met het buitenland van aard is om tot eenige bevrediging te stemmen, indien wij zelfs gelooven dat de zooeven aangehaalde wetten en de met het vooroorlogsch tijdperk bevonden verschillen verklaren, zoo mag men zich nochtans niet inbeelden dat, naar onze meening, alles opperbest is en dat niets meer dient gedaan te worden op den weg van de bezuinigingen.

Wij achten integendeel dat de Regeering zich meer dan ooit om de besnoelingen dient te bekommeren.

Wij moeten geleidelijk tot een normalen toestand terugkeeren door de uit den oorlog en den naoorlog gesproten diensten trapsgewijze af te schaffen en tevens den bestuurlijken arbeid vruchtrijker te maken.

Men ontveinze zich echter niet, dat hoe meer wij vooruitgaan, hoe meer het bereiken der uitslagen moeilijk wordt; men stoot op steeds grooter worden den tegenstand.

Daarom dan ook moet het redden van 's Lands financiën met meer ijver dan ooit en kost wat kost nagestreefd worden.

De bezuinigen zijn voor ons door den oorlog en den naoorlog zoo zwaar geteisterde land eene onoverkomelijke noodzakelijkheid.

Laten wij hopen dat iedereen zulks zal inzien en er zich moedig zal bij neerleggen.

---

(<sup>1</sup>) Bladzijden 33 tot 36.

## BEGROOTING DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN.

### Vergelijking met 1923.

Het ontwerp van Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven over 1924 onderging eene nieuwe en belangrijke loutering. Het begrijpt geene uitgaven-oorlogsgevolgen meer. Zij werden op de gewone Begrooting overgeschreven alwaar zij, met inbegrip van den tijdelijken en veranderlijken duurtetoeslag, eene som beloopt van. . . . . fr. 153,021,087

Ten einde de voor 1924 aangevraagde credieten te kunnen vergelijken met diegene welke voor 1923 werden goedgekeurd, werden deze verminderd met het bedrag der daarin begrepen uitgaven-oorlogsgevolgen.

Aldus verminderd, beloopt de voor 1923 gestemde buitengewone credieten . . . . . fr. 434,234,986

Voor 1924 werden voorgesteld . . . . . 501,743,080

Zegge in meer. . . . . fr. 67,508,094

Die verhooging is de uitslag der hierna per Departement uiteengezette veranderingen in meer of in minder :

| MINISTERIES<br>EN<br>DIENSTEN.                    | CREDIETEN                                               |                           | VERSCHILLEN                      |              |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|---------------------------|----------------------------------|--------------|
|                                                   | gestemd<br>voor 1923.<br>(Uitgaven<br>voor toerusting.) | voorgesteld<br>voor 1924. | in meer.                         | in minder.   |
| Justitie. . . . .                                 | 725,000 »                                               | 265,000 »                 | »                                | 460,000 »    |
| Buitenlandsche Zaken . .                          | 485,000 »                                               | 300,000 »                 | »                                | 185,000 »    |
| Binnenlandsche Zaken en<br>Volksgezondheid. . . . | 500,000 »                                               | 1,053,000 »               | 550,000 »                        | »            |
| Wetenschappen en Kunsten.                         | 41,328,336 »                                            | 24,950,000 »              | »                                | 16,378,336 » |
| { Landbouw . . . . .                              | 467,000 »                                               | 600,000 »                 | 133,000 »                        | »            |
| { en<br>Openbare Werken. . . .                    | 119,643,200 »                                           | 204,341,000 »             | 84,697,900 »                     | »            |
| Kolonien . . . . .                                | 30,000 »                                                | »                         | »                                | 30,000 »     |
| Landsverdediging . . . .                          | 133,656,450 »                                           | 131,076,480 »             | »                                | 2,579,970 »  |
| Financiën. . . . .                                | 137,400,000 »                                           | 139,160,500 »             | 1,760,500 »                      | »            |
| TOTAAL . . . fr.                                  | 434,234,986 »                                           | 501,743,080 »             | 87,141,400 »                     | 19,633,306 » |
| BUITENGEWONE ONTVANGSTEN . . . .                  |                                                         | 6,830,500 »               | VERMEERDERING : fr. 67,508,094 » |              |
| NADEFLIG VERSCHIL. . . . fr.                      |                                                         | 494,903,580 »             |                                  |              |

De verhooging der buitengewone credieten voor toerustingsuitgaven, vergeleken met 1923, is uitsluitend te wijten aan de voorstellen welke uitgaan van het Ministerie van Landbouw en Openbare werken (Openbare werken).

Die verhooging begrijpt :

| UITGAVEN<br>BETREFFENDE :              | Credieten<br>gestemd voor<br>1923. | Credieten<br>voorgesteld voor<br>1924. | VERSCHILLEN                      |                    |
|----------------------------------------|------------------------------------|----------------------------------------|----------------------------------|--------------------|
|                                        |                                    |                                        | in meer.                         | in minder.         |
| Banen . . . . .                        | 15,000,000 »                       | 33,520,000 »                           | 18,520,000 »                     | »                  |
| Burgerlijke gebouwen .                 | 1,228,200 »                        | 3,028,000 »                            | 1,799,800 »                      | »                  |
| Kazerneering der gendarmerie . . . . . | 2,280,000 »                        | 5,975,000 »                            | 3,695,000 »                      | »                  |
| Waterwerken. . . . .                   | 82,410,000 »                       | 144,881,100 »                          | 62,471,100 »                     | »                  |
| Havens en kust . . . . .               | 18,535,000 »                       | 16,750,000 »                           | »                                | 1,785,000 »        |
| Materialen. . . . .                    | 190,000 »                          | 187,000 »                              | »                                | 3,000 »            |
| <b>TOTAAL . . . fr.</b>                | <b>119,643,200 »</b>               | <b>204,341,100 »</b>                   | <b>86,485,900 »</b>              | <b>1,788,000 »</b> |
|                                        |                                    |                                        | VERMEERDERING : fr. 84,697,900 » |                    |

#### Vergelijking met 1914.

Afgezien van de credieten betreffende den eersten aanleg van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen die, heden, op de Begrooting der Regiën gebracht zijn, bedroegen de voor 1914 gestemde credieten 97,738,395 frank tegen 501,743,80 aangevraagd voor 1924.

Men ziet in, dat het verkeerd zou zijn zich te bepalen tot eene numerieke vergelijking van beide cijfers, vergelijking welke geen rekening zou houden met de verschillende toestanden die namelijk voortvloeien uit de ingevoerde wetten en de verschillen in den wisselkoers.

Wij achten het nuttig, ten einde eene juiste vergelijking mogelijk te maken, hieronder de per Departement opgemaakte vergelijkende tabel te geven van de Buitengewone Begrooting over 1914 en de voor 1924 voorgestelde Buitengewone Begrooting :

| Departementen.                                | 1914              | 1924               |
|-----------------------------------------------|-------------------|--------------------|
| Justitie . . . . .                            | »                 | 265,000            |
| Buitenlandsche Zaken. . .                     | 358,750           | 300,000            |
| Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid . . . | »                 | 1,050,000          |
| Wetenschappen en Kunsten .                    | »                 | 24,950,000         |
| { Landbouw en . . . . .                       | 2,220,000         | 600,000            |
| { Openbare Werken . . . . .                   | 39,400,245        | 204,341,100        |
| Landsverdediging . . . . .                    | 54,789,400        | 131,076,480        |
| Financiën . . . . .                           | 950,000           | 139,160,500        |
|                                               | <u>97,718,395</u> | <u>501,743,080</u> |

Deze tabel verdient op de keper beschouwd te worden.

Een nauwlettend onderzoek laat toe de werkelijke draagwijdte er van in het licht te stellen : het wijst inderdaad aan dat, zoo in sommige Departementen de credietenverhooging nagenoeg gelijken tred hield met de verhooging van den index der prijzen van den groothandel (zulks is het geval voor het Departement van Openbare Werken), in andere Departementen de credieten slechts gestegen zijn in de mate der door het Parlement goedgekeurde wetten.

Zoo bevatten de credieten (139,160,500 frank) van het Departement van Financiën :

- 1<sup>o</sup> 115,460,500 frank voor de goedkoope woningen en woonvertrekken ;
- 2<sup>o</sup> 1,200,000 frank zijnde de voorschotten der Belgische Schatkist tot bestrijding der bezettings- en beheersuitgaven betreffende de gebieden van Ruanda en Urundi ;
- 3<sup>o</sup> 15 miljoen, bedrag van de voorschotten van het moederland voor de koloniale uitgaven in verband met de toerusting der kolonie, enz.

Anderzijds bedragen de onder het hoofdstuk van het Ministerie van Kunsten en Wetenschappen aangevraagde credieten 24,950,000 frank, maar die som wordt geheel opgeslorpt door de oprichting en meubilering van normaalscholen enerzijds (8,950,000 frank) en door de toelagen voor het bouwen van lagere scholen anderzijds (16 miljoen).

Deze korte aanduidingen volstaan om uit te wijzen dat, zoo men de buitengewone begrotingen van 1914 en van 1924 tot eenzelfde grondslag moest terugbrengen — anders gezegd, zoo men met elkaar vergelijkbare gegevens moest vergelijken — van de voor 1924 aangevraagde credieten eene som van 156 miljoen zou moeten afgetrokken worden. Wij zouden dus de voor 1914 gestemde som van 98 miljoen moeten vergelijken met eene som van 345 miljoen voor 1924.

Daaruit zou blijken dat de Buitengewone Begroting over 1924, in de mate dat zij mag vergeleken worden met die over 1914, gelijk is aan deze vermenigvuldigd met den coëfficiënt  $3\frac{1}{2}$ .

## BEGROOTING DER VERHAALBARE UITGAVEN.

### Ontvangsten.

Het van de verhaalbare uitgaven af te trekken cijfer der ontvangsten werd, voor 1924, op 1,636,445,000 frank vastgesteld. De twee voornaamste artikelen waaruit die ontvangsten bestaan, zijn :

- 1<sup>o</sup> 102,700,000 frank ten titel van terugbetaling door Duitschland der kosten van het bezettingsleger ;
- 2<sup>o</sup>  $1\frac{1}{2}$  milliard voorkomende onder de volgende opstelling : « Opbrengst der Deutsche leveringen in natura en Deutsche stortingen in geldspecie. »

Over het eerste artikel dient niet te worden uitgeweid. De som van 102 miljoen, welke de kosten van het Belgische bezettingsleger in Rijnland vertegenwoordigt, werd vastgesteld in het financieel vergelijk dat den 11 Maart 1922 gesloten werd onder de Fransche, Britsche, Italiaansche en Belgische Regeeringen.

Wat de Duitsche leveringen in natura en de Duitsche stortingen in geldspecie betreft, is het duidelijk dat geen enkele ernstige, zelfs nabijkomende, raming van hetgeen zij in 1924 zijn zullen, thans kon gedaan worden.

Om daaromtrent eene zelfs op gissingen berustende redeneering te kunnen bouwen, ware het noodzakelijk te kunnen voorspellen wat er van Duitschland binnen de eerstkomende maanden zal geworden; dergelijke taak zou tot mislukken gedoemd zijn.

Het Duitsche Rijk oogst thans de eerste vruchten van zijne politiek van stelsmatige ontwijking en verkwisting. De gansche Duitsche economie doorworstelt een crisis waarvan het gebied en de gevolgen niet op voorhand kunnen worden afgebakend.

In die voorwaarden hebben wij geacht, dat, redematig, alleen het saldo van onzen voorrang mocht voorkomen onder de omschrijving der Duitsche leveringen en betalingen.

Wat er ook gebeure, is het inderdaad deze prioriteit, welke door de intergeallieerde overeenkomst van 16 Juni 1919 en al de daaropvolgende intergeallieerde overeenkomsten gewaarborgd werd, welke vóór elke andere schuldordering, na betaling van de kosten der bezettingslegers, moet voldaan worden.

De inschrijving van 1 1/2 milliard onder de ontvangsten van de Begrooting der verhaalbare uitgaven is dus, vóór alles, eene bevestiging en eene bekrachtiging dier prioriteit. Het ware ijdel haar eene andere beteekenis toe te kennen en er, namelijk, de vaststelling in te zien van eene ontvangst die we met zekerheid kunnen verwachten.

Het spreekt van zelf dat, welke loop de gebeurtenissen in Duitschland en in de gansche wereld ook nemen, er heel wat tijd zal verlopen eer stortingen in geldspecie van Duitschland kunnen verwacht worden.

Het is niet minder duidelijk dat men anderzijds, zekere hoeveelheden leveringen in natura van Duitschland zal kunnen bekomen.

#### Uitgaven.

De voor de verhaalbare uitgaven over 1924 voorgestelde credieten bedragen fr. 2,334,963,894,27 terwijl de in 1923 daarmede overeenkomende gestemde credieten fr. 2,964,260,835,71 bedroegen, zegge eene vermindering van fr. 609,294,941,44.

Die vermindering wordt in de onderstaande tabel uiteengezet :

| MINISTERIES<br>EN<br>DIENSTEN.                     | Bedrag der<br>in 1923 gestemde<br>credieten<br>(met inbegrip der<br>bijcredieten). | Bedrag<br>der voor 1924<br>voorgestelde<br>credieten. | VERSCHILLEN.                  |                 |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------------|
|                                                    |                                                                                    |                                                       | Vermeeanderingen              | Verminderingen. |
| Openbare Schuld. . . . .                           | 1,000,245,376 71                                                                   | 545,383,299 27                                        | »                             | 454,862,077 44  |
| Justitie. . . . .                                  | 715,300 »                                                                          | 934,200 »                                             | 218,900 »                     | »               |
| Binnenlandsche Zaken en<br>Volksgezondheid . . . . | 7,245,000 »                                                                        | 7,200,000 »                                           | »                             | 45,000 »        |
| Kunsten en Wetenschappen                           | 588,000 »                                                                          | »                                                     | »                             | 588,000 »       |
| { Landbouw . . . . .                               | 18,641,000 »                                                                       | 7,584,000 »                                           | »                             | 11,063,000 »    |
| { en<br>Openbare Werken. . . .                     | 23,194,000 »                                                                       | 32,284,600 »                                          | 9,090,600 »                   | »               |
| Landsverdediging . . . .                           | 209,817,000 »                                                                      | 224,198,000 »                                         | 14,381,000 »                  | »               |
| Financiën. . . . .                                 | 19,462,653 »                                                                       | 7,709,856 »                                           | »                             | 11,752,797 »    |
| Economische Zaken . . . .                          | 1,540,925,200 »                                                                    | 1,380,986,439 »                                       | »                             | 159,938,761 »   |
| Spoorwegen, Zeeweezen,<br>Posten en Telegrafen.    | 143,421,306 »                                                                      | 148,685,500 »                                         | 5,264,194 »                   | »               |
| TOTAAL. . . . fr.                                  | 2,964,260,835 71                                                                   | 2,354,965,894 27                                      | 28,954,694 »                  | 638,249,635 44  |
| HERSTELONTVANGSTEN. . . . fr.                      |                                                                                    | 1,636,415,000 »                                       | VERMINDERING : 609,291,941 44 |                 |
| NADEELIG VERSCHIL. . . . fr.                       |                                                                                    | 718 530,894 27                                        |                               |                 |

Het volstaat een oogopslag op deze tabel te werpen om vast te stellen dat de meest belangrijke vermindering bestaat in de afschaffing van het crediet van 457 miljoen dat, onder het hoofdstuk der Openbare schuld van de Begrooting der verhaalbare uitgaven over het dienstjaar 1923, den last vertegenwoordigde van de tot de hersteluitgaven aangewende algemeene leeningen der Schatkist.

Hierboven <sup>(1)</sup> werd uiteengezet in welken geest de met dien last overeenstemmende compensatie-ontvangst van de Begrooting van 's Lands Middelen werd afgevoerd : deze afvoering moest natuurlijk deze ten gevolge hebben van het overeenstemmend crediet dat op de Begrooting der Verhaalbare Uitgaven vermeld stond. Wij hebben hooger gezien dat zulks in werkelijkheid neerkwam op de aflossing van een kapitaal van ongeveer 8 milliard van onze schuldvordering op Duitschland. Wij hebben insgelijks gezien waarom die aflossing noodig was,

#### Wat wij aan Duitschland verschoten hebben.

Maar, kan men zich afvragen, is die aflossing werkelijk? Met andere woorden, vertegenwoordigden die 457 miljoen welke verleden jaar op de Begrooting van 's Lands Middelen onder de ontvangsten en op de Begrooting der Verhaalbare

(1) Zie blz. 6 en 7.

Uitgaven onder de uitgaven voorkwamen, wel het deel der zonder bijzondere aanwending aangegane leeningen, dat tot hersteldoeleinden aangewend werd?

Daarop kunnen wij, zonder aarzelen « ja » antwoorden.

De Begrooting over 1921 bevatte ten titel van compensatie-ontvangst op de Begrooting van 's Lands Middelen eene voorafneming van 300 miljoen op de herstelontvangsten.

Zooals de Regeering het alsdan heeft doen opmerken, kon dat cijfer slecht's bij benadering vastgesteld worden <sup>(1)</sup>.

Deze som werd volgens de budgetaire ramingen berekend. Niemand twijfelde er aan dat dergelijke raming noodzakelijkerwijze enkel bij benadering kon gedaan worden vermits enerzijds credieten welke op de begrooting voorkwamen slechts gedeeltelijk werden opgebruikt en dat anderzijds voor verschillende artikelen bijcredieten aan het Parlement moesten aangevraagd worden.

Als compensatie-ontvangst werd op de begrooting over 1922 eene som van 433 miljoen en op die over 1923 eene som van 437 miljoen uitgetrokken.

Het verslag van den heer Senator BEAUDUIN over de Begrooting der verhaalbare uitgaven over 1923 maakt gewag van den wensch van de Commissie van den Senaat dat eene raming zou gedaan worden, niet meer volgens de budgetaire voorzieningen, maar volgens nauwkeuriger grondslagen, en met inachtneming, voor zoover mogelijk, van den werkelijken uitslag der laatste dienstjaren.

De Regeering deed overgaan tot dit werk waarvan de uitkomst in bijgaande tabel (bijlage III) voorkomt. Voorzeker wordt, zooals hooger voor de Begrooting over 1924 werd uiteengezet, van op de herstelontvangsten vooraf te nemen compensatieontvangsten niet meer gewaagd zoowel Zamer als Senaat hebben den wensch uitgedrukt dat onze « rekening-courant met Duitschland » gehandhaafd blijve en dat alle door den Duitschen aanval aan België opgelegde lasten daarop zouden voorkomen. De Commissie van den Senaat heeft zelfs den wensch geuit dat zij jaarlijks in de Algemeene toelichting zou verschijnen <sup>(2)</sup>.

Om dit werk te verrichten, moeten de door België gedragen hersteluitgaven in vier categorieën worden ingedeeld :

- a) De in geldspecie gedane uitgaven t. t. z., namelijk, de wederopbouw van het openbaar domein van den Staat, de aan de geteisterden in geldspecie betaalde vergoedingen, de interesten van ontleende sommen, enz.;
- b) De door den Staat overgenomen lasten, namelijk de aan de provinciën opgelegde oorlogsschattingen;
- c) De aan de geteisterden, in uitvoering van de wetgeving op het herstellen der oorlogsschade gedane betalingen in titels;
- d) Ten slotte moet melding gemaakt worden van het aan den Staat in uitvoering der wapenstilstandsovereenkomsten geleverd materieel; daar de waarde van dat materieel op het credit van Duitschland geboekt is, moet zij in de herstelrekeningen als uitgave vermeld worden.

De vaststelling van den toestand der Schatkist, een zoo volledig mogelijk

---

(1) Zie desaangaande de algemeene Toelichting van de Begrooting over 1921, blz. 8.

(2) Zie verslag van den heer BEAUDUIN nopens de Begrooting der verhaalbare uitgaven over 1923.

onderzoek van de Begrooting der Buitengewone uitgaven over 1919 en 1920, om daarvan uitgaven af te voeren welke men nadien als verhaalbaar heeft bestempeld, de rekeningen der verhaalbare uitgaven over de jaren 1921 en 1922 en over het eerste halfjaar 1923, hebben toegelaten vast te stellen dat het algemeen totaal der hersteluitgaven, met inbegrip van de kosten der bezettingstroepen, op 30 Juni 1923, 18,311,700,000 frank bedroeg en, zoo men er de vóór den wapenstilstand gedane uitgaven bijvoegt, 19,293,700,000 frank.

Volgens de in het eerste halfjaar 1923 gedane uitgaven, mag men het gezamenlijk bedrag der op Duitschlands debet te boeken sommen, op 31 Décembre 1923, op 21,200,000,000 frank ramen.

Om op de Begrooting over het dienstjaar 1924 den last te rekenen van het deel der zonder bijzondere aanwending aangegane leeningen dat tot hersteldoeleinden werd gebruikt, mag natuurlijk alleen rekening gehouden worden met de in geldspecie gedane uitgaven, dat wil zeggen, diegene welke vallen onder de hiervoorvermelde categorie *a*, en daarvan de lasten aftrekken die voorafgenomen werden van de leeningen van het Verbond der Samenwerkende vennootschappen voor oorlogsschade, waarvan de lasten in de Begrooting afzonderlijk worden vermeld.

Men wordt er aldus toe gebracht, zooals uiteengezet wordt in de hierbijgevoegde tabel (bijlage IV), dezen last op 477,426,000 frank te schatten.

In de Algemeene toelichting der Begrooting over het dienstjaar 1923, heeft de Regeering het bedrag van de ter voltooiing van den wederopbouw nog te herstellen schade op 12 tot 15 milliard begroot.

Zooals zij het in dat bescheid <sup>(1)</sup> reeds deed opmerken, werd die raming enkel bij benadering gedaan. Het is nog niet mogelijk juister cijfers te verstrekken.

#### Wat nog te herstellen blijft.

Men weze echter niet verwonderd over het verschil tusschen die raming, gevoegd bij de reeds gedane uitgaven, en de algemeene raming der door België geleden schade zooals zij aan de Commissie van Herstel voorgelegd werd.

Onze eischen beliepen gezamenlijk 37,255,000 frank. In de raming der nog te doen blijvende uitgaven, welke in de algemeene toelichting van 1923 voorkwamen, maakte de Regeering geen gewag van de schade aan personen, welke, gekapitaliseerd, ongeveer 3 milliard voorstelt, terwijl de tot op heden betaalde annuïteiten te zamen maar 808 millioen vertegenwoordigen.

Men weet daarenboven dat onze wetgeving op de oorlogsschade, voornamelijk sedert de herziening door de wet van 6 September 1921, meer beperkend is dan de bepalingen van het Verdrag van Versailles, Bijlage I, 9<sup>e</sup>, Sectie I van Deel VIII.

Zulks, wel verstaan, zonder rekening te houden met de door België geleden onrechtstreeksche schade die noch bij de verdragen, noch bij onze inlandsche wetgeving voorzien is.

---

(1) Algemeene toelichting der Begrooting over het dienstjaar 1923, blz. 49.

### Onze onrechtstreeksche schade.

Voor de particulieren is het onmogelijk dergelijke schade onder cijfers te brengen. Harerzijds vertegenwoordigt de onrechtstreeksche schade van den Staat hoofdzakelijk het deel onzer naoorlogsche schuld dat noch aan de uitgaven voor toerusting, noch aan de uitgaven wegens herstel beantwoordt. Men kan ze bij benadering schatten op 20 milliard waarin namelijk begrepen zijn de 7 1/2 milliard van de markenintrekking, het derven van belastingen ingevolge de vernieling der productiemiddelen, enz., enz.

### Vergelijking met 1923.

Uit voorgaande tabel heeft men gezien dat de vermindering der in 1924 voor de verhaalbare uitgaven voorgestelde credieten, in verhouding tot die van 1923, fr. 609,294,941.44 beloopt. Deze vermindering is de einduitslag van enkele verhoogingen en van talrijker en aanzienlijker verminderingen.

Eene van die verhoogingen, die van 14,381,000 frank, betreffende het Departement van Landsverdediging, vergt bijzonderen uitleg. Want ten beloope van 13 millioen is zij alleenlijk aan de geleidelijke verevening der invaliditeitspensioenen te wijten.

Onder de verminderingen toont die van 11 millioen op de credieten voor landbouw, den klimmenden gang van het herstel der schade aan ons landbouwdomein door den oorlog toegebracht.

Spijtig genoeg kon voor de Openbare Werken dergelijke uitslag nog niet bereikt worden.

De vermindering van 11,752,797 frank in het hoofdstuk voor Financiën, komt voornamelijk daardoor dat de Begrooting over 1924 voor de oorlogsschade in de Kolonie niets meer hoeft te voorzien.

Wat ten slotte de Economische Zaken betreft, daar is de belangrijke vermindering van 160 millioen enkel en alleen te danken aan het doen inkrimpen van de buitendiensten der verwoeste gewesten, zooals uit onderstaande tabel blijkt :

|                                                                                                 | Verminderingen. |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| Koninklijke Hoogcommissarissen . . . . . fr.                                                    | 1,300,000       |
| Provinciale diensten voor exploitatie van het vervoer<br>en vast en rollend materieel . . . . . | 14,210,200      |
| Aankoop en omdeeling der materialen : bouw-<br>diensten, enz. . . . .                           | 200,000         |
| Toelagen, voorschotten aan de aangenomen gemeen-<br>ten; enz. . . . .                           | 10,000,000      |
| Aankoop van bouwmaterialen, enz. . . . .                                                        | 25,000,000      |
| Herstellingen . . . . .                                                                         | 100,000,000     |
| Huisvesting . . . . .                                                                           | 6,000,000       |
| Waterleidingen . . . . .                                                                        | 3,000,000       |
| Hulpgelden en overbrenging naar 't vaderland . .                                                | 750,000         |

## BEGROOTING VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.

### Vergelijking met 1923.

De Begrooting van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen werd op dezelfde wijze als die van vorig jaar opgemaakt. De toen aangenomen en thans, overeenkomstig het verlangen van de Commissie voor Financiën der Kamer, opnieuw gebruikte indeeling heeft tot doel de exploitatie-uitslagen der vier regiën afzonderlijk te doen uitschijnen.

*Voor 1924 zijn de voorzieningen als volgt :*

| BEHEEREN.                            | Vermoedelijke uitgaven (¹). | Vermoedelijke ontvangsten. | VERSCHILLEN.  |              |
|--------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|---------------|--------------|
|                                      |                             |                            | Boni.         | Mali.        |
| Spoorwegen . . . . .                 | 1,413,015.813 76            | 1,425 000.000 »            | 11,984 186 24 | »            |
| Zeewezen . . . . .                   | 53,680,997 »                | 16'040,000 »               | »             | 37,640,997 » |
| Posterijen . . . . .                 | 159,769,732 »               | 146,250,000 »              | »             | 13,519,732 » |
| Telegrafen en Telefonen .            | 96,316,830 »                | 105,888'413 »              | 9,571,283 »   | »            |
| TOTALEN . . . fr                     | 1,722,783,372 76            | 1,693,178,413 »            | 21,555,469 24 | 51,160,729 » |
| Hetzij een totaal mali van . . . fr. |                             |                            | 29,605,259 76 |              |

Vergeleken met de voor 1923 gestemde credieten, zijn de voor 1924 vermoede uitgaven verhoogd met fr. 232,788,799.26, te wijten, eerst en vooral, aan de stijging van den prijs der brandstof, der wisselstukken, aan de opvoering der gezinstoelage, aan de vermeerdering der geldelijke lasten en aan de overdracht van de buitengewone naar de gewone Begrooting van den duurtetoeslag van het personeel.

### Verhooging der tarieven.

Om die nieuwe lasten te keer te gaan, heeft men onvermijdelijk aan eene verhooging van de tarieven der verschillende regiën moeten denken, Het is toch maar redelijk dat zij die den spoorweg, de post, den telegraaf of den telefoon gebruiken de exploitatieuitgaven betalen, in plaats van die den belastingschuldigen gedeeltelijk op den hals te schuiven.

Dat in geval van verlaging van den levensstandaard, de tarieven ook zouden verminderen, hoeft nauwelijks gezegd.

(¹) Met inbegrip van den duurtetoeslag, die 108,792,075 frank bedraagt.

In dien gedachtengang werden de ontvangsten geraamd met inachtneming van onderstaande nieuwe middelen :

1<sup>o</sup> Opvoering der spoorwegtarieven (reizigers en goederen) :

|                                    |                |             |
|------------------------------------|----------------|-------------|
| Reizigers . . . . .                | fr. 72,000,000 |             |
| Goederen . . . . .                 | 72,000,000     |             |
| Aangroei van het verkeer . . . . . | 20,000,000     |             |
|                                    |                | <hr/>       |
|                                    |                | 164,000,000 |

2<sup>o</sup> Opvoering van het binnenlandsch posttarief . . . . . 10,000,000

3<sup>o</sup> In zwang treden van het nieuw telefoontarief. . . . . 8,000,000

Zegge te zamen . . . fr. 

---

182,000,000

**Zeewezen.**

Wat het Beheer van Zeewezen betreft, hebben wij er in de Algemeene toelichting van verleden jaar aan herinnerd dat dit beheer maar gedeeltelijk als eene regie mag beschouwd worden, want het verzekeren van diensten van openbaar nut maakt een groot deel zijner bedrijvigheid uit. In andere woorden, stemt, zooals wij toen zegden, het aangekondigde tekort niet voor zijn geheel met een exploitatietekort overeen.

De eenige merkbare verbetering waarvoor deze Begrooting thans vatbaar is, ware het verordenen van de betaling der loodsgelden in goudfrank. Die maatregel voert eene ingewikkelde zaak te berde, die door verscheidene organismen in gemeen overleg moet onderzocht worden. Een definitieve uitslag is desaangaande nog niet bereikt.

**Posterijen.**

Voor de Posterijen kon het mali van 13,519,732 frank practisch weggenomen worden, met het internationaal port voor brieven van 50 tot 75 centiem en voor postkaarten van 30 tot 40 centiem op te voeren. Dit punt ligt thans ter studie.

Op te merken is dat in de postontvangsten over 1924 begrepen zijn : de inkomsten ingevolge het intrekken van den portvrijdom en de terugbetaling door het Departement van Financiën aan dat van Spoorwegen van de bezoldigingen van het personeel van den Dienst der postechecks. Die beslissingen stonden nog niet vast toen de Begrootingen opgemaakt werden en daarom zal er voor elk betrokken Ministerie, bij wege van amendement, nog aan te passen vallen.

**Telegraaf en Telefoon.**

De Begrooting van het Beheer van Telegraaf en Telefoon sluit met een batig saldo, alhoewel de exploitatie-uitgaven vermeerderd zijn geworden met het bedrag van den duurtetoeslag, die voorheen in de buitengewone stond, en met de verhooging der gezinstoelage. Dit batig saldo is in hoofdzaak te danken aan den aanwas der ontvangsten ten gevolge van :

1<sup>o</sup> de uitbreiding van den telefoondienst;

2<sup>o</sup> de opvoering van 100 tot 200 % van de bijtaxe op de telegrammen voor 't buitenland;

3<sup>o</sup> eene verhooging der ontvangsten met 8 millioen door het feit dat het telefoontarief zal verhoogd worden, waarschijnlijk met ingang van 1 Januari a.s.

**Middendienst voor drukwerken.**

Voor de eerste maal bevat de Begrooting over 1924 eene afzonderlijke tabel voor den Middendienst voor drukwerken.

Die tabel is om zoo te zeggen eene rekening voor order waarvan de ontvangsten en de uitgaven gelijk zijn, deze laatste geschift zijnde onder al de Departementen voor welker rekening de Dienst werkt.

**Uitslagen.**

Kortom, het gezamenlijk mali bedraagt fr. 29,605,259.76, zegge eene vermindering van 20 miljoen op het op de begrooting van verleden jaar voorziene mali. Om dien uitslag naar zijne volle waarde te kunnen schatten, mag niet uit het oog worden verloren dat de exploitatie-rekeningen bezwaard werden met zeer belangrijke lasten, waarvan de voornaamste 100 miljoen bedraagt en de tegemoetkomingen ten titel van duurtetoeslag begrijpt.

**Buitengewone uitgaven.**

De tabel hieronder vermeldt het bedrag der voor 1923 gestemde credieten en deze die voor 1924, door elk beheer, aangevraagd worden :

| Beheeren.                   | 1923.                        | 1924.              |
|-----------------------------|------------------------------|--------------------|
| Spoorwegen . . . . . fr.    | 151,085,081                  | 214,305,000        |
| Zeewezen . . . . .          | 5,013,951                    | 20,000             |
| Posterijen . . . . .        | 18,554,475                   | 5,178,800          |
| Telegraaf en Telefoon . . . | 122,032,062                  | 177,015,850        |
| <b>TOTAAL.</b> . . . fr.    | <b>296,685,569</b>           | <b>396,519,650</b> |
|                             | <b>Meer : fr. 99,834,081</b> |                    |

De voor 1924 voorgestelde credieten begripen den duurtetoeslag niet meer, dewelke onder de exploitatiekosten opgenomen werd.

De aangroei der credieten voor spoorwegen is te wijten : eenerzijds, aan het feit dat voor den trekdienst en den dienst van het materieel eene som voorzien werd van 21,540,000 frank voor de bestelling van 600 platte wagens van 20 ton terwijl in 1923 van alle aanvraag tot uitbreiding van het vervoermaterieel afgezien werd; anderzijds, aan de omstandigheid, dat voor den dienst der wegen en werken, het aangevraagd crediet moest opgevoerd worden met 85,174,500 frank voor werken van uitbreiding van het spoorwegnet ten einde te kunnen voorzien in het merkbaar aanwinnen van het verkeer en het aanleggen te kunnen doorzetten van de spoorlijnen noodig om het Kempisch kolenbekken te bedienen.

Wat den aangroei betreft der voor Telegraaf en Telefoon voorgestelde sommen, deze wordt, in hoofdzaak, gewettigd door het gestadig toenemen van den telefoondienst, alsook door het duurder worden der materialen.

# BEGROOTING DER PROVIANDEERINGSONTVANGSTEN EN -UITGAVEN.

|                                                                                           |               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|
| De ontvangsten van de Begrooting der Bevoorrading worden, voor 1924, geraamd op . . . . . | fr. 4,500,000 |
| De uitgaven op . . . . .                                                                  | 2,234,923     |
| Overschot der ontvangsten. . . . .                                                        | fr. 2,265,077 |

Het geldt hier eenen in liquidatie zijnden dienst.

De daarmee verband houdende begrooting werd opgemaakt om deze liquidatie te kunnen doordrijven en om voordeel te kunnen trekken uit de koel- en vriesinrichtingen in afwachting dat eene beslissing intrede nopens de hun te geven bestemming.

## SAMENVATTING.

De begrootingsvoorstellen over het dienstjaar 1924 worden in hun geheel, in ontvangsten en uitgaven, met hunne uitslagen, door onderstaande tabel aangetoond :

| BEGROOTINGEN.                                  | UITGAVEN.        | ONTVANGSTEN.    | OVERSCHOT        |                  |
|------------------------------------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|
|                                                |                  |                 | der ontvangsten. | der uitgaven.    |
| Gewone begrootingen . . . . .                  | 3,354,224,565 83 | 3,345,672,220 » | »                | 8,552,345 83     |
| Buitengewone begrooting . . . . .              | 501,743,080 »    | 6,839,500 »     | »                | 494,903,580 »    |
| Begrooting der verhaalbare uitgaven . . . . .  | 2,344,965,894 27 | 1,636,415,000 » | »                | 718,550,894 27   |
| Begrooting der regieën :                       |                  |                 |                  |                  |
| 1 <sup>o</sup> Exploitatie uitgaven. . . . .   | 1,722,783,372 76 | 1,693,478,413 » | »                | 29,605,259 76    |
| 2 <sup>o</sup> Buitengewone uitgaven . . . . . | 396,519,650 »    | 427,000 »       | »                | 396,092,650 »    |
| Begrooting der Bevoorrading . . . . .          | 2 234,923 »      | 4,500,000 »     | 2,265,077 »      | »                |
| TOTALEN. . . . .                               | 8,332,471,485 86 | 6,687,031,833 » | 2,265,077 »      | 1 647,704 729 86 |
| NADEELIG VERSCHIL . . . . . fr.                |                  |                 | 1,645,439,652 86 |                  |

Wij achten het onnoodig hier terug te komen op het voorbehoud dat wij gemaakt hebben nopens de herstelontvangsten; zij hebben klaarblijkelijk een rechtstreekschen terugslag op het door bovenstaande tabel aangegeven saldo.

## ONZE FINANCIËELE POLITIEK

Wij hebben zooeven ieder onzer begrootingen op beknopte wijze ontleed. Wij hebben ze vergeleken met diegene welke voor 1923 goedgekeurd werden. Het oogenblik schijnt gekomen om dieper in het verleden te gaan ten einde den sedert drie jaar afgelegden weg te kunnen meten.

Keeren wij terug tot de begrooting over 1920, de eerste welke sedert den wapenstilstand goedgekeurd werd en die werkelijk dien naam verdient. Herinneren wij ons hare kenmerken :

de Begrooting der regieën wordt vermengd met de gewone Begrootingen,  
de Buitengewone Begrooting omvat de proviandeering en de verhaalbare uitgaven.

Op de gewone : 2,082 miljoen uitgaven,  
1,602 miljoen ontvangsten.  
480 miljoen tekort.

En nochtans wordt de gewone ontlast van heel wat onproductieve uitgaven welke voor de Natie echte stortingen met afgestaan kapitaal uitmaken en die er sedertdien overgebracht werden.

Op Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen bedroegen de gewone uitgaven 1,198 miljoen tegen 712 miljoen ontvangsten, hetgeen, de buitengewone uitgaven niet inbegrepen, een tekort naliet van 486 miljoen.

De verhaalbare uitgaven komen voor op de Begrooting voor een gezamenlijk bedrag van 5 milliard en de Bevoorrading voor 2,088 miljoen tegen 1,359 miljoen ontvangsten; loutere voorzieningen.

Te zamen bedragen de uitgaven 11 milliard en de ontvangsten schieten te kort voor 7 milliard en meer.

Daarenboven, blijven zeer hoge supplementen te betalen naar gelang de voor bovenvermeld diensjaar aangegane bijzondere leeningen vervallen, die in feite, echte verschoven uitgaven zijn.

De loutering gaat nochtans stilaan haren gang.

In 1921 reeds vormen de regieën eene Bijzondere begrooting, alsook de Proviandeering en de verhaalbare uitgaven. Maar tegengewerkt door de in 1920 verleende weddeverhoogingen, de invoering van den duurtetoeslag, de geleidelijke inwerkingtreding der in 1919 en 1920 gestemde wetten, is de vooruitgang nog maar traag.

Het is pas in 1922 dat de omstandigheden de Regeering toelaten den door haar voorgenomen weg vastberaden op te gaan en eene volledige ontwikkeling te geven aan hare politiek van terugopneming op de gewone, de eenige die in staat is om onze financiën voorgoed in 't reine te brengen.

Terwijl de in 1921 van de Buitengewone Begrooting afgevoerde credieten slechts 6 miljoen bedroegen, werden er in 1922, 51 miljoen op de gewone Begrootingen overgebracht.

Zij houden vooral verband met uitgaven van maatschappelijken aard zooals maatregelen tot voorkoming der tering, gezondheidsdienst en -inrichting ten

gevolge van den oorlog, voorbehoeding tegen geslachtsziekten; aanmoedigingen aan de instellingen welke zich onledig houden met het kosteloos plaatsen van arbeiders, genees- en artseneijkundige dienst der vereenigingen van onderlingen bijstand, allen uitgaven welke voortaan bestreden worden door middel van 's Lands bestendige en normale inkomsten.

In de begrooting over 1923 wordt een nieuwe, heel belangrijke, stap afgelegd : eenerzijds, gaan 124 miljoen van de buitengewone begrooting en van de begrooting der verhaalbare uitgaven naar de gewone begrooting over. Zij vertegenwoordigen grootendeels (104 miljoen) den last van de intrekking der marken; het overige bevat de consolidatie van den bijstand aan de gemeenten verleend en van verschillende maatschappelijke uitgaven, zooals : onderstand aan werklieden ingevolge den oorlog tot werken ongeschikt geworden en bijkomende toelagen aan behoeftige slachtoffers van arbeidsongevallen. Anderzijds gaat de Beheersbegrooting gebukt onder eene aanvullende uitgave van ongeveer 38 miljoen frank, die het deel vertegenwoordigt vroeger ten bate van het gemeentefonds op de opbrengst der posterijen voorafgenomen. De overlast van de gewone belooft dus een totaal van 162 miljoen.

Wij zullen niet langer blijven staan bij den vooruitgang die uit het ontwerp van Begrooting over 1924 blijkt.

Men weet dat deze van tweeërlei aard is :

Eerst, voortzetting en voltooiing der politiek van opneming in de gewone : 153 miljoen, bevattende de verschillende uitgaven-oorlogsgevolgen en namelijk den duurtetoeslag, zullen voortaan in de gewone voorkomen.

Daarna, afschaffing van de compensatie-ontvangst op het herstel voorafgenomen. Zeven milliard negenhonderd miljoen reeds uitgekeerde hersteluitgaven worden geconsolideerd dank zij de weglating in de Begrooting van 's Lands Middelen van 477 miljoen ontvangsten van Duitschen oorsprong.

En welk is heden de toestand?

De gewone Begrooting staat practisch in evenwicht niettegenstaande den overlast waarmede zij bezwaard wordt door het bestaan in hare kolommen van 200 miljoen uitzonderlijke uitgaven.

Uit de buitengewone Begrooting zijn alle onproductieve lasten geweerd welke er vroeger in vermeld stonden en zij mag, o. d., bij de vooroorlogsche buitengewone Begrootingen vergeleken worden.

De Regieën bedruipen zich indien men de niet-industriele uitgaven, die in hunne Begrooting voorkomen, ter zijde laat.

De verhaalbare uitgaven zijn, in vergelijking met verleden jaar, met 610 miljoen geslonken.

De Bevoorrading, in liquidatie, heeft nog slechts eene begrooting van enkele miljoenen, welke overigens met een boni sluit.

Om den afgelegden weg te waardeeren, volstaat de vaststelling dat de gewone Begrooting, hadde men over 1924 dezelfde handelwijze gevolgd als over 1923, t. t. z., hadde men de compensatie-ontvangsten wegens herstel niet van kant

gelaten en hadde men op de buitengewone de credieten laten staan die er verleden jaar in voorkwamen, dan zou sluiten met een boni van

622 miljoen.

Op den grondslag der begrooting over 1922, zou het boni

784 miljoen bereikt hebben.

Op den grondslag der begrooting over 1921 zou het

835 miljoen beloopt hebben.

Zijn die cijfers niet van aard eene gewettigde voldoening in te boezemen?

Wezen wij echter op onze hoede voor overdreven optimisme. Dat ware op dit oogenblik even weinig gebillijkt als eene welkdanige pessimistische stemming; zegden wij niet reeds dat ons vertrouwen tevens voorwaardelijk en beperkt is?

De in den loop der laatste jaren behaalde uitslagen gingen gepaard met aanzienlijke inkrimping van het nog onaangeroerde belastingveld.

De rechtstreeksche belastingen zijn het elfvoudige van vóór den oorlog. De door het Beheer der Registratie geheven rechten bijna het achtvoudige, en dan nog ongeacht overdrachtstaxe en taxe op de facturen, die beide op een nieuw beginsel steunen. De tol- en accijnsrechten zijn onderscheidenlijk 5,7 en 2,5 maal hooger dan in 1913.

Meent soms iemand dat uit een van die categorieën nog meer inkomsten te halen zijn? Wij denken het niet.

En nochtans, zoolang Duitschland niet betalen wil, ten minste niet de jaarlijksche kosten voor ons herstel, moet eene categorie uitgaven onvermijdelijk stijgen: wij bedoelen de uitgaven die uit onze openbare schuld voortvloeien.

Is men er zeker van dat de normale meeropbrengsten der belastingen en de nog te doen blijvende bezuinigingen toereikend zullen zijn om tegen dien overlast op te wegen? En is het ook niet onontbeerlijk dat wij denken aan het consolideeren van het deel onzer schuld, waarvoor geene aflossingsdotatie bestaat, de voorschotten der Nationale Bank voornamelijk? Moeten wij er ons niet op voorbereiden het hoofd te bieden aan de vervaarlijke, gekende vervaldagen der eerstkomende jaren?

Onze pogingen moeten dus niet alleen het behoud van den verkregen toestand beoogen; ernstige vooruitgang wordt nog van ons verwacht. Daarom moeten wij, even gestreng als voorheen, het beginsel der uiterste zuinigheid blijven betrachten.

Enkel en alleen met die methode kunnen wij ons crediet ongeschonden handhaven en dat is de eerste behoefte voor een klein land dat 40 milliard schuld heeft.

Doch thans, ten minste, toont ons de weg, die met onverdroten moed werd afgelegd, dat bijaldien het land zulks onverzettelijk blijft willen, zijn heil, voor zoover het dit beheerscht, voortaan niet meer twijfelachtig is.

*De Eerste Minister,  
Minister van Financiën,  
G. THEUNIS.*

## BIJLAGE I.

## BEGROETING VAN 'S LANDS MIDDELEN.

*Schommelingen in meer of in minder vergelegen met 1923.*

|                                                                                                                                            | Verhoogingen. | Verminderingen. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|-----------------|
| ART. 1. — Cedulaire belastingen op de inkomsten :                                                                                          |               |                 |
| Belasting op roerende zaken . . . . . fr.                                                                                                  | 65,000,000    | »               |
| Bedrijfsbelasting . . . . .                                                                                                                | 40,000,000    | »               |
| » 2. — Bijkomende belasting op het globaal inkomen (supertaxe) .                                                                           | 90,000,000    | »               |
| » 3. — Belasting op het mobilair. . . . .                                                                                                  | »             | 10,000,000      |
| » 4. — Personeele belasting uit hoofde der dienstboden en paarden                                                                          | »             | 500,000         |
| » 5. — Taxe op de automobielen en andere stoom- of motor-<br>voertuigen . . . . .                                                          | 20,000,000    | »               |
| » 6. — Taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden .                                                                              | 5,000,000     | »               |
| » 7. — Taxe op het spel en de weddenschappen . . . . .                                                                                     | 5,000,000     | »               |
| » 9. — Verschillende ontvangsten (rechtstreeksche belastingen) .                                                                           | 8,907,750     | »               |
| » 10. — Douanen. . . . .                                                                                                                   | 41,000,000    | »               |
| » 11. — Accijnzen . . . . .                                                                                                                | 90,490,000    | »               |
| » 12. — Gebeurlijk saldo door België te incasseeren op de ont-<br>vangsten welke met het Groothertogdom Luxemburg<br>gemeen zijn . . . . . | 2,500,000     | »               |
| » 13. — Verschillende ontvangsten (douanen en accijnzen) . . .                                                                             | 225,750       | »               |
| » 14. — Registratie en overschrijving . . . . .                                                                                            | 70,000,000    | »               |
| » 15. — Griffie . . . . .                                                                                                                  | 200,000       | »               |
| » 16. — Hypotheken. Inschrijvingsrechten . . . . .                                                                                         | 1,700,000     | »               |
| » 17. — Erfenissen . . . . .                                                                                                               | 55,000,000    | »               |
| » 18. — Zegel, overdrachts- en weeldetaxe . . . . .                                                                                        | 290,000,000   | »               |
| » 20. — Boeten in zake belastingen . . . . .                                                                                               | 1,500,000     | »               |
| » 21. — Boeten van veroordeelingen in zaken van verschillenden<br>aard en schadeloosstellingen . . . . .                                   | 1,000,000     | »               |
| » 22. — Taxe op de vereenigingen zonder winstgevend doel. . .                                                                              | 100,000       | »               |
| » 23. — Vaarten en rivieren . . . . .                                                                                                      | 4,200,000     | »               |
| » 24. — Aan den Staat toekomend deel in de netto- opbrengst der<br>Scheldekaaien te Antwerpen . . . . .                                    | 1,800,000     | »               |
| » 25. — Voorhaven van Oostende en vlotdok van Nieuipoort. Kaai-<br>en dokrechten . . . . .                                                 | 100,000       | »               |
| » 26. — Aan den Staat toekomend deel in de netto-opbrengst der<br>voorhaven van Gent . . . . .                                             | »             | 40,000          |
| » 28. — Bosschen . . . . .                                                                                                                 | 2,600,000     | »               |
| » 29. — Inrichtingen en diensten door den Staat beheerd. . . .                                                                             | 100,000       | »               |
| » 31. — Opbrengst der domeinen . . . . .                                                                                                   | 2,000,000     | »               |
| OVER TE DRAGEN. . . fr.                                                                                                                    | 798,423,500   | 10,540,000      |

|                                                                                                                                                                                                                                          |                             |             |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------|-------------|------------|
|                                                                                                                                                                                                                                          | OVERDRACHT. . . fr.         | 798,423,500 | 10,540,000 |
| ART. 32. — Inschrijvingen op den <i>Moniteur</i> , enz., door het Postbeheer ontvangen . . . . .                                                                                                                                         |                             | 200,000     | »          |
| » 33. — Opbrengst van den verkoop der vischverloven . . . . .                                                                                                                                                                            |                             | 44,000      | »          |
| » 36. — Opbrengst der kanselarijrechten en consulaire taxes . . . . .                                                                                                                                                                    |                             | »           | 1,100,000  |
| » 37. — Opbrengst van de regie van den <i>Moniteur</i> . . . . .                                                                                                                                                                         |                             | 100,000     | »          |
| » 39. — Opbrengst van de Staatslaboratoria voor ontledingen . . . . .                                                                                                                                                                    |                             | 80,000      | »          |
| » 40. — Opbrengst van het Koepokgesticht van den Staat. . . . .                                                                                                                                                                          |                             | 25,000      | »          |
| » 41. — Opbrengst der taxes voor vleeschkeuring. — Opbrengst der examens tot het bekomen van het getuigschrift van vleeschkeurder . . . . .                                                                                              |                             | 25,000      | »          |
| » 44. — Deel den Staat voorbehouden bij de wet van 26 Maart 1900 in de jaarlijksche winsten door de Nationale Bank van België behaald . . . . .                                                                                          |                             | 1,000,000   | »          |
| » 45. — Bonificatie van een vierde ten honderd per halfjaar op het overschot der gemiddeld boven 275 miljoen frank in omloop zijnde bankbriefjes van de Nationale Bank van België. . . . .                                               |                             | 2,000,000   | »          |
| » 46. — Opbrengst der belegging van de beschikbare fondsen der Schatkist. . . . .                                                                                                                                                        |                             | »           | 5,000,000  |
| » 47. — Dividenden van de aandelen der Spoorwegmaatschappij van Congo . . . . .                                                                                                                                                          |                             | 2,400,000   | »          |
| » 48. — Intersten en dividenden der aandelen van de Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen . . . . .                                                                                                                                 |                             | 500,000     | »          |
| » 50. — Intersten van obligaties van vennootschappen voor zee-reederij . . . . .                                                                                                                                                         |                             | »           | 8,815      |
| » 51. — Aandeel van den Staat in de winsten der Nationale Maatschappij voor crediet aan de Nijverheid. . . . .                                                                                                                           |                             | 400,000     | »          |
| » 53. — Abonnementen op het <i>Bulletijn der met verzet aangeteekende Waarden</i> en verkoop per losse nummers . . . . .                                                                                                                 |                             | »           | 35,000     |
| » 54. — Opbrengst van het gezondheidstoezicht over de in- en uitgevoerde huisdieren . . . . .                                                                                                                                            |                             | 2,000,000   | »          |
| » 55. — Werkhuis van fotografie van Bruggen en Wegen : opbrengst van den verkoop van plans, documenten, uitgaven, jaarboeken, enz. . . . .                                                                                               |                             | 30,000      | »          |
| » 56. — Opbrengst van den verkoop van afgietsels en fotografieën voortkomende van de Koninklijke Museums van het Jubelpark. . . . .                                                                                                      |                             | 10,000      | »          |
| » 57. — Inschrijvingsrechten tot de examens ingericht door het Beheer van het Normaal Onderwijs . . . . .                                                                                                                                |                             | 25,000      | »          |
| » 60. — Saldo der door het Rekenhof afgesloten rekeningen. Tekort van wege de Staatsrekenplichtigen . . . . .                                                                                                                            |                             | 60,000      | »          |
| » 61. — Invordering van voorschotten door de verschillende Departementen gedaan . . . . .                                                                                                                                                |                             | 300,000     | »          |
| » 66. — Voorafneming op de gelden van het kleedingfonds der douane, ten titel van terugbetaling wegens voorschotten, van de kosten van het personeel van het bijzonder bureel belast met den dienst van het fonds . . . . .              |                             | 9,000       | »          |
| » 70. — Deel der provinciën en der gemeenten in de betaling der pensioenen van de gemeenteonderwijzers . . . . .                                                                                                                         |                             | 2,880,000   | »          |
| » 74. — Jaarsom door de Nationale Maatschappij der goedkope woningen en woonvertrekken te betalen uit hoofde der voorschotten welke haar door den Staat verleend werden, overeenkomstig artikel 10 der wet van 11 October 1919 . . . . . |                             | 3,987,500   | »          |
|                                                                                                                                                                                                                                          | OVER TE DRAGEN. . . . . fr. | 814,499,000 | 16,683,815 |

|                                                                                                                                                                                                                                                      |  |             |            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-------------|------------|
| OVERDRACHT . . . . . fr.                                                                                                                                                                                                                             |  | 814,499,000 | 16,683,815 |
| ART 78. — Terugbetaling der voorschotten gedaan voor rekening der provinciën en gemeenten voor de betaling der jaarwedden van beschikbaarheid aan onderwijzers en onderwijzeressen der gemeentelijk en aangenomen lagere- en bewaarscholen . . . . . |  |             |            |
|                                                                                                                                                                                                                                                      |  | 950,000     | »          |
| » 79. — Toelagen den Staat aangeboden voor het onderhoud en de verbetering der burgerlijke gebouwen . . . . .                                                                                                                                        |  | 325,000     | »          |
| » 80. — Toelagen den Staat aangeboden voor het onderhoud der wegen . . . . .                                                                                                                                                                         |  | 50,000      | »          |
| » 81. — Aandeel in het kostgeld door de leerlingen der Militaire School te betalen, krachtens de wet van 18 Maart 1838 gewijzigd bij die van 8 Augustus 1921 . . . . .                                                                               |  | 190,000     |            |
| » 82. — Opbrengst der leveringen en afstanden tegen terugbetaling gedaan door de diensten welke van het Departement van Landsverdediging afhangen . . . . .                                                                                          |  | 8,125,000   | »          |
| » 83. — Bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten . . . . .                                                                                                                                                                          |  | 10,000,000  | »          |
| » 84. — Opbrengst van den verhoop van Duitsche schepen, aan België toegekend krachtens de Overeenkomst van Spa . . . . .                                                                                                                             |  | 500,000     | »          |
| » 85. — Invorderingsrechten door den Belgischen Afrekeningsdienst geïnd . . . . .                                                                                                                                                                    |  | »           | 270,000    |
| » 86. — Overschotten op 31 December 1923 van de wederbeleggingsgelden van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order afgetrokken (Ministerie van Landsverdediging) . . . . .                                                               |  | 10,816,000  | »          |
| » 87. — Voorafneming op de Begrooting der Regiën van het aandeel in de lasten der Openbare Schuld, welke op de gewone Begrooting gebracht zijn . . . . .                                                                                             |  | 33,941,781  | »          |
| » 88. — Terugbetaling, door Duitschland, van de kosten der Belgische bezettingstroepen . . . . .                                                                                                                                                     |  | »           | 150,000    |

*Afgeschaft middel :*

|                                                         |     |             |
|---------------------------------------------------------|-----|-------------|
| Voorafneming op de ontvangsten wegens herstel . . . . . | »   | 457,000,000 |
|                                                         | fr. | 879,396,781 |
|                                                         |     | 474,103,815 |
| VERMEERDERING . . . . . fr.                             |     | 405,292,966 |

De toelichtende nota's gevoegd bij de Begrooting van 's Lands Middelen geven omstandig de redenen op der in bovenstaande lijst opgesomde verschillen, welke deze Begrooting vertoont, vergeleken met die van 1923.

## BIJLAGE II.

*Statistiek van het personeel dat uit de Staatskas trekt, het personeel der Regieën (Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen en Telefonen) niet inbegrepen.*

| DEPARTEMENTEN.                                                                  | Toestand op      |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
|                                                                                 | 31 Juli<br>1914. | 1 Januari<br>1919. | 1 Januari<br>1920. | 1 Januari<br>1921. | 1 Januari<br>1922. | 1 Januari<br>1923. | 1 Juli<br>1923. |
| <i>Financiën :</i>                                                              |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer . . . . .                                                          | 422              | 367                | 627                | 806                | 893                | 975                | 1,034           |
| Buitendienst . . . . .                                                          | 9,353            | 9,423              | 9,916              | 12,612             | 13,149             | 13,453             | 14,213          |
| TOTAAL . . . . .                                                                | 9,777            | 9,790              | 10,543             | 13,418             | 14,044             | 14,428             | 15,247          |
| <i>Justitie :</i>                                                               |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer . . . . .                                                          | 216              | 220                | 275                | 316                | 335                | 349                | 349             |
| Buitendiensten daaraan ver-<br>bonden werklieden . . .                          | 2,167            | 2,130              | 2,190              | 2,528              | 2,689              | 2,600              | 2,553           |
| Rechterlijke orde . . . .                                                       | 1,875            | 2,020              | 2,263              | 2,694              | 2,700              | 2,669              | 2,573           |
| TOTAAL . . . . .                                                                | 4,258            | 4,370              | 4,728              | 5,538              | 5,724              | 5,618              | 5,475           |
| <i>Buitenlandsche Zaken :</i>                                                   |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer . . . . .                                                          | 149              | 228                | 378                | 433                | 499                | 463                | 430             |
| Buitendienst . . . . .                                                          | 199              | 223                | 236                | 294                | 297                | 288                | 278             |
| TOTAAL . . . . .                                                                | 348              | 451                | 614                | 727                | 796                | 751                | 708             |
| <i>Binnenlandsche Zaken<br/>en Volksgezondheid :</i>                            |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer . . . . .                                                          | 120              | 163                | 180                | 182                | 187                | 181                | 175             |
| Buitendienst, Provinciebe-<br>sturen en arrondisse-<br>mentscommissariaten. . . | 762              | 821                | 806                | 844                | 864                | 881                | 876             |
| TOTAAL . . . . .                                                                | 882              | 984                | 986                | 1,026              | 1,051              | 1,062              | 1,051           |
| <i>Kunsten en Wetenschappen :</i>                                               |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer . . . . .                                                          | 180              | 193                | 204                | 401                | 444                | 443                | 432             |
| Buitendienst en onderwijs                                                       | 3,664            | 3,594              | 3,759              | 4,196              | 4,420              | 4,568              | 4,675           |
| TOTAAL . . . . .                                                                | 3,844            | 3,787              | 3,963              | 4,597              | 4,864              | 5,011              | 5,107           |
| <i>Landbouw :</i>                                                               |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer . . . . .                                                          | 98               | 96                 | 129                | 144                | 151                | 151                | 149             |
| Buitendienst . . . . .                                                          | 1,043            | 1,023              | 1,202              | 1,344              | 1,360              | 1,310              | 1,284           |
| TOTAAL . . . . .                                                                | 1,141            | 1,119              | 1,331              | 1,488              | 1,511              | 1,461              | 1,433           |

| DEPARTEMENTEN.                                                            | Toestand op      |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
|---------------------------------------------------------------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-----------------|
|                                                                           | 31 Juli<br>1914. | 1 Januari<br>1919. | 1 Januari<br>1920. | 1 Januari<br>1921. | 1 Januari<br>1922. | 1 Januari<br>1923. | 1 Juli<br>1923. |
| <i>Openbare Werken :</i>                                                  |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer. . . . .                                                     | 193              | 193                | 257                | 279                | 304                | 271                | 252             |
| Buitendienst . . . . .                                                    | 3,410            | 3,166              | 3,267              | 3,393              | 3,326              | 3,280              | 3,216           |
| <b>TOTAAL. . . . .</b>                                                    | <b>3,603</b>     | <b>3,359</b>       | <b>3,524</b>       | <b>3,672</b>       | <b>3,630</b>       | <b>3,551</b>       | <b>3,468</b>    |
| <i>Nijverheid en Arbeid :</i>                                             |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer . . . . .                                                    | 500              | 440                | 534                | 580                | 731                | 447                | 430             |
| Buitendienst . . . . .                                                    | »                | »                  | »                  | »                  | »                  | 269                | 267             |
| Bevoorrading . . . . .                                                    | »                | 188                | 436                | 980                | 602                | 478                | 89              |
| <b>TOTAAL . . . . .</b>                                                   | <b>500</b>       | <b>628</b>         | <b>970</b>         | <b>1,560</b>       | <b>1,333</b>       | <b>1,194</b>       | <b>786</b>      |
| <i>Landsverdediging :</i>                                                 |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer en werklie-<br>den der daaraan ver-<br>bonden diensten . . . | 300              | 411                | 1 255              | 1,609              | 1 503              | 1,218              | 1,121           |
| Buitendienst en daaraan ver-<br>bonden werklieden . .                     | 3,595            | 3,322              | 8,467              | 9,774              | 9,697              | 8,113              | 7,736           |
| <b>TOTAAL. . . . .</b>                                                    | <b>3,895</b>     | <b>3,733</b>       | <b>9,722</b>       | <b>11,383</b>      | <b>11,200</b>      | <b>9,331</b>       | <b>8,857</b>    |
| <i>Koloniën :</i>                                                         |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer . . . . .                                                    | 318              | 274                | 279                | 280                | 275                | 280                | 275             |
| Buitendienst . . . . .                                                    | »                | »                  | 92                 | 98                 | 99                 | 100                | 100             |
| <b>TOTAAL. . . . .</b>                                                    | <b>318</b>       | <b>274</b>         | <b>371</b>         | <b>378</b>         | <b>374</b>         | <b>380</b>         | <b>375</b>      |
| <i>Economische Zaken :</i>                                                |                  |                    |                    |                    |                    |                    |                 |
| Middenbeheer. . . . .                                                     | »                | 105                | 457                | 855                | 1,011              | 908                | 854             |
| Buitendienst en daaraan ver-<br>bonden werklieden . .                     | »                | »                  | 2,769              | 2,693              | 3,165              | 2,803              | 2,722           |
| <b>TOTAAL. . . . .</b>                                                    | <b>»</b>         | <b>105</b>         | <b>3,226</b>       | <b>3,548</b>       | <b>4,176</b>       | <b>3,711</b>       | <b>3,576</b>    |
| <b>ALGEMEEN TOTAAL . . .</b>                                              | <b>28,566</b>    | <b>28,600</b>      | <b>39,978</b>      | <b>47,335</b>      | <b>48,703</b>      | <b>46,498</b>      | <b>46,083</b>   |

## BIJLAGE III.

## Uitgaven door België gedaan en op het debet van Duitschland gebracht.

Rekening op 30 Juni 1923 afgesloten.

|                                                                                             | Uitgaven<br>in<br>geldspecie. | Overname<br>van<br>lasten. | Betaling<br>met<br>titels. | Verschillende. | TOTAAL.       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------|---------------|
| <b>I. — FINANCIEELE SCHADE :</b>                                                            |                               |                            |                            |                |               |
| a) Oorlogsschattingen. — Interprovinciale leening. — Kapitaal . . . .                       | »                             | 2,280,000,000              | »                          | »              | 2,280,000,000 |
| Interesten tijdens de bezetting op de Belgische begrotingen aangerekend . . . . .           | 43,000,000                    | »                          | »                          | »              | 43,000,000    |
| Interesten tot aan de overname door den Staat betaald en bij het kapitaal gevoegd . . . . . | »                             | 67,800,000                 | »                          | »              | 67,800,000    |
| Interesten sedert dien datum en tot op 30 Juni 1923 betaald . . . .                         | 540,800,000                   | »                          | »                          | »              | 540,800,000   |
| b) Financiële schade der gemeenten door den Staat overgenomen . .                           | »                             | 338,100,000                | »                          | »              | 338,100,000   |
| Interesten door den Staat betaald sedert de overname . . . . .                              | 59,500,000                    | »                          | »                          | »              | 59,500,000    |
| Interesten der leeningen door den Staat aangegaan voor de verhaalbare uitgaven . . . . .    | 918,000,000                   | »                          | »                          | »              | 918,000,000   |
| Interesten der titels van oorlogsschade op 30 Juni 1923 vervallen .                         | 535,500,000                   | »                          | »                          | »              | 535,500,000   |
| Dienst van de leeningen der verwoeste gewesten . . . . .                                    | 151,400,000                   | »                          | »                          | »              | 151,400,000   |
| <b>II. — SCHADE AAN HET OPENBAAR DOMEIN :</b>                                               |                               |                            |                            |                |               |
| 1° Staatsspoorwegen :                                                                       |                               |                            |                            |                |               |
| a) Wegen en werken . . . . .                                                                | 556,200,000                   | »                          | »                          | »              | 556,200,000   |
| b) Trekdienst en materieel . . .                                                            | 1,626,100,000                 | »                          | »                          | »              | 1,626,100,000 |
| Materieel van den wapenstijlstand: 471,900,000 goudmark tegen 3 frank per goudmark .        | »                             | »                          | »                          | 1,415,700,000  | 1,415,700,000 |
| c) Electriciteitsdienst . . . . .                                                           | 17,500,000                    | »                          | »                          | »              | 17,500,000    |
| d) Zeewezen . . . . .                                                                       | 25,000,000                    | »                          | »                          | »              | 25,000,000    |
| 2° Vergunde spoorwegen . . . .                                                              | 31,600,000                    | »                          | 27,700,000                 | »              | 59,300,000    |
| 3° Buurtspoorwegen . . . . .                                                                | 300,000,000                   | »                          | »                          | »              | 300,000,000   |
| 4° Telegrafen en Telefonen . . .                                                            | 184,700,000                   | »                          | »                          | »              | 184,700,000   |
| 5° Posterijen . . . . .                                                                     | 2,900,000                     | »                          | »                          | »              | 2,900,000     |
| OVER TE DRAGEN. . . . fr.                                                                   | 4,992,200,000                 | 2,685,900,000              | 27,700,000                 | 1,415,700,000  | 9,121,500,000 |

|                                                                                                          | Uitgaven<br>in<br>geldspecie. | Overname<br>van<br>lasten. | Betaling<br>met<br>titels. | Verschillende.      | TOTAAL.        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|----------------------------|---------------------|----------------|
| OVERDRACHT. . . . .                                                                                      | 4,992,200,000                 | 2,685 900 000              | 27,700,000                 | 1,415,700,000       | 9,121,500,000  |
| 6 <sup>o</sup> Bevaarbare waterwegen. . . . .                                                            | 125,000,000                   | »                          | »                          | »                   | 125,000,000    |
| 7 <sup>o</sup> Havens. . . . .                                                                           | 91,000,000                    | »                          | »                          | »                   | 91,000 000     |
| 8 <sup>o</sup> { Wegenis van den Staat . . . . .                                                         | 80,300,000                    | »                          | »                          | »                   | 80,300,000     |
| { Wegenis der gemeenten . . . . .                                                                        | 72,500,000                    | »                          | »                          | »                   | 72,500,000     |
| 9 <sup>o</sup> Andere schade aan het Staats-<br>domein . . . . .                                         | 113,300 000                   | »                          | »                          | »                   | 113,300,000    |
| III. — SCHADE AAN PRIVATE GOE-<br>DEREN :                                                                |                               |                            |                            |                     |                |
| 1 <sup>o</sup> Vonnissen der rechtbanken voor<br>oorlogsschade en bestuurlijke<br>voorschotten . . . . . | 2,838,400,000                 | »                          | 2,627,900,000              | »                   | 5,466,300,000  |
| 2 <sup>o</sup> Werken van wederopbouw recht-<br>streeks door den Staat uitge-<br>voerd . . . . .         | 1,167,000,000                 | »                          | »                          | »                   | 1,167,000,000  |
| 3 <sup>o</sup> Landbouwherstel. . . . .                                                                  | 241,200,000                   | »                          | »                          | »                   | 241,200,000    |
| 4 <sup>o</sup> Algemeene onkosten van den we-<br>deropbouw . . . . .                                     | 402,000,000                   | »                          | »                          | »                   | 402,000,000    |
| IV. — SCHADE AAN PERSONEN :                                                                              |                               |                            |                            |                     |                |
| 1 <sup>o</sup> Burgerlijke slachtoffers :                                                                |                               |                            |                            |                     |                |
| Begrooting van Economische<br>Zaken. . . . .                                                             | 327,200 000                   | »                          | »                          | »                   | 327,200,000    |
| Begrooting der Openbare Schuld                                                                           | 46,400,000                    | »                          | »                          | »                   | 46,400,000     |
| 2 <sup>o</sup> Militaire slachtoffers :                                                                  |                               |                            |                            |                     |                |
| Begrooting van Landsverdedi-<br>ging . . . . .                                                           | 404,200,000                   | »                          | »                          | »                   | 404,200,000    |
| Begrooting der Openbare Schuld                                                                           | 6,500,000                     | »                          | »                          | »                   | 6 500 000      |
| 3 <sup>o</sup> Nationaal Werk voor Oorlogsinva-<br>liden. . . . .                                        | 23,700,000                    | »                          | »                          | »                   | 23,700 000     |
|                                                                                                          | 10,930,900,000                | 2,685,900,000              | 2,655 600,000              | 1,415,700,000       | 17 688,100,000 |
| Kosten der bezettingslegers . . . . .                                                                    | 623,600,000                   | »                          | »                          | »                   | 623 600,000    |
|                                                                                                          | 11,554,500,000                | »                          | »                          | ALGEMEEN<br>TOTAAL. | 18,311,700,000 |
| VOOR MEMORIE :                                                                                           |                               |                            |                            |                     |                |
| Uitgaven gedaan vóór den wapen-<br>stilstand :                                                           |                               |                            |                            |                     |                |
| Hulpverlening aan de krijgsgevan-<br>genen. . . . .                                                      | 250,000,000                   | »                          | »                          | »                   | 250,000,000    |
| Toelagen aan de gezinnen der gemo-<br>biliseerden . . . . .                                              | 738 000,000                   | »                          | »                          | »                   | 738,000,000    |
|                                                                                                          | 12 542,500,000                | 2,685,900 000              | 2,655,600 000              | 1 415,700,000       | 19 299 700,000 |

## BIJLAGE IV.

**Raming der sommen aan het herstel besteed en op de algemeene  
Staatsleeningen voorafgenomen.**

|                                                                                                   |                      |                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-----------------------|
| Hersteluitgaven in geldspecie gedaan tot op 30 Juni 1923. fr.                                     | 10,930,900,000       |                       |
| Bij te voegen de raming van de uitgaven in geldspecie over<br>het 2 <sup>de</sup> halfjaar 1923 : |                      |                       |
| Uitgaven in geldspecie tot op 30 Juni<br>1923 . . . . . fr.                                       | 10,930,900,000       |                       |
| Uitgaven id. tot op 31 December<br>1922 . . . . .                                                 | 9,121,400,000        |                       |
|                                                                                                   | <u>1,809,500,000</u> | +1,809,500,000        |
|                                                                                                   |                      | <u>12,740,400,000</u> |
| Af te trekken :                                                                                   |                      |                       |
| 1° De sommen voorafgenomen op de leeningen der verwoeste gewesten tot op<br>22 October 1923 :     |                      |                       |
| 1 <sup>ste</sup> leening . . . . . fr.                                                            | 786,800,000          |                       |
| 2° id. . . . .                                                                                    | 975,100,000          |                       |
| 3° id. . . . .                                                                                    | 7,500,000            |                       |
|                                                                                                   | <u>1,769,400,000</u> |                       |
| Voorzieningen van uitgaven op de 3 <sup>e</sup> leening<br>tot 31 December 1923 . . . . fr.       | 200,000,000          |                       |
|                                                                                                   | <u>1,969,400,000</u> | —1,969,400,000        |
|                                                                                                   |                      | <u>10,771,000,000</u> |
| 2° De Deutsche betalingen, het bezettingsleger niet inbegrepen . . . . fr.                        |                      |                       |
| 4,229,600,000                                                                                     |                      |                       |
| min het materieel van den wapenstilstand.                                                         | <u>1,415,700,000</u> |                       |
|                                                                                                   | <u>2,813,900,000</u> | —2,813,900,000        |
| Blijft. . . . fr.                                                                                 |                      | <u>7,957,100,000</u>  |

Het kapitaal op 31 December 1923 kan dus op 7,957,100,000 frank geschat worden, cijfer dat tegen 6 t. h. eenen interestenlast van 477,426,000 frank vertegenwoordigt.